JEROME ET JOCELYNE STEINBACH

Phnom penh libérée

CAMBODGE L'AUTRE SOURIRE

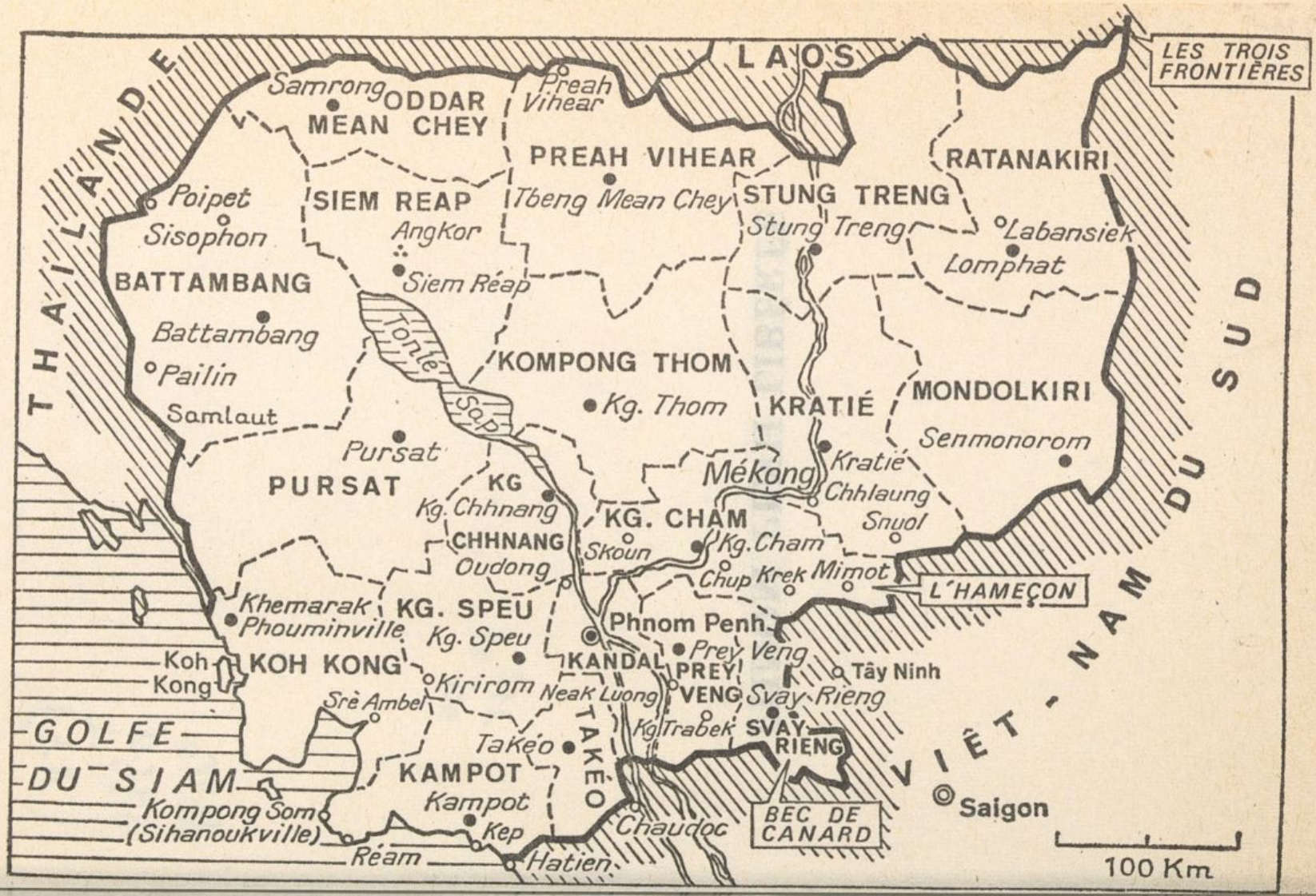
MONDE

NOTRE TEMPS

PHNOM PENH LIBÉRÉE

112
oct. 76

16°G
3769
(11)


LAOS
LES TROIS FRONTIÈRES
THAILANDE
VIET-NAM DU SUD
Samrong
ODDAR MEAN CHEY
Preah Vihear
PREAH VIHEAR
RATANAKIRI
Poipet
Sisophon
SIEM REAP
Angkor
Tbeng Mean Chey
STUNG TRENG
Stung Treng
Labansiek
Lomphat
BATTAMBANG
Battambang
Pailin
Siem Réap
Tonlé Sap
KOMPONG THOM
Kg. Thom
KRATIÉ
MONDOLKIRI
Senmonorom
Samlaut
Pursat
PURSAT
Mékong
Kratié
Chhlaung
Snuol
KG. CHAM
Kg. Cham
KG. CHHNANG
Kg. Chhnang
Oudong
Skoun
Chup
Krek
Mimot
L'HAMEÇON
Khemarak Phouminville
KG. SPEU
Kg. Speu
Phnom Penh
Prey Veng
Tây Ninh
Koh Kong
KOH KONG
KANDAL
PREY VENG
Svay Rieng
Kirirom
Neak Luong
Srè Ambel
Kg Trabek
SVAY RIENG
GOLFE DU SIAM
Takéo
TAKEO
KAMPOT
Kampot
Kompong Som (Sihanoukville)
Kep
Chaudoc
BEC DE CANARD
Saigon
Réam
Hatien
100 Km

92
-19

JÉRÔME ET JOCELYNE /STEINBACH/

PHNOM PENH LIBÉRÉE

NOTRE TEMPS / MONDE

ÉDITIONS SOCIALES
146, rue du Fg-Poissonnière, 75010 Paris
Service de vente : 24, rue Racine, 75006 Paris

DL 20 2 1976-03717

La carte figurant en frontispice, page 4, est empruntée à l'ouvrage de J.-C. Pomenti et S. Thion : *Des courtisans aux partisans,* Gallimard, 1971.

Elle est reproduite ici avec l'aimable autorisation de l'éditeur.

... « La Loi du 11 mars 1957 » n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1er de l'article 40).

... « Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal »...

© 1976, *Editions sociales.* Paris
ISBN 2-209-05189-4/1215-3-76-1300

CHAPITRE PREMIER

BREF APERÇU HISTORIQUE

Phnom Penh, c'est la ville construite sur « les quatre bras du fleuve ». Venu de Chine et du Laos, le Mékong se dédouble là pour continuer en deux voies sa route vers la mer, et pousse au nord-ouest un troisième bras — le Tonlé Sap — vers le grand lac qui porte le même nom.

A la croisée des eaux, devant le Palais royal, le fleuve s'étale sur deux kilomètres.

Mais l'originalité de ces quatre bras ne procède pas d'un simple écartèlement. S'il est bien connu qu'un fleuve ne remonte jamais son cours, il n'en va pas de même pour le Tonlé Sap.

Observez-le en saison sèche, en janvier, par exemple : les flots paisiblement descendent vers le sud. Mais retournez-y quelques mois plus tard, en août. Vous les verrez qui renversent leur cours et furieusement repartent au nord. Que se passe-t-il ? : la saison des pluies. Le Mékong déverse ses crues dans le réservoir immense que constitue le Tonlé Sap (lac), empruntant le lit du Tonlé Sap (fleuve).

Lorsque les eaux viendront à manquer, lors de la

prochaine saison sèche, le lac libérera les siennes, régularisant ainsi le régime du fleuve.

Est-ce sur ce modèle naturel que les Khmers de l'époque angkorienne édifièrent d'immenses réservoirs artificiels pour alimenter de vastes et complexes réseaux d'irrigation ? La comparaison n'est sans doute qu'une image, mais il est certain que les Cambodgiens, fils du fleuve, ont conservé de par leur situation géographique originale d'une part, et leurs réalisations collectives d'autre part, l'habitude du travail en commun, ne serait-ce que pour la construction des réseaux d'irrigation d'intérêt général.

Car ce qu'il faut retenir d'Angkor, avant même la majesté de ses temples-montagnes, c'est cet art à se jouer de l'eau, à faire jouer l'eau et la terre, un vaste domaine irrigué, né du labeur patient des hommes. Art et labeur dont témoigne toute l'histoire du peuple cambodgien.

Au XII[e] siècle, l'empire khmer s'étend de la mer de Chine à l'océan Indien. Mais ensuite, les invasions siamoises commencent à le dépouiller de ses conquêtes et de son patrimoine, détruisant notamment tout le réseau d'irrigation ; les paysans se retirent alors d'une région lentement envahie par la forêt, qui vient de perdre avec son infrastructure hydraulique, toute sa prospérité.

Angkor est ainsi abandonné.

Le Siam et l'Annam cherchent dès lors à se partager le royaume, jusqu'à l'arrivée des Occidentaux qui, sous prétexte d'intervenir contre les empiètements étrangers, placent le pays sous « Protectorat » français et l'annexeront sans tarder à l'« Indochine française ».

Le Kampuchea (puisque c'est là son véritable nom, transformé par les Français en « Cambodge ») devait-il y gagner quelque avantage ? Aucun. Et aucune possibilité de progrès technique, ni dans le domaine agricole,

ni du point de vue de l'industrialisation, ni même dans l'enseignement. Les seules routes ouvertes le furent pour desservir les plantations d'hévéas créées en 1920.

En retour, le pays devait fournir au colonisateur d'importantes quantités de riz et payer des impôts très lourds. On tenta même de supprimer le droit cambodgien selon lequel la propriété des terres revient au roi et permet la libre jouissance de chaque parcelle pour celui qui la cultive réellement, et de le remplacer par un droit romain à la faveur duquel les colons français se tailleraient de grands domaines. Mais la règle imposée eut finalement peu de prise sur les traditions nationales ; du moins n'en reste-t-il aujourd'hui que peu de traces.

Cependant, la perte de son indépendance économique, culturelle et politique sera pour le Cambodge le point de départ d'un mouvement de résistance populaire qui se traduit tout au long du protectorat par des luttes et des insurrections continues.

Tout comme elle a artificiellement réuni sous le terme « Indochine » trois peuples, trois pays, aussi distincts par leur histoire, leur langue et leur civilisation que l'Espagne, la Suède et l'Allemagne le seraient entre elles, la France a toujours traité d'un seul bloc la guerre menée sur les trois territoires ; faisant empiéter « les fronts et les zones de combat les uns sur les autres, du Vietnam au Laos, du Laos au Cambodge et de là, de nouveau au Vietnam » [1], elle utilise les bases d'un pays pour soumettre le second, puis le troisième, et s'appuie sur ceux-là pour reconquérir le premier. Elle n'hésite pas à déporter les populations au-delà de leurs frontières, tels les 10 000 travailleurs vietnamiens emmenés dans les plantations d'hévéas du Cambodge, plaçant

1. Cf. W. BURCHETT : *En remontant le Mékong* (*Mekong upstream*), Hanoï, 1957.

ainsi ses pions et sa main-d'œuvre là où ses propres intérêts le lui commandent.

La tactique bien connue de la division pour la domination ne manque pas à la panoplie du parfait colonisateur qui cherche à créer un antagonisme khméro-vietnamien, en plaçant entre les Français et le peuple cambodgien des cadres administratifs ni français ni khmers, mais vietnamiens.

Pratiques qui, si elles atteignent dans une certaine mesure le but recherché, ouvrent du même coup la voie à des conséquences opposées et non moins durables : elles tissent des liens de plus en plus étroits entre les trois peuples colonisés qui décident très tôt de coordonner leurs luttes.

Par exemple, lorsque les Japonais, installés d'abord en Indochine par les accords conclus entre Vichy et Tokyo (juillet 1941), suppriment toute l'administration coloniale française lors d'un coup de force en mars 1945, la population se soulèvera de la même façon au Vietnam, au Laos et au Cambodge contre les nouveaux occupants.

Quelques mois plus tard, le général Leclerc inaugure la seconde invasion de la péninsule. Dès lors, en ce qui concerne le Cambodge, la résistance populaire sera menée parallèlement aux démarches diplomatiques et politiques de Sihanouk, et obligera progressivement les Français à accepter l'indépendance du pays, que confirmera en 1954 la Conférence de Genève.

A cette occasion, deux points méritent d'être soulevés :

Les patriotes cambodgiens de la première guerre d'Indochine furent absents lors de la négociation des accords, qui ne leur reconnurent (à la différence du Vietnam et du Laos) ni l'existence ni le maintien des régions qu'ils contrôlaient pendant l'occupation française ; une clause prévoyait au contraire la dissolution des maquis

au Cambodge. Pour respecter le compromis de Genève, il leur fallait rendre les armes.

Pour capitale que soit l'indépendance, acquise au prix d'une très longue lutte, elle n'en demeure pas moins limitée au seul plan politique : la souveraineté et la neutralité du Cambodge sont reconnues ; mais certaines situations de dépendance économique et culturelle ne sont pas encore éliminées et serviront plus tard de point d'appui à ceux qui voudront porter atteinte à cette indépendance.

Cependant, une nouvelle période historique commençait pour le Cambodge, qui allait désormais se consacrer à défendre sa neutralité. Tâche difficile et périlleuse pour qui se trouve aux portes du Vietnam et du Laos, où la guerre américaine fait rage, et doté de 600 kilomètres de frontières avec un pays qui n'est pas seulement une base de B.52, mais aussi une base de la C.I.A. : la Thaïlande.

Nouvelle période dont un des problèmes permanents sera désormais l'intervention multiforme des Etats-Unis dans les affaires de l'Indochine et notamment du Cambodge. Cette intervention date en fait de 1950, puisque les Américains finançaient la présence française sous le couvert de l'« aide économique et militaire » : un milliard cinq cents millions de dollars de 1950 à 1954 ! Ce n'était pas là un don gratuit, mais, selon le président Eisenhower « le moyen le moins coûteux pour prévenir la sécurité des Etats-Unis, pour assurer leur puissance et leur possibilité d'obtenir ce dont ils ont besoin parmi les richesses de l'Indochine et du Sud-Est asiatique ».

Dès le lendemain des accords de Genève et jusqu'au coup d'Etat de 1970, les U.S.A. organisent leur présence, multiplient les pressions et les menaces, les complots et les provocations à l'égard du Cambodge. Ils ne parviennent pas à imposer au gouvernement le « parapluie protecteur » de l'organisation militaire qu'ils viennent de

créer, deux mois seulement après la Conférence de Genève, l'O.T.A.S.E., mais réussissent en 1955 à lui faire accepter une « aide militaire et économique » dont les effets ne tarderont pas à se faire sentir dans les domaines économique, social et culturel.

C'est pour mettre fin aux pressions américaines qui cherchent par tous les moyens à faire de leur pays un « bastion anticommuniste » capable de les soutenir dans l'agression contre le Vietnam, que les Khmers renoncent à cette aide économique (1963), puis rompent les relations diplomatiques avec les Etats-Unis (1965). Mais, par l'intermédiaire de la C.I.A., la Maison Blanche a entrepris de liquider la neutralité du royaume : sabotage économique, harcèlement des frontières (de 1962 à 1969, on compte plus de 7 000 violations du territoire par les Américains et l'armée saïgonnaise...), tentatives de coups d'Etat, manœuvres auprès d'hommes politiques khmers prêts à servir ses intérêts. Ils peuvent compter sur une poignée d'entre eux, dont Lon Nol et Sirik Matak qui se livrent sur place à la chasse aux patriotes : les intellectuels sont écartés de l'appareil d'Etat, d'autres sont arrêtés, emprisonnés ou assassinés individuellement d'abord, puis collectivement. Certains se voient dans l'obligation de quitter les villes pour lutter dans la clandestinité. Ieng Sary, parti dès 1963, en donne un témoignage :

« Nous sommes entrés dans le maquis, non pour torpiller la politique de paix, d'indépendance et de neutralité anti-impérialiste du prince Sihanouk, mais pour échapper au complot de Lon Nol, Sirik Matak et Son Ngoc Thanh soutenus par la C.I.A. L'objectif de ce groupe était d'éliminer par tous les moyens l'extrême-gauche, y compris par l'assassinat. Notre passage au maquis a été pour nous une question de vie ou de mort. Tant qu'il exerçait le pouvoir, le prince Sihanouk nous donnait une chance de survie, nous avions le moyen de

faire entendre notre voix à l'Assemblée nationale, et parfois même au sein du gouvernement, dont plusieurs des nôtres ont fait partie. C'est en 1966 que tout a changé. (...) Alors a été déclenchée contre nous une véritable guerre civile : il nous a fallu répondre à leurs fusils avec nos fusils [1]. »

Ainsi se met en place le plan de la C.I.A. qui vise à isoler le prince Norodom Sihanouk de tous ceux qui défendent farouchement sa politique de neutralité, à savoir tous les patriotes progressistes du pays, pour mieux abattre le chef d'Etat et parvenir ainsi à leurs visées impérialistes sur le pays.

Autant d'éléments dans l'histoire du Cambodge, qui ont forgé l'expérience du peuple khmer, et permettent de mieux comprendre le caractère original de sa révolution. Entre autres, leur détermination à lutter sans négociation, sans compromis, que certains Occidentaux, rapidement oublieux du passé, voudraient aujourd'hui présenter comme incompréhensible. Maintenant que cette ligne, dite « intransigeante », vient de triompher au Cambodge, les patriotes khmers prouvent, s'il en était besoin, la justesse de leur analyse politique, maintenue sans répit envers et contre tous, même au moment des Accords de Paris, où, de tous côtés, on les pressait de négocier comme les Vietnamiens, ou de faire comme au Laos, la concorde nationale. Leur analyse tenait compte à la fois des conditions spécifiques de la guerre au Cambodge — issue d'un coup d'Etat — d'une part, de l'expérience historique de la Résistance d'autre part.

Bien avant le coup d'Etat de mars 1970, les révolutionnaires avaient prévu que tôt ou tard, les Américains interviendraient directement et qu'ils parviendraient à

1. Norodom SIHANOUK, citant Ieng Sary dans *L'Indochine vue de Pékin...*, Seuil, 1972.

éliminer Sihanouk comme un des obstacles à leur politique de domination dans l'Asie du Sud-Est. Ils prévoyaient deux hypothèses : soit le prince rallierait la droite pro-américaine, soit la droite l'écarterait du pouvoir.

En fait si cette droite semble récupérer Sihanouk en le persuadant de renouer des relations diplomatiques avec les U.S.A. en 1968, c'est la seconde hypothèse qui se trouvera confirmée : le 18 mars 1970, Sihanouk est destitué. Cinq jours plus tard, il lance de Pékin un appel à l'insurrection armée, et proclame la formation du F.U.N.K. et du G.R.U.N.K. [1].

« Parmi les heureuses suites de ma proclamation, je rangerai d'abord le message que m'envoyèrent trois jours après, le 26 mars, ces trois députés dont j'ai dit plus haut qu'ils étaient les seuls hommes honnêtes à avoir été élus en 1966, et qui avaient choisi peu après de gagner la forêt et ses petites bases de résistance. Il s'agissait de trois intellectuels hors du commun, Khieu Samphan et Hu Youn, deux éminents économistes formés par l'Université française, et Hu Nim qui était avocat. Les relations particulièrement tendues que nous avions eues m'avaient laissé penser qu'ils poseraient en tout cas des questions, des conditions à quoi que ce soit. Mais il ne se passa rien de tout cela. Ils n'avaient pas plus tôt entendu ma proclamation qu'ils répondaient : « Merveilleux. Si vous, traditionnellement le dirigeant du peuple cambodgien, avez décidé de vous battre avec nous, nous ne pouvons rien souhaiter de mieux [2]. » Ainsi Sihanouk rapporte-t-il l'accueil reçu par son appel dans les maquis.

1. F.U.N.K. : Front d'union nationale du Kampuchea.
G.R.U.N.K. : Gouvernement royal uni national du Kampuchéa.
2. Norodom SIHANOUK : *La C.I.A. contre le Cambodge*, Maspéro, Paris, 1973, pp. 49-50.

Le Cambodge allait désormais connaître cinq années de guerre dont les trois phases — vietnamisation (mars 1970), américanisation (avril-juin 1970) et khmérisation (jusqu'en avril 1975) furent autant d'échecs successifs pour les Américains et autant de pas irréversiblement avancés vers l'indépendance totale et complète du Kampuchea.

CHAPITRE II

DANS LES RUES DE PHNOM PENH

1. Les maquisards arrivent.

« Regardez-les ! Ils sont tout petits, tout poussiéreux et ils n'ont pas de chaussures », criait en riant la première femme du bâtiment, qui ait osé mettre le nez dehors lorsque le calme est revenu.

Pas de chaussures, cela voulait dire pas de ces chaussures militaires comme en portaient les bandes de Lon Nol revêtues de l'accoutrement américain-rangers qu'elles ont dû quitter en même temps qu'elles rendaient les armes, au matin du 17 avril. Les maquisards eux, qui s'avançaient par petits groupes le long de la voie ferrée, allaient pieds nus dans leurs sandales de caoutchouc. La poussière sur eux témoignait des combats endurés depuis des jours.

Il y avait bien, en effet, de quoi être frappé par le contraste physique qui existait entre ces combattants aperçus pour la première fois et les militaires que nous connaissions tant à Phnom Penh. Pas seulement à cause de l'uniforme : de nouveaux visages. Ceux de paysans khmers comme on les imagine, venus de la forêt et de la rizière, et dont la vie n'a pas été bouleversée par la

ville. Beaucoup sont de tout jeunes hommes ou de toutes jeunes filles.

Le premier moment de curiosité passé, le gardien de notre immeuble, sa famille, puis toutes celles qui avaient cherché un abri dans le bâtiment en dur à cause des combats qui avaient fait rage toute la nuit, sortaient et couraient vers la voie de chemin de fer en criant :

« Bravo ! Victoire ! Nous vous attendions depuis longtemps. »

Les maquisards répondaient de la main qu'il fallait partir vers l'arrière, en dehors de la ville : « Des avions peuvent venir » ajoutaient-ils en montrant le ciel. Comme ils venaient jusqu'alors lancer leurs bombes sur toutes les villes, tous les villages, toutes les positions perdues par Lon Nol ou simplement soupçonnées de sympathie pour les maquisards. Et comme ils le feront, 15 jours plus tard, sur deux ports importants du Cambodge : Ream et Sihanoukville à propos de l'affaire du cargo le *Mayaguez* ; et encore, nous l'apprendrons par la suite, comme M. Kissinger aurait aimé qu'ils le fissent sur toutes les villes du Cambodge.

Voici parmi tant d'autres, le témoignage d'un Français au cours des tout premiers mois de la guerre :

« J'avais l'habitude de m'arrêter après Kompong Chnang dans un hameau pour examiner l'état des cultures et des travaux agricoles. Je fus atterré : à l'endroit habituel, les paillotes avaient brûlé ; je comptais trois cratères de bombes dans les pépinières voisines. Plus loin, j'appris par des voisins que des paysans avaient été tués par des avions à hélices de l'armée de Phnom Penh. Ils ne comprenaient pas, il n'y avait eu aucun combat. C'étaient des amis que je voyais chaque année. »

On pense aussi à Oudong, chef-lieu de province, ancienne capitale royale, — 30 000 habitants — pilonnée

méthodiquement par l'aviation pendant deux semaines dès l'arrivée des maquisards en mars 1974.

17 avril 1975, 9 h 45.

Les habitants des paillotes au bord de la voie ferrée ne se le font pas dire deux fois. Ce qu'ils ne peuvent emporter tout de suite, on les verra le lendemain venir le reprendre. Ils connaissent ces départs précipités, c'est dans des circonstances analogues qu'ils ont échoué à Phnom Penh, il y a deux, trois ou quatre ans. Aujourd'hui, plus rien ne s'oppose à ce qu'ils regagnent leur village, on les y encourage même.

Un cyclo-pousse s'emplit d'objets divers, on accroche aux vélos (aux motos parfois) la batterie de cuisine. On y suspend par les pattes une ou deux poules, ou un cochonnet hurlant.

10 heures. Sous la Fac, là où les étudiants déambulaient en attendant les cours, il y a quelques mois, des silhouettes noires ou en treillis semblent s'agiter fièvreusement. Autre groupe de maquisards ? non, mais des étudiants, des lycéens, des professeurs et des instituteurs de Phnom Penh... Ils sont là, une centaine, ils descendent des étages et s'assoient. Depuis une semaine, ils occupent le bâtiment, en interdisant l'entrée à la police comme aux militaires : aucun n'a pu les déloger. Pour eux, la Fac était déjà une zone libérée.

Quelle mission s'étaient-ils donnée ? Aider les maquisards du front ouest dans leur progression vers le centre de la ville. « Nous devions tenir jusqu'au 20. Il y a parmi nous des gens recherchés par la P.M. [1] de Lon Nol, car ils sont dans la clandestinité depuis longtemps. En cas d'échec de l'offensive, nous aurions tous

1. Prévôté militaire, Police militaire.

rejoint les zones libérées à l'extérieur de Phnom Penh. » Ces résistants de la ville, politisés à des degrés très divers, mais entièrement solidaires du F.U.N.K. (et dans quelle mesure n'en étaient-ils pas membres ?), s'étaient barricadés dans la Fac avec une quantité impressionnante d'armes et de riz. C'est ce que nous explique un groupe d'étudiants parmi lesquels nous reconnaissons quelques visages.

Heureusement, la victoire est venue avec trois jours d'avance. Calmement, ils attendent ; la satisfaction se lit sur leur visage, mais on n'y décèle aucun signe d'exubérance. Sur la voie qui mène au bâtiment s'alignent des chars M113 — toute une unité : leur capitaine sympathise avec le Front depuis longtemps, il attendait le moment de faire rallier par ses hommes le camp des patriotes. En effet, les hommes sont là ; dans leur tenue léopard, ils ne risquent pas de se confondre avec les maquisards qui les rejoignent.

De temps à autre, une explosion rompt le calme et nous fait sursauter : les dernières munitions larguées par les Américains et entreposées devant la Fac brûlent, et nous pensons que ce sont probablement les dernières détonations de grenades, de M79, de balles, qui se feront entendre dans le quartier et pour la première fois celles-là sont inoffensives.

Une jeep arrive, tout le monde alors se lève, court vers celui qui descend : un homme très jeune. Aucun signe distinctif qui puisse nous dire sa qualité. Il embrasse ceux qui semblent bien le connaître. Nous apprenons que c'est le chef de la résistance à Phnom Penh. Après de rapides discussions, il est décidé de faire des banderoles qu'on accrochera sur les M113, de ramasser les armes du groupe, « car nous craignons des infiltrations parmi les étudiants » fait remarquer l'un d'entre eux. Lorsque tout est terminé les occupants de la Fac, garçons et filles, hommes et femmes, se mettent en rang

et c'est le départ vers le centre de Phnom Penh, chars en tête. Auparavant, ils nous ont conseillé de rester à la maison : « La victoire est totale sur tous les fronts, mais le politique n'a pas encore atteint le niveau du militaire », expliquent-ils.

Nous nous interrogeons : la guerre n'est-elle pas finie ? N'est-ce pas enfin la paix ?

Les jours suivants apporteront quelques éléments de réponse.

2. Premiers contacts.

17 avril, 11 heures. Nous avons regagné l'appartement. Sur le stade, quelques maquisards baguenaudent. D'autres ont demandé à entrer.

« Est-ce qu'il y a des armes ici ? »

Nous répondons qu'il n'y en a pas et qu'ils peuvent s'en assurer par eux-mêmes. Mais au lieu de fouiller vraiment, ils s'arrêtent devant le mobilier, inspectent les plafonds, les fenêtres, les moustiquaires, le balcon.

« C'est tellement beau la Fac ! Depuis cinq ans on avait oublié comment c'était. » Celui qui parle est maçon. Il l'était du moins avant la guerre. Il a travaillé à la construction de cette Fac et du building des professeurs. « Tout cela aurait besoin d'être repeint », commente-t-il. Ses quatre compagnons connaissent aussi Phnom Penh ; ils viennent de Kompong Cham et Kompong Thom. Habillé de noir, l'un n'a pas de sandales, seulement des tongues.

« Vous avez déjà mangé ? » et là, nous employons le terme poli « njam baï ».

« Hop baï », rectifient-ils. C'est l'expression qu'on emploie à la campagne, et que tous ont adopté dans la zone libérée. (Volonté de simplifier en effaçant les inégalités car il existait dans l'ancien régime au moins cinq

termes différents pour dire « manger », lesquels avaient tous une connotation hiérarchique et sociale. Selon que l'on s'adressait au Prince, à un membre de la famille royale, à un bonze ou à un supérieur hiérarchique, ou selon l'origine de celui qui parlait (paysan ou citadin), on employait un mot différent.)

Nous leur offrons donc ce qui nous reste : des biscuits chinois, de la crème de gruyère. A leur façon de dévorer en laissant tomber miettes et papier par terre, on n'a pas de mal à imaginer quelle fut leur vie pendant ces cinq années.

Jamais une maison, toujours la forêt ou un trou de protection. En partant, ils demandent s'ils peuvent prendre une boîte de sardines ; notre femme de ménage leur donne aussi une savonnette en nous glissant : « Ils en auront bien besoin. »

Plus tard, nous voyons Jean-Pierre et Danièle Martinie, nos seuls voisins restés dans le quartier. A 8 h ce matin, ils étaient sous l'immeuble avec plusieurs Cambodgiens quand les premiers maquisards sont arrivés :

« Partez vers l'arrière, c'est trop dangereux par ici », leur ont-ils conseillé.

Ils ont alors fait une quinzaine de kilomètres à pied vers le nord-ouest, croisant les troupes qui s'avançaient sur Phnom Penh... Personne ne leur a demandé quoi que ce soit. Jean-Pierre et Danièle se sont arrêtés dans ce qui devait être un poste de commandement des maquis.

Un cadre expliquait :

« Moi qui suis paysan, je me suis battu avec les autres paysans pour chasser les Américains. »

Puis la question habituelle :

« Vous avez déjà mangé ? »

On leur a donné du riz et deux poulets.

Ils ont ensuite pris le chemin du retour, en suivant

un groupe de maquisards. Jean-Pierre portait une valise. En croisant des Phnompenhois qui s'éloignaient, eux, de la ville, ils entendirent cette exclamation au passage :

« Ils ont des armes américaines, des jeeps américaines, des ambulances et même des médecins américains [1] ! »

17 avril : 16 heures.

Il règne au *Phnom*, cet hôtel de luxe au centre de Phnom Penh que la Croix-Rouge espérait pouvoir transformer en « zone internationale de sécurité et de neutralité », un climat d'excitation et de panique, qui contraste singulièrement avec le calme extérieur ; surtout au centre où il n'y a eu aucun combat. A ce sujet, René Laporte — journaliste de l'O.R.T.F. depuis dix ans au Cambodge — raconte dans *Ouest-France* (25 mai 1975) :

« En quelques instants, j'ai vu les Khmers rouges entrer dans Phnom Penh, par l'avenue de la Démocratie. Quinze chars M.113 leur faisaient face. Ils ont continué à avancer. Ils n'étaient que trois... Tout à coup, j'ai vu un drapeau blanc jaillir de l'un des chars, puis deux, puis trois. En quelques secondes, tous arboraient le drapeau blanc. Ils sont sortis, ont jeté leur fusil, leur casque, sont descendus des chars et sont partis, coudes au corps, pour accueillir les trois Khmers rouges, qui n'avaient pas cessé de marcher dans leur direction. Ça s'est passé comme ça dans presque toute la ville. »

Chez nous, les combattants se succèdent. Plus ils arrivent tard, plus ils se montrent impatients de voir la ville. Quatre d'entre eux s'intéressent de près à la voiture que nous ont laissée des amis.

1. Depuis la guerre, aux yeux des Cambodgiens, tout Occidental rencontré dans la campagne passait pour Américain.

« Mes camarades et moi, nous voulons vous demander de nous prêter votre voiture. Est-ce que c'est possible ? Juste pour la soirée. » Nous n'avons pas de raison de refuser, sauf le manque d'essence et nous le leur disons.

« Est-ce qu'il y en a assez pour aller jusqu'au palais royal et au fleuve ?

— Oui, mais pour revenir ensuite jusqu'ici...

— Oh ! ça ce n'est rien ! »

Et ils partent. Nous, pas très rassurés sur le sort de l'automobile, mais c'est bien à tort car ils seront de retour quelques heures plus tard avec de l'essence plein le réservoir.

Nous leur proposons alors de venir manger avec nous. Quatre autres de leurs camarades se joignent à eux. Le temps de cuire le riz, on discute.

Ils sont venus d'Angkor et de Siem Reap au nord-ouest du pays qu'ils ont quitté quatre mois auparavant.

« De temps en temps, il venait des Français dans les temples, même l'année dernière, oui. Mais vous, vous n'y êtes pas allés ? Il faut faire le voyage...

— Mais quand pourrons-nous ?

— Oh, dans quelques mois, il n'y aura pas de problème, tout le monde pourra se promener où il voudra. »

Chacun attend que tous soient servis pour commencer à manger. Ils ont déposé leurs A.K.47 un peu partout dans l'appartement, sur les fauteuils ou par terre — on se prend même les pieds dedans. Par contre, ils ont laissé sur le pas de la porte leurs sandales de caoutchouc, comme le veut la coutume cambodgienne.

« Les bombardements de B.52, ça ne devait pas être facile ?

— Oui, c'était difficile. On ne les entendait pas venir.

— Et les F.111, les F.105, les T.28[1] ?

— Ceux-là, on ne les craignait pas tellement : il suffisait de repérer l'avion-mouchard et son feu de Bengale, et on avait le temps de se cacher. »

Plutôt que de s'étendre sur leurs difficultés passées, ils préfèrent parler des nôtres, celles de Phnom Penh : le coût de la vie.

« C'est combien un kilo de porc ?

— 2 500 riels (100 fois le prix d'avant la guerre).

— Et le cyclo ? [2]

— 50 riels au moins. Et chez vous ?

— Dans la zone libérée, la viande coûte 25 riels le kilo, le riz 3 riels. Mais il n'y a pas de cyclo !

— Et vous gagnez combien ?

— Nous n'avons pas de salaire.

— Comment faites-vous pour manger et pour le reste, alors ?

— Quand on a besoin de quelque chose, on va le chercher dans un marché où les marchandises ne se paient pas.

— Une sorte de coopérative ?

— Oui. »

Tous ne parlent pas, ils écoutent. Celui qui intervient le plus souvent est peut-être le chef du groupe, mais ce n'est pas sûr. Après avoir mangé, ils s'attardent un peu, puis demandent à partir :

« Nous devons continuer. »

Ils ramassent leurs armes.

« Vous oubliez vos mangues [3] !

— Non, c'est pour vous... »

Ce geste, comme celui de l'essence, les paysans cambodgiens nous le rappelleront lorsque, 13 jours plus tard, dans le convoi du retour, nous nous arrêterons pour man-

1. T.28 : petit bombardier.
2. Cyclo-pousse.
3. Fruits.

ger à Smaet, village libéré depuis 1971. La population nous avait préparé un excellent plat de riz et de viande. On avait largement puisé de l'eau dans les jarres pour boire et se laver. Certains, parmi le convoi qui nous ramenait vers la frontière thaï avaient même cueilli toutes les noix des cocotiers qui bordaient la route, comme si nous nous trouvions dans une région abandonnée. Nous nous apprêtions à partir, lorsque des villageois, qui n'avaient cessé de nous observer, ont fait remarquer : « Chez nous, quand on prend quelque chose, on donne du riz en échange ou autre chose, mais vous, vous n'avez rien à nous donner. »

3. Les « réfugiés ».

18 avril 1975. Dans les premières heures qui ont suivi la fin des combats, nous avions vu partir nos voisins khmers et cela de façon très spontanée. Aujourd'hui d'autres les suivent en bien plus grand nombre. Cela ne tient plus de la spontanéité, les visages deviennent interrogateurs. Sans jamais pourtant qu'on puisse y déceler (comme certains l'espéraient) cette profonde détresse, et la panique qui prenait les colonnes de réfugiés refluant vers Phnom Penh, dans les derniers mois, ou même dans les tout derniers jours.

Route de l'aéroport Pochentong (Ouest) le 14 avril (trois jours avant la libération). On entend des rafales au carrefour, et nous allons voir : des files de gens, en charrettes ou à pied, avec le peu de bétail qu'ils possèdent, débouchent de la digue. Et là, des hommes de la Police militaire tirent, leur interdisant la route qui mène à Phnom Penh. Où peut aller cette population désemparée poussée à l'exode par les combats ? En sens inverse, c'est *Pochentong* : le marché est occupé par les

maquisards et l'aéroport prêt à tomber, si ce n'est déjà fait. Pas question non plus de prendre la digue Sud, et ils ne peuvent retourner au nord d'où ils viennent. Ils ne peuvent que rester sur place, au carrefour.

C'est là qu'ils s'installent, sur les bas-côtés pour dégager la route. Deux jours plus tard, lorsque la digue sera devenue première ligne du front, que les M.113 y auront pris position, qu'adviendra-t-il de ces réfugiés ?

C'est un principe tôt appliqué par les autorités de Phnom Penh que les « réfugiés », la guerre, ne doivent pas déranger le confort des citadins. Dès la première année, à une époque où ils n'étaient pas encore très nombreux à venir s'installer à Phnom Penh, ils s'arrêtaient déjà aux quartiers périphériques : « Ils se sont entassés dans les paillotes des parents et amis ; les cours exiguës se sont encombrées de cabanes ; de nouvelles maisonnettes en bois se sont édifiées sur le bord des digues qui limitent la ville. » (Luc Barany, mars 1971.)

Mais, en janvier, la poussée était telle que certains ont réussi à passer les barrages et à s'installer au cœur de Phnom Penh. Non pas dans les appartements restés vides, ni dans les jardins publics d'où on les chassait, mais sur les trottoirs [1]; par exemple autour de la pagode Onalom :

Des dizaines de familles sont couchées là, en plein air, sur des morceaux de nattes déchirées.

Des malades, jeunes et vieux, gémissent. On y fait la cuisine au pied des tamariniers. Comme ils ont peu d'ustensiles, ils les mettent en commun.

Presqu'île de Chrui Changvar (Est). 4 janvier 1975. Tout près des « quatre bras » où le Mékong et le Tonlé

1. Plus tard, on installa même des barbelés sur les trottoirs...

Sap se rencontrent, des Chams [1] se sont repliés.

Ils habitaient de l'autre côté du fleuve à Areyksat. On les a entassés dans une scierie, juste en face de leur village.

« Toutes les familles d'Areyksat sont ici ?

— Non, il en manque au moins la moitié.

— Où sont-elles ?

— Les Vietcongs les ont tuées sur place, égorgées », répond l'un d'entre eux.

Cette phrase ressemble fort aux discours de propagande maintes fois répétés par la radio gouvernementale. On lui demande de préciser :

« Vous avez vu des Vietcongs qui égorgeaient vos voisins ?

— Non, moi j'ai pris tout de suite le bateau pour traverser, mais on m'a raconté. »

Un autre prend alors la parole :

« Mon frère est parti avec ses enfants, de l'autre côté [2].

— On les a emmenés de force ?

— Non. Moi, je voulais rejoindre Phnom Penh et qui m'a empêché ? »

Ils disent qu'ils ont été surpris par l'attaque du 1er janvier, ce en quoi nous les croyons sans problèmes ; parce qu'ils ne furent pas les seuls à être pris au dépourvu : cette nuit-là, du 31 décembre au 1er janvier, les généraux et les officiers réveillonnaient à l'hôtel *Le Phnom* lorsque le bruit des explosions leur est parvenu.

Mais revenons à la situation de ces gens complètement démunis. Hier la radio relatait la visite de Long Boret à la scierie, énumérant largement les dons du Premier ministre aux réfugiés d'Areyksat.

---

1. Minorité ethnique de confession musulmane.
2. A mesure de l'approche des maquisards, les termes utilisés par le régime de Lon Nol pour les désigner a quelque peu évolué : on est passé des « Nord-Vietnamiens-Viet-Congs » aux « Khmers rouges », puis aux « Khmers de l'autre côté ».

Eux-mêmes, qu'en disent-ils ?

« Oui, il a donné une natte par famille et un krama [1] pour quatre personnes.

— Combien de riz ?

— Deux kilos pour une famille.

— Tu as combien d'enfants [2] ?

— Sept.

— Quand as-tu reçu le riz ?

— Il y a trois jours, mais il n'en reste pas.

— Est-ce qu'ils ont dit qu'il y aura d'autres distributions ? Est-ce qu'ils vont revenir ?

— Je ne sais pas », répond-il en riant.

Ils restent là les yeux fixés sur leur village dont seul le fleuve les sépare. Aux premières loges pour cet étonnant feu d'artifice de bombes à billes et de napalm. Ils restent là à suivre le manège des hélicoptères, les acrobaties des T.28.

Dans quelques jours, ils pourront jouir d'un spectacle en première exclusivité : celui des bombes que le langage courant à Phnom Penh appelle « bombes à oxygène », les CBU 55 [3] ; l'aérosol qu'elles projettent asphyxie en s'enflammant tout être vivant dans un rayon de 300 m.

Mais déjà leur suffisent les combats qu'ils suivent depuis quatre jours.

« La nuit, c'est terrifiant, on voit briller tous les projectiles. A tel point qu'on reste à plat ventre... »

Leurs maisons et les cultures n'en finissent pas de se consumer.

Ils gardent encore les yeux fixés sur le bétail abandonné, là où quelques vaches, restées en vie on ne sait comment, broutent une herbe calcinée.

---

1. Foulard de coton.
2. En khmer, le vouvoiement n'existe pas.
3. Un témoin de « Terre des Hommes » a pu voir 600 morts quelques jours plus tôt, après l'explosion de deux de ces bombes.

Prek Phneou (Nord) : 15 janvier 1975.

Encore des gens, entassés par petits groupes au soleil. Certains ont fixé sur quelques morceaux de bambou, l'éternelle feuille de plastique bleu de l'aide américaine. Beaucoup de vieillards, de femmes et d'enfants, tous avec cet air profondément triste. Ils n'ont rien avec eux, pas même l'espoir. Et pourtant, on semble se préoccuper de leur sort : des militaires les gardent. Un gradé se présente :

« Ah ! vous êtes journaliste [1] ? Moi, je suis de la « guerre psychologique » ; j'ai installé ici les réfugiés, avec l'aide du Catholic Relief Service.

— D'où viennent-ils ?

— Du camp, sur la piste de Phnom Baset, les « viet-congs » n'y sont pas encore, mais ils approchent, c'est pourquoi on a amené les réfugiés ici.

— Ils sont encore très près des combats...

— Oui, mais dès qu'on aura repoussé les communistes, ils retourneront dans leur ancien camp. »

C'est alors qu'une Mercédès rutilante fait son entrée, suivie d'une estafette qui porte les initiales du C.R.S. [2]. Trois jeunes femmes khmères, en tenue occidentale assez extravagante, en descendent. Elles commencent par donner des ordres à d'autres Khmers dans un anglais épouvantable.

Pendant ce temps se forme une file de gosses munis de récipients de natures diverses. « Today only for children » [3], crie une femme. Un soldat leur traduit la phrase. Avec un air de dégoût, une autre plonge la louche dans un fût de 100 l et verse ce qui ressemble à une purée de haricots dans le premier récipient tendu. Les

1. Tout Occidental qui pose des questions est pris pour un journaliste.
2. Catholic Relief Service.
3. « Aujourd'hui, seulement pour les enfants. »

gros ventres des gamins nourris au régime de ces soupes de charité depuis déjà un certain temps se bousculent. C'est à qui avalera le plus vite cette maigre louchée.

Route de Stung Mean Chey (Sud), 10 janvier 1975. En face d'un camp en tôle ondulée organisé par les Japonais (où la chaleur devient intolérable en saison sèche), un deuxième camp : O Baek Kaâm. Les réfugiés y sont depuis bientôt un an. Ils attendent que Lon Nol leur vienne en aide, mais ils n'ont jamais vu personne. Alors ils se sont mis à faire des petites cultures autour des cabanes, mais la terre est trop pauvre. A la saison des pluies, l'eau monte jusqu'aux genoux ; s'il pleut pendant la nuit, ils ne peuvent pas dormir. Ils sont désespérés :

« Comment sont vos villages ?

— Tous détruits.

— Par qui ?

— Je ne sais pas exactement, mais les B.52 ont fait beaucoup de dégâts, ils ont laissé de grands trous partout. Mes 300 cocotiers ont tous été rasés par les avions B.52.

— Tu penses retourner dans ton village ?

— Ce n'est pas possible.

— A propos de la paix, qu'en penses-tu ?

— Pas grand-chose : l'autre côté ne veut pas négocier avec le gouvernement de la République. Tu vois bien, avec les attaques en ce moment, il n'y aura la paix que si l'autre côté gagne. »

Près du camp, des colonnes en béton.

« Qu'est-ce que c'est ?

— Le jardin d'enfants.

— Pourquoi il ne reste que des colonnes comme ça ?

— Les soldats ont tout pris. Rien n'a été touché pendant l'attaque de Stung Mean Chey par les maquisards (mars 1972), mais quand les soldats sont revenus, ils ont tout emporté. »

Il se trouve que tous ces camps entourent la ville, les uns sur la digue la plus extérieure, les autres plus proches. Ils forment ainsi un cercle autour de Phnom Penh, cercle de protection contre les attaques — véritable bouclier humain que constituent les paysans réfugiés, bien malgré eux.

Le plus abominable des camps n'est pas sur la périphérie de la ville, mais au bord du fleuve, dans Phnom Penh. C'est le « Cambodiana ».

Norodom Sihanouk avait fait construire un très grand hôtel le long du Mékong, près du Palais royal. Nous avons voulu visiter cette originale bâtisse. En 1970 elle était près d'être achevée, mais les travaux furent arrêtés. Bien plus, toutes les boiseries intérieures furent enlevées et revendues — pillage rituel. Est-ce pour empêcher qu'il s'étende à d'autres installations, qu'on a muré les escaliers ?

Restent le sous-sol et le rez-de-chaussée. Trois mille réfugiés ont été regroupés là ; certains depuis cinq ans. Entre les planches, les nattes, on circule difficilement. Surtout au sous-sol, plongé dans la nuit. On écrase les cafards à chaque pas. Il y a aussi les rats.

Les adultes, comme les enfants, tendent la main à notre passage, nous interpellant en argot américain — ce qui est déjà significatif.

Nous leur demandons d'où ils viennent :

« Ici, nous sommes tous de la province de Takéo (au sud de Phnom Penh).

— Tu as reçu de l'aide ?

— De temps en temps, le gouvernement donne par exemple 15 kilos de riz pour une grande famille (8 à 12 personnes).

— Tu peux vivre avec ça ?

— Mais non.

— Et comment fais-tu alors ?

— On se débrouille par tous les moyens. »
Il rit. Mais quel désarroi exprime son rire.
« Tu ne penses pas retourner dans ton village ? »
Il ne répond pas, il rit.
« Vous allez tous rester là ?
— Comme il y a de moins en moins de place, le gouvernement envoie des familles dans d'autres villages pour faire des rizières.
— Où ?
— A Phnom Baset.
— Il n'y a pas de combats là-bas ?
— Mais si. »
La région de Phnom Baset — très exposée — sera en effet le théâtre de violents combats à partir de janvier. Pourquoi les y envoyer ?
« Que penses-tu de la paix ?
— Je n'y crois pas. Tu vois, quand à Phnom Penh le gouvernement fait des manifestations pour la paix, il y a des combats tout autour de la ville. Comment expliquer ça ?
— Tu penses que l'autre côté va gagner bientôt ? »
Ils rient, ils ne répondent pas.

Les nombreuses organisations internationales en majorité américaines comme « C.R.S. » (Catholic Relief Service), « World Vision », le « C.A.I.R.E. », ont fait des camps de réfugiés leur cheval de bataille. La Croix-Rouge Internationale participait, elle aussi, à cette entreprise.

Le Cambodiana est l'objet de toutes les attentions du « C.R.S. » qui y a installé un centre de protection maternelle et infantile. Il y a bien une consultation tous les matins. Aux enfants qui posaient des problèmes de malnutrition, on a distribué une nourriture à base d'hormones, prétendûment équilibrée. Le résultat est probant : bébés rondelets, mais au regard éteint, apathique.

Quant aux femmes, les organisateurs nous en ont parlé en des termes inquiétants : cas répétés de dépressions nerveuses, suicides — maladie dont nous croyions jusqu'ici le pays exempt.

Comment l'expliquer ?

« Ces gens ne supportent pas d'avoir quitté leurs rizières. Ici, ils n'ont trouvé aucun moyen de s'intégrer. Contraints à l'inactivité, ils dépérissent. Il faut bien comprendre que leur vie a été complètement bouleversée. Nous les soignons avec des médicaments, mais le seul remède, c'est qu'ils retournent chez eux [1]. »

Voilà ce que sont ceux qu'on désigne sous le terme de « réfugiés ». Il faut entendre le mot dans son acception la plus juste — celle qui colle le mieux à la réalité cambodgienne entre 1970 et 1975. Dès le début, les Américains, puis leurs hommes de main pendant la période de la khmérisation de la guerre, ont perdu d'immenses territoires. En 1973, déjà ils ne contrôlaient plus que le 1/10e du pays. Pour tenir, ils ont dû mener une guerre de population, comme ils le firent au Vietnam par le truchement des « hameaux stratégiques ». Leur but : arracher le maximum d'habitants aux zones libérées ou à celles qui menaçaient de le devenir. Dès qu'un village semblait prêt à tomber, l'armée ramenait la population vers Phnom Penh... Puis, pour mieux s'en assurer le contrôle, les autorités en faisaient une population d'assistés : on ne leur fournissait pas de travail (sauf aux hommes et aux garçons, qui portaient immédiatement l'uniforme), mais de temps en temps on leur distribuait du riz. A peine de quoi survivre. Seulement, le nombre des camps augmentant, pour être considéré comme une

1. Ces organisations de charité, par leur existence-même à Phnom Penh ou en province, participaient activement à la guerre d'intervention américaine. Cependant, face aux réalités, quelques-uns de leurs membres étaient parfois lucides, comme celui-ci.

victoire psychologique, cela ne résolvait pas pour autant les problèmes de ravitaillement, et ne contribuait pas non plus à améliorer la situation économique de la ville assiégée, bien au contraire. L'arme était à double tranchant. Elle fournissait cependant aux autorités de Phnom Penh des raisons nouvelles de réclamer une aide accrue aux « pays alliés ».

★

Combien de personnes ainsi déplacées pouvaient rassembler ces dizaines de camps, organisés ou non, dans le périmètre restreint des digues autour de Phnom Penh ? Et combien d'autres avaient trouvé refuge contre les bombardements de B.52 puis de T.28, chez des parents lointains ou des amis habitant la capitale ?

Il est difficile d'évaluer avec exactitude, mais on peut se faire une idée du gonflement artificiel de la population phnompenhoise tout au long de la guerre, d'après la déclaration du vice-premier ministre Ieng Sary à *Newsweek* : « Nous pensions qu'il y avait deux millions de personnes à Phnom Penh, mais nous y en avons trouvé trois millions » : il y avait donc dans la capitale 5 fois plus d'habitants en avril 1975 qu'en 1970.

4. Comment vivait-on à Phnom Penh ?

Quelle était donc cette ville, et quels étaient ses habitants avant et pendant la guerre ?

Vue par un coopérant français, voici la capitale deux ans avant le coup d'Etat :

« Phnom Penh en 1968 : la ville, qui compte maintenant 600 000 habitants, s'est étendue de la rive du Tonlé Sap vers les terrains marécageux de l'ouest et du sud qui ont été progressivement colmatés.

Le quartier nord, proche du port fluvial, rappelle la période coloniale ; cette ancienne ville française de la fin du XIX[e] siècle possède les bâtiments officiels du Protectorat : la poste, la mairie, le Trésor, les locaux de l'armée française, la bibliothèque, et, plus récents, la cathédrale et le lycée Descartes. De vastes villas aux murs épais et aux jardins luxuriants étaient destinées aux fonctionnaires français. Depuis l'indépendance, elles abritent fréquemment des familles occidentales résidant au Cambodge : diplomates, experts, professeurs. Les automobiles confortables de la bonne société khmère, les voitures de sport des diplomates et des experts (à plaque rouge : exemptes de taxes douanières) glissent dans ces avenues paisibles et ombragées. Devant le lycée, des bambins descendent des Mercédès noires et grises; ils viennent recevoir un enseignement rigoureusement conforme au programme français, mais ils n'entendent guère parler du Cambodge et de l'Asie. Sur le même trottoir, des enfants et des cyclo-pousse regardent le paradis du Cercle sportif khmer : un général y dispute une partie de tennis avec un médecin étranger ; les ramasseurs de balles s'affairent ; des bonnes vietnamiennes ou chinoises s'occupent des enfants européens dont les mères prennent un bain de soleil au bord de la piscine en évoquant le dernier cocktail offert par l'U.N.E.S.C.O. Ceux qui restent à l'extérieur ne peuvent songer à y pénétrer : il leur en coûterait 600 riels de cotisation mensuelle.

Le mode de vie et la « culture » de cette colonie étrangère exercent sur les citadins une attraction indiscutable : beaucoup jeunes Khmers rêvent de ressembler à ces privilégiés, mais pour cela, il faut s'enrichir.

Vers le sud, au-delà du tapis vert de Vithei Preah Kossomak, s'étend la ville des négociants et des boutiquiers. Là règnent les compradores [1] sino-khmers, qui concluent de grosses affaires avec leurs correspondants de Hong-Kong et Singapour ou avec des firmes occidentales. C'est là qu'on établit le taux réel du riel et qu'on fait de fructueux arrangements avec des fonctionnaires et des députés corrompus. Monsieur Heap Lean Hoat en est un exemple : gendre de Tampa — propriétaire de plusieurs rues de la capitale — il se tourne vers la politique, devient député sur la liste Sangkum, élu par un village cham qu'il ignorait mais dont il avait acheté le mékhum (chef du village). Il fut réélu en 1966 en achetant chaque bulletin 40 riels. Il récupéra largement ses frais de campagne en faisant ratifier, par les commissions de l'Assemblée, des marchés entre l'Etat et des entrepreneurs amis. Il sera, en mars 1970, un chaud partisan du clan Lon Nol.

Auxiliaires dociles des affairistes, les grossistes et boutiquiers collectent les richesses agricoles du pays, et redistribuent les produits industriels locaux ou importés : les magasins de quincaillerie, d'étoffes, de mobylettes et de radios se succèdent au rez-de-chaussée des rues entre le port et le marché. A cette époque, on trouvait de nombreux artisans d'origine vietnamienne : tailleurs, cordonniers, etc. Les trottoirs et les étals du marché sont envahis par une foule de petits marchands venus des quartiers populaires.

Le reste de la capitale est moins homogène. De beaux quartiers résidentiels groupent des villas en béton aux formes modernistes, avec climatiseurs et chaînes hi-fi, où vivent fonctionnaires importants, députés enrichis, et courtisans du prince Sihanouk installé à Chamcar-Mon. Le vieux Palais royal avait été abandonné à la

1. *Compradore :* bourgeoisie commerçante.

reine qui y maintenait les traditions religieuses et artistiques. Tuol Kork, à la périphérie sud-ouest, est une réplique plus modeste du quartier de Chamcar-Mon. Non loin de ces beaux quartiers, on longe des rues bordées de maisons de bois où vivent des familles plus modestes, sans doute plus honnêtes. Les ensembles de maisonnettes surpeuplées ne sont pas loin des avenues bordées de villas : petits employés, ouvriers, conducteurs de taxi-bus, s'y entassent avec leur famille. Ces quartiers populaires très animés conservent un niveau de vie et une mentalité très comparables à ceux de la campagne. Le Chaul Chhnam [1] réalise une véritable symbiose : les ruraux affluent vers Phnom Penh, tandis que le petit peuple de la ville rend visite à son village natal [2]. »

Des personnalités féodales, faisant partie de la famille royale, ou de la cour, des commerçants plus ou moins riches, quelques « industriels », des fonctionnaires de l'administration à tous les niveaux, des intellectuels ou plutôt gens de l'enseignement, quelques centaines d'ouvriers — les plus grosses concentrations d'ouvriers se trouvaient en province dans les plantations (environ 12 000 réunis) — et beaucoup de travailleurs divers : cyclos, taxis, quelques pêcheurs : voilà l'éventail social des habitants de Phnom Penh.

★

Dès le coup d'Etat, les communications du pays ont été ralenties, sinon arrêtées. Le régime de Phnom Penh ne contrôlait plus qu'une seule région productrice : Battambang. De là, venait du riz, de la viande, des fruits

1. Nouvel An khmer.
2. B. Schneider (10-12-1968).

et légumes — produits de luxe que seuls les riches cambodgiens, ou les étrangers, pouvaient s'offrir. Au reste, il fallait se débrouiller : cultiver le moindre morceau de terre (la Faculté avait vu ses pelouses transformées en potagers, ou en pâturages pour de maigres têtes de bétail). Cela ne pouvait aller bien loin : sans économie, sans terre, Phnom Penh n'aurait pas dû tenir au-delà de quelques semaines.

Alors, toutes les ressources provenaient de l'aide américaine. Le riz, l'huile, les médicaments, et jusqu'au bois de chauffage que consommait la population dans son ensemble — c'était l'aide américaine, venue de Saïgon par le Mékong.

A partir de février 1975, l'acheminement de ces denrées est fortement compromis : les convois ne remontent plus le fleuve, dont le cours est miné. Phnom Penh vit sur ses réserves. Ou plutôt, seule une infime partie de la population réussit à vivre dans ces nouvelles conditions : les commerçants et les fonctionnaires qui détiennent les stocks. Car les prix, en constante inflation depuis cinq ans, connaissent alors une flambée encore plus importante.

Voici ce qu'en a observé un reporter, S. Julienne, au cours des dernières semaines :

« Tout craquait, tout s'effondrait. Il n'y avait plus de réjouissances, plus de lieux de plaisirs. Les filles de joie avaient disparu, les bars étaient fermés. La nourriture avait atteint des prix astronomiques. Le kilo de riz, l'aliment de base, se négociait entre 350 et 400 riels, le litre d'essence, volé la plupart du temps par les enfants et les militaires sur les chars gouvernementaux, s'écoulait à 650 riels. Quand on sait qu'un fonctionnaire bien payé touchait 30 000 riels (l'équivalent de 75 francs), il est facile de s'imaginer la détresse des pauvres. » (*L'Express*, mai 1975.)

Aussitôt après le départ des Américains, il ne faut plus compter sur l'« aide » de personne, seulement sur ses propres forces. La ville et ses 600 000 habitants peuvent-ils espérer dans l'immédiat un ravitaillement régulier et suffisant, venu des campagnes ? Il semble que non. Autour de Phnom Penh du moins, on s'est beaucoup battu dans les rizières. Le riz n'est plus semé, parfois depuis des années. Tout le travail est à faire. D'autant plus que la saison des pluies commence, qui annonce le moment du repiquage.

Tout Phnom Penh, pas seulement les paysans déracinés, mais les 600 000 autres aussi participent à l'effort de production et de reconstruction. « Une grande mobilisation pour la bataille du riz » dirait-on en termes volontaristes. La différence, c'est que cela n'a rien à voir avec un quelconque volontarisme : il faut bien voir la réalité du pays.

1° Parce que le F.U.N.K. a très tôt libéré la plus grande partie du territoire, pendant 5 ans, presque aucune région n'a été épargnée par les bombes. Seuls les minuscules îlots conservés jusqu'au bout par Lon Nol firent exception à cette règle de destruction. Entre février et août 1973, 240 000 tonnes de bombes furent déversées sur tout le pays.

2° 6000 000 personnes habitant la capitale, c'est presque le 1/10e de la population valide dans le pays. Alors qu'avant la guerre, sur 7 millions d'habitants, on comptait 9 paysans sur 10 Cambodgiens. On estime à un million deux cent mille le nombre de morts et de blessés.

Un million deux cent mille morts et blessés exactement. Cela représente plus de 15 % de la population cambodgienne (ou bien, ramenés aux proportions de notre pays, 8 millions de Français disparus ou invalides).

Imaginons donc un pays détruit entièrement, terres et infrastructure routière, privé dans une proportion aussi importante de sa main-d'œuvre (car ce sont les paysans qui ont supporté les plus lourdes pertes de cette guerre) : comment réussirait-il, dès le départ, à nourrir 1/8e de ses habitants qui resterait dans la capitale en dehors de la production ? Cela était impossible.

5. « Il faut partir. »

Bien sûr la mise en route est rapide, on ne prend pas le temps de s'étendre sur toutes ces raisons, les explications viendront plus tard. S'il reste encore au bout d'une semaine des Phnompenhois qui s'enferment chez eux, alors seulement il faudra leur dire la nécessité de partir ; cette tâche reviendra aux militants de la résistance intérieure, qui connaissent bien la ville et ses habitants.

Pour l'instant, en ce 18 avril, un groupe de maquisards passe devant la porte et dit : « Il faut partir. » Si on ne l'écoute pas, on en voit passer un deuxième, qui répète « il faut partir », puis un troisième... et ainsi de suite toute la journée, toutes les heures, la même phrase. Jusqu'au jour où le quartier doit être totalement vide : Alors, prêts ou pas, il faut partir tout de suite. Mais même à ce moment-là, pas une brutalité, pas une vexation. Dans les rues où marchent d'un côté les gens à pied ou ceux qui poussent un véhicule, où roulent de l'autre ceux qui ont encore de l'essence et de la place dans leur automobile, il est difficile de se frayer un chemin. Des jeeps, des camions chargés de maquisards suivent ou croisent lentement, sans bousculer personne, sans même klaxonner.

Cela ne laisse pas de surprendre, dans cette ville où régnaient en maîtres les militaires d'un temps révolu,

qui imposaient leur passage tous phares allumés, klaxon bloqué, et même trop souvent à coup de rafales (de mitraillettes), lorsqu'ils n'entraient pas à toute volée dans la circulation, grillant délibérément les feux rouges.

★

Partis du centre, quartiers après quartiers ils ont méthodiquement visité toutes les maisons. Sur le trottoir, les armes s'entassent ; chacun en partant a laissé les siennes : pistolets mitrailleurs M 16 ou grenades, M 79, fusils ordinaires, colts 45, cartouches de tous calibres, désormais inutiles. On pouvait craindre tellement de choses, avant le 17 avril, les vols, les cambriolages, le pillage, les règlements de compte ou les menaces. Il y avait aussi les caches d'armes constituées en vue d'opérations de commandos après la défaite. Dans les quartiers résidentiels, dans le labyrinthe des quartiers chinois, dans les îlots démunis, chaque villa, chaque paillote cachait des armes. S'en procurer n'avait posé aucun problème. Il avait suffi de les demander au marché olympique — marché au tissu traditionnel, mais les coupons recouvraient souvent tout un équipement militaire.

Accumuler les objets inutiles au fond d'une cave ne pose aucun problème, mais on passe toujours beaucoup plus de temps à faire le nettoyage, le jour où l'on décide de s'en débarrasser.

Le premier rôle qui échut aux maquisards, sans même prendre aucun repos après les combats, fut celui de brocanteur : visiter minutieusement la cave qu'était Phnom Penh, toute gorgée du bric à brac meurtrier laissé par les Américains ; la débarrasser des choses révolues. Ainsi se constituaient d'impressionnants tas d'armes sorties des maisons. Nous voyions les combattants du

Front mettre le feu à plusieurs de ces montagnes sur les trottoirs. Dans les quartiers désertés de réfugiés, bidonvilles inextricables, ils ne se donnaient pas la peine de nettoyer : condamné, le tout flambait.

6. « Le 17 avril, la guerre n'est pas finie. »

Avant de récupérer les armes, il leur a fallu faire sortir les plus récalcitrants. Car si les Phnompenhois dans leur immense majorité considéraient l'entrée des maquisards dans la ville comme une véritable libération, il ne restait pas à Phnom Penh que des gens favorables au Front.

Il n'y avait qu'à observer le manège récent des personnalités de Phnom Penh : à l'inverse de Saïgon qui avait vu s'enfuir dans les hélicoptères américains, tous ses fantoches avant l'entrée du F.N.L. (le 30 avril), la plupart des hommes de la « République khmère » ont tenu à rester jusqu'au dernier moment. A l'exception de quelques-uns comme Lon Nol ou Sosthène Fernandez. Premier ministre, Long Boret parti avec Lon Nol le 5 avril, est rentré à Phnom Penh quelques jours avant que la capitale ne tombe, alors qu'il connaissait la liste des sept condamnés à mort par le F.U.N.K., sur laquelle figurait son nom. Ainsi que celui de Sirik Matak, toujours à Phnom Penh le 17 avril. Lon Non (frère de Lon Nol), mis en veilleuse depuis 3 ans, a lui aussi regagné le Cambodge en septembre 1974 et n'en a pas bougé depuis le jour où il fut accueilli en grande pompe à l'aéroport par l'ambassade américaine.

Quelles raisons avaient-ils de juger leur présence nécessaire, alors que l'évidence de la défaite militaire toute proche s'imposait à tous ? Devant le danger qu'ils encouraient, quelle arrière-pensée les habitait ?

Et si les hommes politiques trouvaient encore quelque besogne à accomplir dans le pays, que dire des hommes de main ?

Dans les premiers jours qui suivirent le 17 avril, et jusqu'au 30 — date de notre départ pour la Thaïlande — nous avons pu assister de chez nous, puis de l'ambassade, à de grands incendies. Les étudiants se faisaient pour nous l'écho de ce qui se passait en ville ou autour : chaque jour, la liste des sabotages et des attentats s'allongeait : centrale électrique de Chhek Angrey, station d'épuration des eaux de Chrui Changvar, Banque nationale.

Dès le 19 avril, on comptait 14 maquisards tués au cours d'attentats. Nous-même avons été témoins d'un incident, dans le quartier chinois. Une grenade est lancée d'un immeuble ; de petits groupes de maquisards rejoignent celui qui était visé. Rapides conciliabules, sans doute sur la façon de riposter ; finalement ils lancent à leur tour une grenade incendiaire dans l'appartement.

Combien d'incidents de ce genre ont pu se produire ce jour-là ou les suivants, et quels buts poursuivaient-ils ? Celui de détruire les installations de la capitale, ou de rendre sanglante malgré tout la libération de la ville pour salir la victoire du F.U.N.K. ?

On peut raisonnablement penser que des réseaux, sinon de contre-révolution organisée, du moins de renseignements, étaient constitués à Phnom Penh (et peut-être dans les autres villes), et destinés à fonctionner clandestinement sous le nouveau régime [1]. On peut imaginer leur dépit lorsqu'ils ont perdu tout moyen de se dissimuler dans une ville déserte, le désarroi de leurs agents aujourd'hui disséminés à la campagne, immobi-

1. Cette hypothèse s'est d'ailleurs vue confirmée par la suite par M. Ieng Sary, vice-premier ministre lors de son passage à Paris, en septembre 1975 : 20 000 hommes organisés en commandos ont été découverts à la libération.

lisés dans une des 30 000 coopératives, incapables désormais d'entrer en contact avec leur organisation [Un agent réduit à lui-même est un agent inoffensif]. Neutralisés sans qu'il ait été nécessaire de réprimer.

7. Où s'en vont-ils ?

Cependant, tous ceux qui refusaient de quitter la ville, aux alentours du 23 avril, n'avaient peut-être pas les mêmes motifs. Quelques-uns craignaient simplement un départ dont ils ne connaissaient pas les raisons. Il fallait leur en expliquer la nécessité. Cette tâche fut confiée aux militants de la capitale : des groupes de propagande furent constitués, qui allaient trouver les derniers résidents de Phnom Penh.

D'autres s'effrayaient du voyage, tels ces quatre vieillards que deux jeunes infirmiers de « Terre des Hommes » ont vu partir. Ils se tenaient au fond de leur appartement bouclé. Des maquisards sont entrés et les ont trouvés :

« Pourquoi restez-vous ici, alors que tout le monde est hors de Phnom Penh ?

— Voyez, nous sommes des vieillards, nous marchons difficilement, nous ne saurons même pas faire un kilomètre à pied.

— Prenez vos affaires, nous allons vous conduire en voiture. »

De cette façon tous quatre ont été emmenés en jeep à une quinzaine de km de chez eux, sur la route n° 1 (celle de Saïgon). Il y a là deux pagodes au bord du Mékong. C'est en quelque sorte un centre de regroupement. Les citadins qui sont partis vers le sud de Phnom Penh y parviennent plus ou moins rapidement, chacun à son rythme. Ils se sont arrêtés en route pour manger et se reposer là où ils le désiraient.

Dans les pagodes du kilomètre 15, ils passent la nuit, les malades se font soigner (il y a une antenne chirurgicale, des infirmières). Pour les repas, ils se groupent; le poisson pris dans le fleuve s'ajoute aux provisions emportées. Ils ne repartent pas sans s'être fait recenser : nom, âge, profession, et (sur ce point les cadres politiques insistent bien) commune d'origine. Puis ils s'en vont par l'une des deux routes aujourd'hui rouvertes à la population. Les uns prennent celle de Takéo, d'autres traversent le fleuve pour aller vers Neak Luong ou Svay Rieng, en direction de la frontière du Vietnam.

De notre côté, nous pourrons voir le gardien, ainsi que d'autres habitants khmers ou vietnamiens du bâtiment revenir chaque matin après leur départ, le 18, pour reprendre diverses choses oubliées, récupérer un vélo, demander des bougies. Ils nous disent la route qu'ils vont prendre : celle de Tuol Leap en longeant la voie de chemin de fer, puis une piste transversale pour rejoindre Prek Dam. Ce chemin est de loin le plus difficile, car, en fin de saison sèche, on n'y trouve pas d'eau sur une assez longue distance. C'est pourquoi ils se munissent de nombreux récipients.

La possibilité pour les Phnompenhois de revenir dans certains quartiers après que ceux-ci aient été définitivement vidés furent pour quelques-uns l'occasion inespérée de derniers pillages. Par exemple, ces deux individus qui avaient disparu un matin dans l'immeuble et que les voisins délogèrent avec l'aide de soldats qui gardaient la Fac. Leur butin s'élevait à bien peu de choses, et sitôt qu'il fut restitué, on les laissa partir. Mais quelle aubaine pour nos deux voleurs qui risquaient fort, du temps de Lon Nol, de se voir lyncher par la population pour bien moins que cela ! Une heure plus tôt, ils s'étaient fait passer pour des soldats du Front et, comme pour le prouver, ils nous avaient tenu de longs

discours, pour finalement exiger qu'on leur donne vêtements, mobylette, voiture... Tous ces détails, ainsi que leur accoutrement, nous avaient semblés louches.

Les vrais soldats du Front, eux, ne parlent pas tant. Si l'un d'entre eux se montre méfiant envers ces Occidentaux qu'il ne connaît pas, s'il se laisse aller à quelque brusquerie à notre égard, les autres rectifient : « Excusez-nous, parce que nous avons un peu de travail. »

De temps en temps, nous allons les trouver : « Vous n'auriez pas une cigarette ? »

L'un court et revient avec trois paquets. « Pas de viande ? »

Ils donnent un poulet.

Un cadre politique a dit à J.-P. Martinie :

« Nous avons reçu l'ordre de bien considérer les étrangers et tout particulièrement les Français. »

Le plus frappant, c'est de se voir, pour la première fois, considérer d'égal à égal. Car jusqu'alors, les rapports entre Cambodgiens et Français demeuraient scandaleusement entachés de colonialisme.

8. Qui étaient les Français résidant au Cambodge ?

En 1971, un témoin, J.-L. Bonniol, pouvait ainsi les décrire en des termes qui restèrent dans l'ensemble encore valables jusqu'en 1975 :

« Une fois que tous les Français qui vivaient disséminés dans différentes villes cambodgiennes (Siemréap Kompong Cham) eurent été rappelés à Phnom Penh. comment la vie s'organisa-t-elle dans la capitale ? Avait-elle fondamentalement changé ? Assez peu, apparemment.

Bien sûr, il fut très vite impossible de sortir du péri-

mètre de la ville et l'on dut dire adieu aux ballades dans tout le pays, qui constituaient l'un des charmes principaux du Cambodge ; il fallut se contenter d'un univers confiné. Mais l'existence garda son même rythme, dans la molle continuité des jours accablés de chaleur. Toujours la même géographie sociale, avec ses lieux privilégiés, comme l'ambassade de France, la piscine du cercle sportif et surtout la piscine du Royal, flaque d'eau, tables et parasols, noyau du Phnom Penh « barang » (français), autour duquel venaient immanquablement échouer le nouvel arrivant, le journaliste imbu de lui-même, mais en mal d'informations, et aussi le diplomate, le planteur, l'homme d'affaires, et leurs femmes se dorant au soleil...

Cependant un clivage secret traversait la société française dans son ensemble : à côté de l'appui bruyant des « braves Français », des « amis du Cambodge » du docteur Grauwin, à la « république khmère », applaudissant à la lutte contre le Vietcong-Vietminh, d'autres penchaient pour le camp adverse, mais étaient réduits à un silence désespérant, à la désapprobation muette ou, mieux, à de discrètes actions. Quel déchirement ce fut pour le progressiste qui avait choisi de venir travailler au Cambodge pour des raisons politiques certaines, d'entendre sans pouvoir agir, les cris des premières manifestations de mars 1970, insultant les « Vietcongs » et les Nord-Vietnamiens, puis de voir déferler la peu glorieuse campagne anti-vietnamienne et de ne pouvoir rien faire, si ce n'est soulager un peu de détresse dans les camps d'internement, tout en étant obligé de supporter la propagande lassante de Lon Nol et de ses séides !

Ce clivage n'était en fait que la projection idéologique de l'étonnante stratification sociale existant à l'intérieur même de la société française au Cambodge. Diverses couches se superposaient, constituant autant de

niveaux étanches, freinant les communications à tous les étages.

En haut de l'échelle, le milieu de l'ambassade : conseillers, attachés, etc. Ce milieu relativement fermé, était en fait imbriqué avec celui des hommes d'affaires, représentant les intérêts français (non négligeables) au Cambodge. On pouvait également lui rattacher celui des planteurs, espèce cependant en voie de rapide disparition, celui des médecins de l'hôpital français. Signalons le rôle important de représentation des femmes, se réunissant volontiers pour jouer au bridge ou prendre le thé...

En dessous, occupant une place à part, relégués dans le ghetto de la « mission », les militaires. Certains d'entre eux se chargeaient d'un rôle économique très important pour toute la communauté française : le change au « taux noir » entre le franc et le riel (la monnaie cambodgienne), les transactions se faisant à l'intérieur même de la mission. Leur nombre, cependant, diminua tout au long de l'année 1971, si bien que le mess, faute de participants, dut se transformer en vulgaire popote.

Une grande masse était celle des enseignants (civils) dispersés entre le lycée de prestige : « Descartes », les facultés et les lycées khmers. Gens volontiers repliés sur eux-mêmes, attendant avec philosophie l'arrivée des vacances, faisant minutieusement grossir les économies pour faire construire la résidence de rêve en France... Il ne faut cependant pas généraliser !

Bien en dessous, les coopérants « militaires » envoyés outremer effectuer leur service national, véritable classe d'âge de vingt-deux à trente ans. Deux catégories : les techniques et les culturels. Les techniques relativement mieux intégrés, vu leur petit nombre, mais aussi en raison de leur métier bénéficiant d'un plus grand prestige social; en particulier les coopérants travaillant à l'hôpital français Calmette pouvaient avoir de vérita-

bles relations personnelles avec certains membres de l'ambassade...

Les culturels par contre étaient assez mal vus. Mis à part quelques cas d'espèces (explicables en particulier par le lieu social d'origine, en France, du coopérant ou de sa femme), ils étaient tenus à l'écart, peut-être soupçonnés d'idées contestataires ? Aussi avaient-ils tendance à vivre entre eux, certains ne connaissant personne d'autre dans le milieu français que quelques camarades.

Il faudrait enfin dire un mot des Asiates, scories de la colonisation française, laissés pour compte de la guerre d'Indochine, jamais rentrés en France depuis des années, qui avaient trouvé au Cambodge une terre d'accueil. On pouvait encore en voir, vivant de petits trafics, fondus dans le paysage.

Une telle hétérogénéité explique la diversité de réaction. Lorsque la nuit tombait cependant, que l'obscurité estompait les contours extérieurs des objets et des gens, certaines barrières pouvaient tomber. Il n'était pas bien sûr question pour tout le monde de fréquenter les soirées du rotary-club, ou les réceptions d'un conseiller de l'ambassade (volets fermés, en pièces climatisées, pour ne pas trop contrevenir au couvre-feu théorique, mais la musique distillée par les chaînes haute-fidélité rapportées de Hong Kong parvient quand même jusqu'à la rue...). Certains lieux voyaient se côtoyer des individus de milieux fort divers : les bars, ouverts beaucoup plus tôt qu'autrefois, fermant également plus tôt, toujours à cause du couvre-feu, de plus en plus tristes et américanisés ; les fumeries d'opium : l'habitude avait été prise pour certains d'y rester toute la nuit, jusqu'au petit matin, pour ne plus avoir à sortir... et à affronter le vide nocturne de la ville, sillonnée de quelques rares patrouilles. » (J.-L. BONNIOL, 15-5-1971.)

Mais n'importe quel membre de la communauté française, qu'il fût homme d'affaires, diplomate ou simple professeur, jouissait de la même considération, du même respect mêlé de crainte, de la part des Cambodgiens — héritage de la colonisation.

En retour, une grande partie des Français entretenait volontiers ces rapports de colonisateur à colonisé : certains affichaient vis-à-vis de leurs domestiques, coolies ou étudiants, un souverain mépris.

Citons pour exemple cette réflexion d'un de nos collègues :

« Regarde leurs baraques. Ils ne sont même pas capables de construire quelque chose qui tienne debout, et avec ça, ce seraient des Khmers qui auraient édifié les temples d'Angkor ? Allons donc ce sont les Siamois... »

D'autres affichent un paternalisme outrancier :

C'est dimanche, il est 11 heures, l'élégante Madame X descend de voiture et entre chez « Michaut », le « Fauchon » de Phnom Penh... Elle en sort chargée de pâtisseries, qu'elle distribue ostensiblement à la cantonnade aux petits mendiants agglutinés devant la porte...

Beaucoup de ceux qui dénonçaient les attitudes colonialistes, ne pouvaient se départir d'un certain paternalisme, contribuant ainsi à véhiculer toutes les fausses idées sur un « Cambodgien » qui ressemblerait fort au « bon sauvage » de Rousseau : doux, souriant, simple et insoucieux du lendemain.

Seul un Khmer occidentalisé, qui aura renié et son origine et sa culture, pourra ne pas être victime de ces deux attitudes : paternalisme ou mépris. Mais il les reprendra souvent à son propre compte dans ses relations avec les autres Khmers.

Un exemple :

Une Française accompagne chez le médecin sa femme de ménage, qui veut prendre des pilules contraceptives. Le gynécologue (un Cambodgien qui suit de près les

conférences internationales de médecine) lui fait une piqûre à renouveler tous les six mois.

Notre amie française découvre là un moyen contraceptif nouveau et le réclame pour elle-même. La réponse du médecin est tout à fait inattendue :

« Je ne peux pas vous donner ça à vous, c'est bon pour les femmes d'ici : c'est une pilule pour *cheval.* »

Antit Sok explique bien ce phénomène d'identification au colonisateur :

« Les étudiants ne sont plus, ne veulent plus être des paysans. Et beaucoup d'entre eux, comme chez les anciens étudiants, petits mandarins (fonctionnaires) ou grands mandarins (politiciens), par une sorte de " complexe du colonisé ", rejettent comme méprisable tout ce qui est " paysan ". Ils voudraient changer de caste en changeant de classe, car la majorité d'entre eux a des origines paysannes. Le " Neak sré " est considéré comme " ignorant ", incapable de " penser ", car penser c'est jouer avec les mots occidentaux appris à l'université. Ce sont des " intellectuels" puisqu'ils ont appris, et le savoir est respecté ; ce sont déjà des futurs mandarins. Le mépris de la majorité de ces gens pour les paysans est d'autant plus grand qu'ils veulent se différencier le plus possible d'eux. Ces " hommes modernes " parlant français (souvent très mal), portant souliers cirés et tenue occidentale, en rejetant avec mépris tout ce qui rappelle les paysans, ont aussi rejeté toute l'intuition, la logique et la vivacité d'esprit sans complexe. Mais qu'ont-ils réellement acquis ? Quelle est la plus grande différence entre un paysan khmer et un Occidental ? Tout d'abord, l'Occidental est riche, très riche. Donc ils veulent devenir riches, de façon à pouvoir réellement jouer à l'Occidental dans sa société de consommation, avoir une belle voiture, de beaux vêtements, etc. Et dans bien des cas, leurs aînés, trop souvent mandarins concus-

sionnaires, leur donnent un détestable exemple, d'autant plus que le fonctionnariat reste une des seules voies possibles. »

Scène dans notre immeuble :

Une petite Cambodgienne que nous connaissons bien, se promène, un plateau de friandises sur la tête. Des gâteaux à 20 riels. Elle s'attarde un moment à bavarder dans l'escalier. Une porte s'ouvre derrière son dos, celle d'un professeur français. Sans prévenir, il jette sur le plateau un seau d'eau !

Un mur marque le périmètre de la faculté, passant entre le « building des professeurs », et les paillotes construites en contrebas de la voie ferrée, mur assez bas pour permettre le passage. Les gosses s'y asseoient côté fac, pour regarder jouer les enfants des Français sous l'immeuble, ou le franchissent pour venir les rejoindre.

Que nous rendions visite à nos voisins cambodgiens ou que ce soit eux qui viennent à la maison, tout le monde saute par-dessus le mur. Jusqu'au jour où une, deux, puis trois rangées de barbelés, tendues au-dessus, interdisent le passage.

A quelles fins ont-ils été installés ?

Une seule explication : la ségrégation, ou, du moins, la protection des habitants de l'immeuble contre la population environnante, dont la présence aura pu être considérée comme gênante...

D'aucuns, pour éviter la promiscuité des enfants cambodgiens et des leurs, envisageront d'employer un « gun-man » [1] pour chasser les gosses indésirables...

Il ne faudrait pas en conclure trop rapidement que cette attitude raciste à l'égard des Khmers était adoptée

1. Sorte de vigile armé.

indifféremment par tous les Français. Certains, au contraire, la dénonçaient violemment, et s'efforçaient, jusque dans les moindres détails, d'entretenir des relations normales avec la population.

De même, si les Cambodgiens ont conservé malgré tout une estime très grande pour les Français, c'est là une tradition du peuple khmer, et il n'y faudrait pas toujours voir le vertige de l'occidentalisation, loin de là. D'ailleurs, le « complexe du colonisé » revêt une autre face :

« Mais en même temps, il y a ce mépris pour l'Occidental " barbare ", orgueilleux, ancien colonialiste toujours raciste. Donc très sensibilisé au mépris possible de l'Occidental, ils (les étudiants) se revendiquent en tant que khmers et finissent par penser qu'ils représentent la nation khmère, formée en réalité par une immense majorité de paysans. » (Antit Sok.)

A partir du 17 avril, ces rapports ont été remis sur leurs pieds : celui de l'égalité.

Cela peut-être a choqué dans la communauté française, que de se voir traiter d'une nouvelle façon par des Khmers. Non qu'ils se soient trouvés soudain « à la merci » de ce peuple qu'ils avaient l'habitude de commander, comme certains ont préféré le voir, justifiant par là leur peur irraisonnée, puis les mensonges répandus. Mais, la lutte contre le colonialisme sous toutes ses formes, n'est pas seulement proclamée, elle est entrée dans la vie quotidienne ou plutôt, parce qu'elle est entrée dans la vie quotidienne, elle peut être proclamée avec plus de force.

9. Les prisonniers sont libérés.

Le 20 avril, un groupe de maquisards prévient les derniers Khmers de l'immeuble qu'ils ne peuvent rester

plus longtemps. Nous demeurons donc seuls avec les Martinie. Le groupe visite minutieusement chaque appartement, chaque pièce. Dans la soirée arrivent plusieurs G.M.C. Cinquante ou cent hommes, jeunes et vieux, habillés en noir, en descendent. Tous ne sont pas armés. Nous apprenons qu'ils sortent de la prison centrale ou de Prey Sâr, geôles où Lon Nol enfermait les prisonniers politiques. Certains y étaient depuis 1970. D'autres y sont arrivés après, quelques-uns même avant le coup d'Etat. Etudiants, élèves, travailleurs, combattants, paysans — ils sont tous là. Ils déposent leur ravitaillement au pied des escaliers, et s'installent dans les appartements du premier étage. Les multiples objets laissés par les précédents occupants les intriguent : Comment fonctionne cette lampe à pétrole sous pression ? et les filtres à eau ? Pourquoi le frigidaire ne marche-t-il pas ?

Nous insistons sur la fragilité de ces choses, le soin à leur apporter. Eux répondent qu'ils savent, nul besoin de les en avertir :

« Tout cela désormais appartient à tous et en même temps, nous ne sommes pas chez nous. Et puis ce n'est pas parce que nous avons vécu sans confort pendant des années que nous allons jeter ce qui existe et auquel nous n'avons pas eu droit. Toutes les choses utiles, nous voulons apprendre à nous en servir, et les choses dont nous ne nous servirons pas, nous les respecterons. »

Celui qui proteste ainsi contre les leçons que nous lui donnons, désigne un morceau de soie tissée au mur, la copie d'une sculpture angkorienne et il ajoute fièrement :

« Tu vois c'est le travail des Khmers, notre travail. Alors ne te fais pas de soucis, nous saurons bien en prendre soin. »

Le lendemain matin (21 avril), des bruits inhabituels nous réveillent. Un camion est arrivé, chargé de porcs. Nos voisins ne restent pas les bras croisés : un groupe

installe de petit foyers dans la terre, au pied de l'immeuble, remue des marmites. On discute un moment des plats en préparation, et nous leur indiquons les plates-bandes où ils peuvent trouver des salades, des oignons, des piments et des choux. Eux, nous donnent de la viande pour la journée. « Mangez tout, demain, on tuera un autre porc. »

Près d'un deuxième pilier, un autre groupe émerge d'une montagne noire : pneus récupérés qu'ils découpent, selon un tracé à la forme du pied. Les chambres à air serviront de lanières, dont on passera les extrémités taillées en pointe, dans des encoches pratiquées au bord de la semelle. Nous nous intéressons de près à la technique. Pour fixer le tout, on vulcanise à l'aide d'un morceau de métal rougi. En une heure à peine, avec deux ou trois outils ordinaires, voilà terminée une paire de ces robustes sandales qui tiennent parfaitement aux pieds (même dans les rizières) — les fameuses sandales « Ho Chi Minh ». Ils nous en promettent une paire à chacun.

Vers midi, nous les voyons troquer leurs vieux habits contre pantalons, vestes et kramas [1] neufs. Des piles de vêtements noirs, en coton, fraîchement sortis de la fabrique, font leur apparition.

« Où ont-ils été faits ?

— Dans la zone libérée. Ceux-là ne sont pas encore d'une qualité extraordinaire. Le tissu déteint beaucoup au lavage. Mais on est en train d'améliorer les méthodes de fabrication. »

Habiller de noir — costume traditionnel à la campagne — des centaines et des milliers de combattants dont nous avons vu certains entrer à Phnom Penh en tenue kaki, nécessite une production très importante, tant en tissage qu'en coupe et couture. Quant aux sandales, si

1. Foulards de coton.

on les taille ici dans de vieux pneus de voiture, nous en trouverons en caoutchouc moulé, au cours de notre voyage à travers les zones libérées, ce qui laisse supposer qu'il existait déjà pendant la guerre des unités de fabrication, sinon industrielles, du moins artisanale, disséminées dans les campagnes et — à la différence du Cambodge d'autrefois — pas seulement autour des villes.

★

« Chez vous, en France, on tue les porcs comme ici ?

— Oui avant, mais aujourd'hui, il y a des abattoirs, ça va plus vite.

— Comment est-ce dans votre pays ?

— Il n'y a pas de guerre, mais ce n'est pas toujours facile.

— Alors, il faut faire comme chez nous.

— La libération ?

— Oui.

— Ce n'est pas pareil. Après la guerre, en 1945, cela s'est fait.

— Qui ont été les libérateurs ?

— Beaucoup de gens divers : des gaullistes avec De Gaulle, des communistes...

— De Gaulle, on le connaît, il est bien, il est venu ici — il y a eu de grandes fêtes pour l'accueillir au Stade Olympique et à Angkor. Il a dit qu'il n'aimait pas le gouvernement américain et qu'il était d'accord pour coopérer avec Sihanouk. Mais depuis, votre gouvernement fait la coopération avec Lon Nol... ?

Et puis :

— Les communistes de votre pays, ce sont eux qui ont coupé la tête à Louis XVI ?

Rires de notre part. Mais parallèlement, notre ignorance quant à l'histoire du Cambodge doit aussi don-

ner lieu à des énormités de ce genre. Entre notre république et celle de Lon Nol, la monarchie du XVIII[e] siècle et leur gouvernement royal actuel, il y aurait tant de choses à tirer au clair...

Comment expliquer ici, où l'on sort d'un régime féodal tout juste précapitaliste, où la féodalité n'a créé cependant aucun problème de propriété foncière ou si peu, où l'on ne connaît pas non plus de bourgeoisie nationale, qu'une révolution ne profite pas toujours aux masses populaires, dans l'histoire ?

Comment voient-ils la France d'aussi loin ? Un pays de rizières et de pagodes, avec des maquis ?...

Et, de France, que savons-nous de leur lointain pays ? Que peuvent bien imaginer les Français de la guerre qui se menait là-bas ?

L'un de nos interlocuteurs — 22-23 ans — a sorti un carnet, et il note tous les points qu'il juge importants de l'histoire française que nous brossons à grands traits.

« Il y a des communistes dans l'organisation du Front ? lui demandons- nous.

— Mais oui. Il y a aussi des non-communistes.

— Toi, tu es communiste ?

— C'est un secret, répond-il en riant. Et, plus sérieux : Tu vois, au Cambodge, il y a bien comme chez vous, des organisations, des partis politiques. Mais ne vas pas te les représenter, dans leurs rapports, avec la réalité qu'ils ont dans ton pays : nos sociétés sont différemment développées, et la vie politique se mène autrement ici et là-bas... »

10. Phnom Penh défigurée par la guerre.

Lorsque nous interrogeons un cadre ou un combattant sur la date de retour du prince Sihanouk, il répond immanquablement :

— Encore un peu de temps, nous devons accueillir dignement le chef de l'Etat.

Ou bien :

— Tu vois, il faut d'abord nettoyer la ville pour qu'elle soit confortable.

Et en effet, il n'y a qu'à regarder autour de soi : dans les appartements règne une intense activité de balayage qui s'étend aux escaliers et aux abords de l'immeuble. Mêmes coups de balai de l'autre côté du boulevard, dans les villas et sur le trottoir.

Coups de balais symboliques, mais pas seulement. La ville a réellement besoin d'un nettoyage au sens littéral du terme.

Phnom Penh, la plus belle capitale dans l'Asie du Sud-Est, il y a quelques années, « le paradis des ambassadeurs », qu'en reste-t-il après la guerre ?

Vu de loin, rien n'a bougé. Au regard de l'ensemble du pays labouré de bombes, île au milieu de ruines qui commencent à cinq ou six kilomètres, la ville demeure intacte : chaque maison est restée à sa place. Mais qu'est-ce qui a donc changé dans la capitale ?

En 1971, Luc Barang la décrit ainsi :

« Phnom Penh est devenu un camp retranché : chaque ministère ou établissement public s'est transformé en fortin, même la pacifique Faculté de médecine. Le fil de fer barbelé offert par les U.S.A. a été largement déployé sur les trottoirs en double ou triple rangées, sous lesquelles s'accumulent papiers et détritus. Les angles sont renforcés par des blokhaus soigneusement construits : deux cloisons de planches séparées par une couche de sable, des meurtrières et un auvent (...). Comme à Saïgon, les autorités ont divisé les quartiers de la ville en îlots, matérialisés par une maisonnette fortifiée, construite sur le trottoir et protégée par des grillages anti-grenades. »

Partout on a percé des trous dans les murs pour y installer des nids de mitrailleuses.

A l'image de l'hôtel *Cambodiana*, aux boiseries arrachées, le Stade Olympique a pris un air de désolation : peintures délavées, horloges arrêtées, grilles rouillées, guichets d'entrée en ruines. Les plans d'eau servent à laver les jeeps et les G.M.C. [1], les pelouses accueillent des campements de militaires ou de réfugiés. Le moindre recoin s'est transformé en dépôt d'ordures ou d'excréments.

Juin 1972, un autre témoin écrit :

« Phnom Penh est défigurée aujourd'hui par la guerre. Des bidonvilles misérables frangent la ville, les ordures jonchent les trottoirs d'une ville jadis propre, des gamins mendient, des soldats oisifs s'agglutinent devant les cinémas, ou errent le long des trottoirs.

C'est un spectacle récent que celui de ces campements misérables installés dans des écoles ou des pagodes, qui abritent les réfugiés chassés par la guerre de leurs villages ; ce sont aussi, parfois, des familles de soldats qui ont échoué, de retraite en retraite à Phnom Penh.

Une toile de tente, une cabane de branchages et de feuilles, une marmite, une provision de bois de chauffage, quelques rations de nourriture, le fusil abandonné à la garde d'un garçonnet, voici, installées sur le terre-plein de l'immense Stade Olympique, une famille repliée de Kompong Cham. Le père a dû abandonner sa terre, lors de l'offensive, éphémère, des troupes de Saïgon. Tout a été détruit. Tout le monde est parti. Lui s'est engagé dans l'armée de Lon Nol. Après avoir attendu sa solde pendant cinq mois, il a déserté — en famille — pour rejoindre à Phnom Penh un beau-frère employé dans une manufacture de tabac. »

1. Camions militaires de la General Motors Company.

Boulevard de l'U.R.S.S., lorsqu'on arrive de l'aéroport, et si l'on est à l'époque du Chaul Chhnam — le nouvel an khmer qui tombe en avril — on roule entre deux rangées d'arbres rouges, sorte de pommiers en fleurs qui flamboieraient. D'ailleurs, c'est ainsi qu'on les appelle : « flamboyants » ; jusqu'en 1974, on pouvait encore les admirer. Mais cette année, surprise : un arbre sur deux a disparu et l'autre porte tout au plus quelques fleurettes anémiées. Que s'est-il passé ? Des roquettes ? Des défoliants ? Non. Tout au long de l'année, il fallait observer le manège : de temps en temps, des gens sciaient un tronc : « service de la voirie, cet arbre est mort ». L'un après l'autre, ils crèvent. Et quoi de plus simple pour faire crever un arbre, que de l'arroser avec de l'huile de vidange ou de lui élaguer les branches d'un peu trop près, lorsqu'on a comme à Phnom Penh une telle fringale de charbon de bois ?

Cette récupération en petit observée sur la route que nous prenions tous les jours, on la trouvait répétée en mille exemplaires : Les déboisements s'opéraient à grande échelle dans les moindres recoins contrôlés par la « République ».

Sur les quais, près du fleuve, une nouvelle prison s'installe dans une pagode chinoise. Les barbelés s'enroulent sur 4 m de haut, le long du trottoir. Les dragons aux couleurs vives disparaissent derrière les miradors, les jeeps encombrent la cour.

Losqu'on ne dispose pas de pagode chinoise, on occupe une pagode bouddhique. Déjà elles servent de camps pour les réfugiés. De là à les transformer en camps militaires, il n'y a qu'un pas.

Irrespectueusement, les postes émetteurs, les armes, gisent au pied du Bouddha central ou bien même à la place des objets religieux.

S'ils sont précieux, ceux-ci ont été enlevés par des soldats et vendus au profit de leur supérieur aux mar-

chands d'antiquités, rue « des Argentiers » comme on l'appelle très justement. Commerce discret, autant que celui des armes au Marché Olympique : les véritables œuvres d'art ne sont pas exposées en vitrine. Il faut être un habitué pour les dénicher dans l'arrière-boutique. Si elles ne trouvent pas preneur à Phnom Penh, elles seront vendues sur photo à Bangkok. Tout le monde y trouvera son compte : le touriste ou l'amateur d'art peu scrupuleux, le militaire et l'intermédiaire.

Ce sont là quelques exemples, dans le fourmillement de la vie quotidienne, des multiples pillages dont Phnom Penh est victime depuis cinq ans.

Phnom Penh, ou les rares villes que contrôle encore la République : Comme Sihanoukville rebaptisée « Kompong Sâom », unique port en eaux profondes du Cambodge. La compagnie Elf-Erap y avait construit en 1969 la première raffinerie de pétrole. Jusqu'en 1971, elle fonctionnait pour le compte de Lon Nol : quelques obus ont endommagé les réservoirs, laissant intact le dispositif coûteux de distillation. Elle a ainsi fermé ses portes. En 1974, le responsable français qui veille à l'entretien des installations s'absente pour les vacances : trois semaines pendant lesquelles les militaires chargés de la surveillance, s'en occupent de près : ils organisent minutieusement le pillage. Le cuivre des différentes tuyauteries, tout le magasin des pièces de rechange, jusqu'aux pare-brises des voitures et camions sont emportés. Tout ce qui peut être revendu est minutieusement pillé.

A son retour, le responsable français a dû consacrer trois mois à refaire l'inventaire.

11. Tout se récupère parce que tout se vend.

Tout se récupère, sous le régime de Phnom Penh, parce que tout se vend. Chacun, à n'importe quel niveau

de la hiérarchie sociale, s'il peut accéder à quoi que ce soit de monnayable, se transforme immédiatement en revendeur.

Les soldats qui ont accès à l'essence des chars, en subtilisent une grande partie : elle sera revendue dans la rue, au grand jour ; des dizaines de gamins, fils ou filles de militaires, vous tendent des bouteilles roses ou violettes [1]. Les prix varient suivant la demande.

Ceux de l'artillerie, eux, n'ont d'autre ressource que de faire partir en pagaille les obus dont ils disposent pour récupérer le cuivre des douilles (ce qui mettra d'ailleurs les « conseillers » américains dans des rages aussi folles qu'impuissantes à contrôler le bon emploi de leur « aide »).

Dans l'enseignement, nous avons eu quelquefois l'occasion de suivre le cheminement du matériel acheté par la Faculté, ou reçu au titre de la coopération culturelle française ; une caisse de livres neufs traîne quelques jours dans la bibliothèque. C'est à peine si le professeur a le droit d'y regarder. Puis, elle disparaît. Après recherche, on peut retrouver les livres en question, en vente au vieux marché : salaire en nature de l'intendant ou d'autres fonctionnaires bien placés. Si tel n'est pas le cas de tout le matériel neuf des établissements scolaires, du moins, toute commande sera source de bénéfices pour l'intendant ; facturer un moteur d'occasion 300 000 riels, alors qu'il n'en a réellement coûté que 30 000, le geste est si facile qu'il se répète à chaque opération...

Quant aux professeurs de l'enseignement secondaire ou supérieur, s'ils ne participent pas directement à ces grenouillages financiers, d'autres moyens leur sont réservés pour améliorer leur maigre salaire : la vente des diplômes. En novembre 1974, tous les journaux de

1. Selon le colorant.

Phnom Penh relataient le scandale du baccalauréat — la deuxième partie venait de se négocier 500 000 riels (plus de 1 000 francs !)[1] — Long Botha, directeur de l'enseignement, était, avec le ministre de l'Education Pan Sothi, le premier mis en cause...

Dans les hôpitaux, on se demande pourquoi les médicaments font si cruellement défaut : les infirmières les revendent à l'extérieur.

Jusqu'aux enfants qui se monnaient, par l'intermédiaire de médecins bienveillants : aux femmes qui demandent une interruption de grossesse, ils proposent de garder leur enfant jusqu'à l'accouchement, moyennant quelques petits avantages. L'enfant né, la femme rentrera chez elle, et le bébé sera revendu à des étrangères intéressées par l'adoption.

Certains, parmi ces négociants de petits Cambodgiens, iront même jusqu'à en faire de la publicité à l'étranger.

12. Tout se paie.

Si tout se vend, bien sûr tout se paie à Phnom Penh : il faut payer pour se voir rendre un service qui normalement est dû — la notion de service ne résistant pas devant celle d'« office »[2]. Si ce principe valait avant 1970, il n'en a reçu que plus de force du fait de la guerre.

Il faut payer pour être exempté de l'armée. Payer pour obtenir un visa de sortie : en décembre 74, cela coûtait près d'un million de riels (3 000 frs). Cette taxe non avouée sera officiellement étendue aux résidents étrangers (400 000 riels).

1. On comprendra mieux cet acharnement à obtenir le baccalauréat, si l'on pense qu'il ouvrait la porte de l'Université et par conséquent dispensait du service militaire.

2. Cf. J.-C. Pomenti et S. Thion : *Des courtisans aux partisans*, Gallimard, 1971.

Payer les pompiers, lorsque un incendie se déclare, pour obtenir leur intervention.

Payer à l'hôpital : le concierge, le médecin, les infirmières si vous voulez entrer, recevoir un lit, des soins, vous faire opérer ou obtenir les médicaments nécessaires.

Les anciens prisonniers nous ont raconté : « En prison, il existe différents traitements, non pas selon la « culpabilité » et la peine encourue, mais selon le prix que l'on peut mettre : ainsi certains ne vivent pas dans la salle commune, attachés comme tous les autres par les pieds à une barre de fer, ils sont dans des chambres à deux, ou individuelles — celle-là sont les plus chères. Contre une certaine somme, les gardiens nous permettent de manger la nourriture que nous apportent nos parents et amis. »

Le jour où nous sommes allés déclarer le vol de notre mobylette au commissariat, on nous a fait comprendre à demi-mot qu'il nous faudrait verser la valeur du véhicule si nous voulions le retrouver.

Curieuses conditions... Mais telles sont les habitudes de la « P.M. ». Ces initiales passées dans le langage courant de tous les Phnompenhois, symbolisent une des innovations de la « République ».

« Dans la ville, la police municipale jugée trop sihanoukiste a été dissoute et remplacée par la prévôté militaire. Beaucoup de jeunes, lycéens, étudiants ou fonctionnaires se sont engagés dans ce corps qui leur permet de rester à coup sûr dans la capitale loin du front. Plaque ronde émaillée sur la poitrine, un lourd pistolet battant la hanche, ils incarnent avec satisfaction le pouvoir. Ils font sentir leur toute-puissance sur les petites gens : marchands ambulants, cyclo-pousses, conducteurs de taxi-bus et de camions et sur les gens des minorités étrangères. Un passant d'allure vietnamienne se présente-t-il ? Le P.M. contrôle ses papiers avec minutie

et réclame parfois de l'argent à sa victime. Il n'y a pas de petit profit. » (Luc Barang.)

Le phénomène est général pour la population cambodgienne : une rencontre avec la P.M. est toujours source de nombreuses dépenses, grandes ou petites.

Un exemple, que nous a rapporté le patron d'un restaurant : Un petit fonctionnaire rentre chez lui en compagnie de son fils. Le P.M. le regarde garer sa mobylette, puis s'approche.

— Vos papiers !

L'homme présente sa carte d'identité.

— Et la carte grise du véhicule ?

Il ne l'a pas sur lui, mais propose d'envoyer son gamin la chercher à la maison toute proche.

— Non, vas-y toi-même, mais laisse-moi la clé, rien ne prouve que cette mobylette t'appartient.

L'homme obéit. Pendant son absence, le P.M. enfourche le véhicule et disparaît. L'enfant qui n'a pu le retenir, court prévenir son père — mais il est trop tard. Le petit fonctionnaire ne retrouvera jamais sa mobylette.

Nous n'avions connaissance de ces vols que par les Cambodgiens qui nous en parlaient, car jamais de telles atteintes portées à la propriété par la police, ne se seraient passées sous les yeux d'un étranger. Mais chaque jour, nous apercevions au passage les vérifications d'identité, parfois massives, et autres tracasseries policières dont se plaignait à juste titre la population.

Sur les quelques rares tronçons de route encore contrôlés par Lon Nol, les bus chinois doivent s'arrêter parfois tous les 300 m pour payer la taxe — illégale — de passage exigée ici par les soldats. Rodé à cette pratique, le chauffeur ne s'arrête même plus, il ralentit. Un employé descend de l'avant, court vers le poste militaire, tend quelques billets et remonte en courant à l'arrière du bus.

Ce rançonnage provoquait un tel mécontentement que Lon Nol a dû, dans les derniers temps, « prier » les responsables d'y mettre fin.

Les emprisonnements arbitraires de riches chinois sont restés une pratique courante. On a vu tous les enfants d'un commerçant arrêtés sous prétexte d'intelligence avec l'ennemi. Celui-ci, pour obtenir leur libération, devait distribuer des pots-de-vin au ministre de l'Intérieur et aux colonels de la P.M., et cela pour chaque enfant.

13. Pourquoi ?

Ainsi tout se paie... mais les salaires n'ont pas bougé depuis 1969 — et le prix des marchandises a augmenté dans des proportions effarantes. En 1975, le pouvoir d'achat est 15 fois inférieur à celui de 1970...

Pourquoi cela ? Il faut tout d'abord connaître la situation économique qui règne à Phnom Penh depuis le coup d'Etat. Bernard Schneider, ancien coopérant, l'expose ainsi :

« *Les principes économiques des dirigeants et la réalité.*

1. Le Cambodge est entré dans *une « économie de guerre »* au printemps 1970, à la suite du renversement de la politique étrangère.

La production s'est effondrée car :

des régions étendues sont passées sous le contrôle des forces de libération (riziculture traditionnelle, tabac, coton, bois, hévéas, pierres précieuses...) ;

des centres de production ou de transformation ont été détruits par les bombardements (plantations d'hévéas, usines...) ;

les circuits commerciaux ont été désorganisés (routes coupées, arrêt des approvisionnements en énergie) ou détournés vers les pays voisins (contrebande vers le Sud-Vietnam et la Thaïlande) ;

une grande partie des forces productives a été mobilisée dans des tâches militaires.

Il en résulte trois conséquences :

une augmentation des prix du fait de la rareté des marchandises ;

une baisse des recettes de l'Etat ;

un déficit de la balance commerciale résultant de la chute des exportations (20 M de dollars pour le caoutchouc), entraînant une pénurie de devises.

Les dépenses militaires ont considérablement augmenté. Alors le déficit budgétaire entraîne l'inflation et le recours à l'aide étrangère.

2. Le choix d'une « *économie libérale* » est apparu dès l'été 1969 et s'est accentué après mars 1970.

L'Etat allège son contrôle sur les activités commerciales (« décentralisation de la conduite de l'économie »). Des mesures « structurelles » éliminent le contrôle des importations et des opérations de change.

L'Etat cesse de soutenir les entreprises publiques qui doivent « être capables de soutenir la concurrence des établissements privés » et qui « seront liquidées... si elles ne peuvent pas fonctionner de façon rentable ».

Cette attitude hostile au capitalisme d'Etat justifiée par une gestion déplorable de ces établissements profite au capitalisme privé.

Economie de guerre et libéralisation vont de pair avec une entrée dans l'empire économique américain qui fournit l'aide à la nouvelle république.

L'aide étrangère.

1. L'*aide militaire* est mal connue dans le détail, mais provient des Etats-Unis. Elle fournit surtout du matériel : armes légères et semi-lourdes, munitions, canons, engins blindés, avions et hélicoptères en petite quantité, médicaments. La valeur de cette aide est difficile à chiffrer. Par année fiscale américaine (qui commence en juillet), elle s'élève à 255 M de dollars pour 1970-71 et 310 M de dollars pour 1971-72, mais cette somme comprend l'aide civile.

Les pays « alliés » ont également fourni du matériel à usage militaire. L'Australie a livré des postes de radio, des camions, des Land-Rover et une demi-douzaine de DC.3. La Corée du Sud a fourni des médicaments et de l'habillement.

Ces pays ont reçu des militaires en stage ; hommes de troupe au Vietnam, policiers en Malaisie, aviateurs en Thaïlande, officiers de renseignements à Okinawa.

2. L'*aide civile* est mieux connue. Elle est officialisée par des accords liant les Etats-Unis et la République. Elle a pour but de satisfaire les consommateurs en leur proposant des produits qui sont rares et pour autre but de réduire le déficit du budget.

La situation monétaire.

L'inflation a pour cause principale l'augmentation de la masse monétaire (par impression de nouveaux billets) destinée à combler le déficit. Cette pratique a débuté dès 1967 ; la rareté des marchandises a favorisé une flambée des prix intérieurs. Les gens ont perdu confiance en la monnaie nationale et cherché à l'échanger contre des devises.

Quant aux prix qui croissaient de 5 % par an dans les années 60, ils ont grimpé de 100 % en 1971. »

Le taux de change du riel au marché parallèle est passé de 60 riels pour un dollar, en été 1969, à plus de 200 riels en été 1970, et en mars 1975, à plus... de 2 500 riels !

Dans ce contexte de pénurie des marchandises et, parallèlement, d'apport considérable que représente ce que nous appellerons « l'aide » américaine, on imagine aisément tout le marché noir et toutes les spéculations possibles.

Les mieux placés dans cette économie de trafics où l'on bâtit des fortunes, ce sont les militaires.

En mars 1971 un témoin raconte :

« Un ancien instituteur devenu « officier de détail » (chargé de la solde et de l'intendance du bataillon) se vantait d'avoir gagné plusieurs centaines de milliers de riels en quelques mois. Sa vie avait changé : il avait troqué sa maison en bois contre un appartement de luxe, abandonné sa modeste Honda contre une Mercédès rutilante, et s'était mis à entretenir une concubine vietnamienne. « Pourquoi n'en fais-tu pas autant ? » demandait-il à l'un de ses camarades demeuré civil.

Le secret de cette rapide fortune s'explique aisément : l'officier de détail partage avec le chef de bataillon les soldes des militaires décédés ou déserteurs, qu'on n'a pas déclarés ! Le pillage déguisé est une autre source de richesse : dans la région d'Oudong, un groupe de gradés obligeait des paysans à vendre leur bœuf pour 2 000 riels ; en revendant la viande à leurs soldats 70 riels le kilo, ils gagnaient dix fois le prix d'achat ; il suffisait d'y penser. » (Luc Barang.)

Une autre couche sociale occupe une place au moins aussi privilégiée dans la chaîne du parasitisme, et ne fut pas la dernière à préférer à l'indépendance et la paix,

la « manne » américaine : il s'agit de la bourgeoisie compradore [1].

Pour les plus modestes de ces commerçants, la guerre n'apporte pas les profits espérés.

Ainsi pour cette famille chinoise de Phnom Penh :

« Un jeune coupe d'origine chinoise s'était installé à Phnom Penh depuis quatre ans, pour fuir la guerre au Vietnam. Le mari travaille dans la petite boutique de son oncle qui vend des pièces mécaniques aux paysans des environs. La jeune femme garde les enfants d'une famille riche et les aide à faire leurs devoirs. Pour l'oncle, le coup d'Etat représentait la fin du contrôle sur les importations, le retour de la prospérité pour le commerce, les voyages à Hong-Kong... Or, au lieu du « boom » espéré, la petite boutique se trouve brusquement vidée de ses clients. La campagne devient de plus en plus dévastée par la guerre, les paysans se réfugient dans la capitale et personne n'a plus besoin de pièces mécaniques. L'oncle tient difficilement le magasin. Le salaire déjà modeste a baissé de moitié maintenant, il ne perçoit plus que le quart. La recette de la boutique n'est plus que de 30 riels par semaine. La jeune femme perd ses leçons car les familles riches plient bagage une à une et partent s'installer à Hong Kong ou Singapour. Ce jeune couple et leur enfant deviennent une victime de plus de l'événement. Seulement, pour s'en tirer, où aller ? »

Mais, par contre :

« Le patron d'un magasin d'appareils électriques, d'origine chinoise, est aussi un réfugié de la guerre du Vietnam, venu de Saïgon où il se rend souvent. Il s'est lamenté parce que la nationalisation avait réduit les

1. Bourgeoisie commerçante, qui disposa un temps des dollars puis les perdit lorsque N. Sihanouk refusa l'aide américaine en 1965 et en attendit le retour avec une impatience non dissimulée, médusée par l'injection incroyable de ces dollars au Sud-Vietnam.

activités commerciales au Cambodge. « Pas comme au Vietnam, disait-il, où l'on gagne de l'argent avec les Américains. » Après le coup d'Etat, il est visiblement réjoui. Profitant de la dévaluation du riel, il fait du marché noir de dollars, surtout avec les Vietnamiens qui fuient le Cambodge après les massacres. Lui, effectivement, il profite de la guerre qui s'étend au Cambodge. » (P. Guérin)

... Comme beaucoup d'autres, d'origine chinoise et sino-khmère pour la plupart (ce regroupement des activités commerciales entre les mains des résidents chinois ou vietnamiens s'explique par le fait qu'aucun étranger n'avait accès à la propriété des terres cambodgiennes).

Hier, cette bourgeoisie compradore collectait les richesses agricoles sous forme d'intérêts usuraires : entre deux récoltes, les paysans qui ne pouvaient faire face aux multiples dépenses familiales, administratives ou religieuses, se tournaient vers le commerçant du village, qui leur achetait alors le riz sur pied, à la moitié de sa valeur, ou prêtait l'équivalent de 15 kg de riz remboursables par... 30 kg au moment de la récolte.

L'argent qu'elle réalisait ainsi (à partir du travail des paysans), elle le plaçait dans les banques étrangères, achetait des propriétés en France, de l'or ou des bijoux. Certains faisaient aussi construire à Phnom Penh des villas qu'ils louaient à de riches étrangers, notamment américains — location payable en devises étrangères, cela s'entend.

Aujourd'hui, privés des richesses agricoles (car la République perd peu à peu le contrôle de toute la campagne), grossistes et négociants se retrouvent pour la plupart à Phnom Penh [1], se partageant avec quelques

1. Certains ont préféré rester dans leurs villages, en zone libérée.

hauts fonctionnaires et généraux l'immense gâteau de la guerre : fruit de l'« aide » alliée ou du pillage, tout passe entre les mains de cette poignée d'affairistes qui n'a encore jamais réalisé de tels profits.

Experts en falsification, les moins voraces vous vendront sans sourciller de l'eau du Mékong dans une bouteille étiquetée « eau minérale », ou lanceront avec succès une grande campagne spéculative sur, par exemple, les feuilles de papayer que la population achètera à prix d'or, et dont elle fera d'immenses réserves — bien que jamais une feuille de papayer n'ait connu quelque utilisation que ce soit au Cambodge et n'en doive connaître sans doute jamais.

En septembre 1974, toutes les pharmacies de Phnom Penh refusent de vendre des médicaments : « il n'y en a plus », paraît-il ; les vitrines sont vides — les tiroirs pleins. Les stocks grossissent, puisque l'importation se poursuit au rythme habituel... Il faudra attendre janvier 1975 pour retrouver une vente normale. Mais alors, chaque produit coûte jusqu'à 11 fois son prix antérieur. Contrôle des ventes, appels de l'administration, amendes, rien ne les fera baisser : on ne donne pas d'ordres aux faiseurs de fortune, par ailleurs piliers du régime. Dans les faits, toutes les spéculations sont permises.

Il se bâtit ainsi, en l'espace de 5 ans et moins, des fortunes colossales qui se traduisent à Phnom Penh en belles villas et grosses voitures, simple indice des capitaux exportés à Hong Kong ou Singapour, en Europe, ou aux U.S.A.

Mais, on l'a vu, il n'est pas nécessaire d'appartenir à cette bourgeoisie compradore pour s'adonner au commerce, ou faire des bénéfices.

Déjà avant le coup d'Etat : « la concussion est une véritable institution hiérarchisée, où les postes sont

chers, car le plus haut placé, par une redistribution des prébendes, perçoit les plus fortes sommes, disponibles pour de nouveaux profits [1] ».

Mais jamais on n'a assisté à une corruption aussi criante au Cambodge que depuis le coup d'Etat.

Beaucoup de jeunes, abusés en 1970 par la propagande, diront un an plus tard : « C'est pareil, c'est même pire qu'avant. »

Télécommandés par les partisans de Lon Nol, nombre d'étudiants avaient en effet pris la corruption comme thème principal de leurs doléances au moment du 18 mars 1970. Mais, si leur ardeur républicaine s'éteint plus rapidement qu'elle ne s'était allumée, si, en 1972, ils dénoncent les Lon Nol, Sirik Matak, Son Ngok Than avec la même énergie que deux ans plus tôt ils l'ont fait du régime de Sihanouk, c'est qu'ils ont vite pris conscience que les nouveaux maîtres n'étaient non seulement pas décidés à lutter efficacement contre la corruption, mais qu'au contraire, et plus encore que dans le passé, ils en tiraient d'énormes profits personnels. Après avoir obtenu le retour à la libéralisation de l'économie, Sirik Matak devient, par personne interposée, le grand maître de l'import-export. La plupart des dirigeants de Phnom Penh amassaient des fortunes considérables qu'ils plaçaient en lieu sûr dans les banques étrangères, cependant que la misère, chose inconnue jusqu'alors au Cambodge, prenait des dimensions de plus en plus inquiétantes.

14. « La misère, chose inconnue... »

« Mon père est fonctionnaire. Au 8e échelon. Ça correspond à un salaire mensuel d'environ 7 000 riels. C'est

1. *Antit Sok*, mai 1972.

pas mal du tout par rapport à la moyenne des salaires du Cambodge.

Avec ça, avant la guerre, nous vivions très à l'aise. Du reste, les coolies, les cyclos, les ouvriers du quartier nous considéraient comme des gens riches. Nous avions toujours en abondnace des réserves de riz, de poisson sec, de viande sèche. Aux bonzes qui venaient chaque matin devant notre porte, ma mère faisait les offrandes rituelles : riz, sâm lâ, chha... Pour le Prachum Ben [1] ou le Chaul Chhnam [2], elle, mes sœurs et moi, nous préparions le carry, le ragoût qui étaient ensuite portés à la pagode. Egalement un plat typiquement cambodgien : hamok; nous le préparions à la façon de la haute société khmère. La fête, c'était vraiment une fête. Nous portions le sampot de soie, le costume khmer des grands jours.

— Vous étiez en somme une famille relativement privilégiée ?

— C'est ça. Nous n'avions pas de voiture, pas de Mercédès, par exemple, mais nous vivions sans problèmes.

— Et maintenant ?

— Les problèmes ont vite fait d'apparaître. Pour beaucoup de familles phnompenhoises (je dis bien phnompenhoises, car à la campagne, c'est autre chose), la guerre, cela a d'abord été les prix qui ne cessaient de monter. Mon père gagnait toujours le même salaire (du moins jusqu'en juin de l'an dernier... Ensuite, je ne sais pas; je ne crois pas que cela ait changé) et il fallait payer les choses de plus en plus cher. Le sac de riz est très vite passé de 350 à 400 riels, puis à 600 riels. Quand j'ai quitté le Cambodge, il valait mille riels. Au marché, ma mère perdait toujours plus de temps pour discuter les prix, pour essayer de les faire baisser. Parfois des

1. Fête des morts.
2. Nouvel an khmer.

matinées entières pour de très petites choses qu'auparavant elle aurait à peine discutées. Les plus petites choses sont devenues très chères, de plus en plus chères. Aux repas, moins de viande, moins de poisson, de moins en moins de viande.

Pour gagner un peu d'argent, ma mère s'est mise à travailler. Des militaires s'étaient installés près de chez nous. Une sorte de camp d'entraînement. Ma mère leur prépare le potage, les vermicelles sautés, le riz, un peu de poisson, tous les matins. Elle vend ça deux à trois riels le bol.

Un jour, j'ai ramené une poule de la campagne. Une vraie poule sacrée. Elle nous a fait quinze poussins. Quel bonheur ! Nous nous sentions brusquement redevenus riches... » (Interview de F. Dupuy, 1972.)

« Se débrouiller par tous les moyens » est maintenant la règle générale pour tous. Un professeur, s'il ne peut participer, ou ne veut participer à la vente des diplômes, devra se faire cyclo-pousse, ou petit commerçant, ou bien même pêcheur pour nourrir sa famille. Il fera ainsi deux ou trois métiers supplémentaires après ses heures de cours.

Lorsque les convois de riz arrivent remontant de Saïgon, les quais du port à Phnom Penh se peuplent : file d'attente de la main-d'œuvre venue se louer pour la journée. Ceux qui seront désignés pour décharger les barges ont un double avantage : un salaire dérisoire, et l'occasion d'approcher le riz. A chaque aller et retour, ils mettront dans leur krama quelques poignées de ce riz américain (qu'en d'autres temps, les Khmers n'auraient jamais accepté pour leur repas : il n'a rien des valeurs nutritives ni de la saveur du riz cambodgien). Sur le trottoir, quelqu'un de leur famille le revend dans un panier. Il y a foule : 1 kg ne coûte que 170 riels.

Imitant les bonzes qui passent tous les matins de commerçant en commerçant pour recevoir 2 ou 3 riels, on voit fréquemment de jeunes militaires armés seulement de quelques grenades, entrer dans les magasins. Parfois il leur suffit de se présenter, parfois ils menacent le marchand, qui donne un billet ; le militaire réclame encore : il faut donner 100 riels.

Que reste-t-il au petit peuple qui le plus souvent n'a pas de travail et donc pas de fonction qui lui permette de tirer quelque profit ?

Si l'on rencontre de moins en moins les carrioles des marchands de soupe (car les gens mangent chez eux et non plus comme autrefois dans la rue, par souci d'économie), d'autres petits commerces encombrent le trottoir : cigarettes, boissons, glaces, billets de loterie, fruits coupés en morceaux ou petits gâteaux fabriqués à la maison que les gosses s'en vont vendre sur un plateau. Aux invalides de guerre, le gouvernement omet le plus souvent de payer leur pension ; mais il permet de rentabiliser leur inactivité, en instituant le stationnement payant. Ainsi, quand on sort du marché et qu'on remonte en voiture, voit-on s'avancer sur ses béquilles le soldat « reconverti » qui réclame ses 40 riels.

A l'extérieur de la ville, là où s'arrête la « zone de sécurité », toute une population s'en va à bicyclette ou à pied ramasser le bois brûlé au napalm, ou fouiller les ruines dans l'espoir d'y trouver un objet qu'auraient oublié les soldats de Phnom Penh. Le marchand de glaces et la petite vendeuse de boissons, intrépides, s'en vont aussi chercher leurs clients chez les militaires au plus près du front...

Mais ceux qui n'ont rien à faire, rien à vendre, se retrouvent dans la même situation désespérée que celles des réfugiés dans les camps. La mendicité, inconnue avant 1970, est devenue un fléau quotidien dans les

rues commerçantes; géographiquement organisée : au marché, les lépreux ; devant la poste, les adolescents difformes ; à la porte des magasins, les gosses mal nourris. Rien n'est négligé pour apitoyer les étrangers qui, s'ils s'attardent un peu au restaurant, assistent parfois à de curieuses pratiques : les petits mendiants entrent et vident leurs poches sur une table qui se couvre de billets, les serveurs comptent et encaissent la somme, laissant aux gamins quelques coupures.

Ou bien, il y a la prostitution, cette lèpre des guerres américaines en Asie. A Kompong Sâom (aujourd'hui redevenue Sihanoukville), le motel désaffecté par les touristes a trouvé d'autres clients : les pilotes de T.28. Chaque soir voit se décharger les command-cars, cependant qu'arrivent en voitures ou remorques, venues seules ou accompagnées de l'entremetteur, les taxi-girls du bord de mer. Le gérant-hôtelier se frotte les mains, il sait que chaque chambre sera rentabilisée au maximum puisqu'il y logera aisément 5 ou 6 militaires et 3 filles... Le lendemain, à une heure où les remorques ne font pas encore la navette entre le motel et la ville, elles partiront à pied le long de la route, suivies une heure plus tard, des command-cars. Et le motel de la « Sokha » sera de nouveau désert pour la journée.

A Phnom Penh même, ou dans les quelques autres villes tenues par la République, chaque hôtel est un « hôtel de passe » et le fait est d'autant plus frappant que les hôtels de provinces sont le plus fréquemment des « Salahket » — maisons du gouverneur — traditionnellement destinées à accueillir les visiteurs.

Alors que se perdent les coutumes, les structures de la famille sont détruites, car de plus en plus nombreuses sont les filles qui trouvent là un moyen de subsistance; lorsque les parents eux-mêmes ne les vendent pas pour 5 000 riels à un riche commerçant. Dans ce cas, les gamines de 10 ans resteront enfermées dans des villas

luxueuses, où elles seront utilisées dès ce moment. Le propriétaire y gagnera des sommes fabuleuses.

« Il y a une triste nouvelle qui m'écœure quand je la dis, mais qui me fait souffrir quand je la regarde. Avec l'augmentation galopante du coût de la vie, de jeunes lycéennes, les futures mères du Cambodge, se transforment le soir en taxi-girl ; médecins et professeurs ont confirmé ce fait douloureux qui apparaît pour la première fois dans cette capitale paisible. » (Lettre d'une Phnompenhoise, 27-2-72.)

Après Saïgon, Bangkok, Séoul, c'est donc le tour de Phnom Penh. Mais certains affirment, sans sourciller, que la prostitution est, de tous temps, inscrite au cœur des Asiatiques...

15. L'insécurité.

A ces conditions d'existence précaires s'ajoute un climat d'insécurité, dont on n'aperçoit pas la fin.

Les vols se multiplient ; pour conserver ses biens, on use de mille clés et antivols.

En dépit de cela, les cambriolages augmentent de jour en jour. Il vaut mieux ne pas surprendre le coupable ; il est armé et n'hésite pas à tirer.

Sortant d'une séance de cinéma, on peut retrouver sa voiture sans roue, sans pare-brise ou sans tableau de bord.

Combien de montres ont été arrachées aux poignets des motocyclistes ou de boucles aux oreilles des filles ? Si une femme du peuple possède un bijou, elle hésite toujours entre le laisser à la maison où il risque de disparaître, et le porter sur elle, dans la rue, où elle craint de se trouver seule face à un militaire qui exige, sous la menace, son bracelet ou son collier.

Au-delà des biens, les personnes sont aussi en danger.

Sur le marché, les étalages se vident à l'approche d'un militaire. On a vu si souvent les soldats prendre un poisson ou un poulet, et en guise de réponse aux récriminations de la vendeuse, jeter une grenade dans la foule... Il y a aussi ces grenades lancées du haut des camions pour le plaisir. Certain jour, on a pu suivre les convois de munitions à la trace des victimes qui ponctuaient leur route à travers la ville.

A la sortie d'un cinéma, on peut se trouver bloqué par un camion militaire, et si l'on est jeune, embarqué. A partir de ce moment on est une recrue, ou bien un « déserteur », et l'on peut être envoyé directement en première ligne. A Kompong Saôm, pour identifier plus rapidement ces « déserteurs », on les marque au fer rouge...

La nuit, profitant du couvre-feu pour plus de discrétion, la Police militaire boucle un quartier, fouille chaque maison, et repart avec un nouveau butin de chair à canon. Avant 5 heures, les résistants ne sont pas seuls à craindre d'entendre frapper à la porte. Il suffit pour se voir arrêté, d'être jeune ou d'une simple dénonciation.

Les soldats, en cas de blessures graves, auront peut-être l'occasion d'être ramenés en ambulance. Mais ils savent que l'entrée à l'hôpital ne leur est garantie par personne.

Et s'ils entrent, s'occupera-t-on d'eux ? Sirath, 20 ans, a été entièrement brûlé dans l'incendie d'un réservoir à essence, provoqué par une roquette. Il est amené à l'hôpital 401. Sa mère est prévenue qu'on ne le soignera que si elle accepte de le prendre en charge. Pendant un mois elle s'installera au chevet du blessé, lui apportera de quoi manger, le soignera seule en payant les médicaments nécessaires. De plus, elle versera 30 000 riels pour les frais d'hospitalisation.

Comme la disparition des médicaments, l'absentéisme des médecins est connu de tous. Le 17 avril 1975, aucun ne s'est présenté dans son service, sauf peut-être ceux de la fondation Calmette, hôpital à clientèle privilégiée.

Dans les derniers mois, il fallait payer des fortunes pour être pris en charge. 3 000 lits pour 20 000 blessés dans toute la ville. On imagine les conditions déplorables d'assistance et d'hygiène qui pouvaient y régner. La plupart des blessés meurent à même le sol. Pêle-mêle, les ordures, les cadavres et les rats, dans des flaques de sang qu'on ne pense même plus à éponger [1].

On comprend ainsi que les hôpitaux soient autant de lieux pratiquement interdits à la visite des étrangers.

★

Autre danger pour la vie des habitants à Phnom Penh : la circulation.

Chaque véhicule militaire représente une menace. Nous avons ainsi, à plusieurs reprises, assisté à des scènes révoltantes :

Les passants s'arrêtent à cette gargotte le long du boulevard Prachéatipathei pour manger une soupe à 10 heures. On est tout près du Centre culturel français. La circulation est tout à fait normale. De loin, on entend klaxonner un G.M.C., mais personne n'y prête attention. Le camion double en 2e position, prenant à gauche plus que la place nécessaire ; il est à 2 m du trottoir, lorsqu'il heurte un cyclo venu en sens inverse. Il continue sa route, emportant celui qui pédalait, accroché sur le pont du camion ; on voit la tête battre le sol. Le client, lui, gît au milieu de la chaussée ensanglantée, les voitures le contournent. Dans la gargotte, les gens se sont levés de table. D'autres ont accouru sur

1. Témoignage des infirmiers de « Terre des Hommes ».

le trottoir. Ils parlent fort entre eux, mais personne n'ose toucher au mourant. Personne n'a arrêté le G.M.C. Seuls les employés [1] des services culturels, que le bruit a fait sortir, manifesteront leur mécontentement.

Un autre jour, dans une rue étroite à sens unique, un cyclo roule paisiblement. En face, un G.M.C. arrive lentement, il klaxonne : les deux hommes sur le cyclo ont juste le temps de sauter lorsqu'ils comprennent : le chauffeur ne leur a pas laissé le temps de garer le véhicule : il l'écrase froidement, et pourtant, le camion est en sens interdit. Il poursuit sa route en laissant derrière lui un homme blessé dont l'instrument de travail est en miettes ! (il ne lui appartient d'ailleurs pas, il l'a loué pour la journée).

Une foule muette s'est rassemblée.

« Ils avaient le temps d'arrêter le chauffeur du camion, pourquoi n'ont-ils par réagi ? demandons-nous à un commerçant connu.

— Les gens ici sont dans une grande colère, mais ils se taisent parce qu'ils sont terrorisés... ».

16. L'opposition : quelles luttes ?

A l'image de ces témoins sans voix devant le scandale, l'immense majorité de la population phnompenhoise continuera à se taire jusqu'au bout.

Elle ne se soulèvera pas, malgré les appels du F.U.N.K. dans les dernières semaines. Ecrasée par la hausse vertigineuse des prix, démobilisée par le besoin de se nourrir, et dans une certaine mesure abrutie par la propagande (gouvernementale), ou du moins terrorisée par la répression, Phnom Penh n'est pas prête à laisser exploser sa colère.

1. Khmers, mais de nationalité française, ce qui leur permettait d'être plus ouvertement critique vis-à-vis des militaires.

Ceci ne doit pas cependant faire oublier plusieurs mouvements d'opposition, clairement manifestés, qui prirent à certaines périodes une importance considérable.

En décembre 1974, une centaine de mutilés de guerre défilent autour du marché central, pour dire qu'ils ne veulent pas être réduits plus longtemps à la mendicité ;

Des unités de l'armée se rendent sur leurs chars au commissariat central de la Prévôté militaire et au ministère pour exiger le paiement de leur solde et protester contre l'augmentation des prix : on échange grenades et rafales de fusil-mitrailleurs. (Janvier 74.)

Les taxis manifestent en file sur les boulevards contre l'augmentation du prix de l'essence et la corruption des agents de la Police militaire.

Voilà le peuple de Phnom Penh, voilà l'opposition manifestée.

Au reste, si le Cambodge est essentiellement un pays d'agriculteurs (90 % de la population travaillait à la campagne avant la guerre), la classe ouvrière existe cependant. A Phnom Penh il y a des ouvriers dans diverses fabriques, dont les plus grandes emploient de 100 à 300 personnes.

Fabriques de pneus (Sonapneu) au sud, de chaussures (Chip Tong), d'alcool (S.K.D.), d'huile et de tabacs (C.K.T.), de lait (Sokilait), de piles électriques, de batteries, Compagnie des eaux, centrale électrique, savonnerie, imprimeries, entreprises pharmaceutiques, fabriques de vermicelle chinois, et d'autres encore..., autant d'usines qui ont connu, à un moment ou à un autre de ces cinq années, des grèves souvent très dures. A tel point que même les journaux de la ville s'en faisaient l'écho.

Novembre 1974, nous assistons à l'occupation des filatures Seng Thaï, sur la route N° 5. Le piquet de grève

est composé uniquement de femmes. Elles ont tenu trois semaines face à la Police militaire qui les chassait à coup de bâtons et de cailloux. A la fin, ils les ont fait sortir par la force, allant jusqu'à les déshabiller pour qu'elles cèdent. Chassées de leurs ateliers, elles ont campé plusieurs jours devant le ministère du Travail.

La grève avait commencé par le renvoi de 7 ouvrières. Elle se termina par le renvoi de toutes les autres.

Venant après celle des fabriques de chaussures (Chip Tong) qui avait réussi à faire reculer patron et gouvernement, ce sera la dernière grande grève avant la libération de Phnom Penh.

Si ces mouvements attiraient l'intérêt et la sympathie de la population, ils ne pouvaient durer très longtemps : les travailleurs des usines n'étaient pas en mesure de faire face à la répression qui leur interdisait, entre autres choses, d'avoir un syndicat représentatif.

D'autre part la classe ouvrière avait vu partir, au moment du coup d'Etat, certains de ses éléments les plus combatifs, qui ont rejoint les maquis.

Dans Phnom Penh, les seules organisations existantes sont celles des milieux intellectuels : lycéens, étudiants et professeurs ont pu mener une action de longue durée parce que, concentrés dans des établissements scolaires, ils se sont dotés d'associations représentatives (A.E.R.E.C., A.M.C.E.K.).

Et les autorités le comprennent bien : à plusieurs reprises, elles tenteront, en vain, de dissoudre ces organisations ; elles chercheront à endormir les étudiants en finançant des bals somptueux pour le nouvel an. Elles multiplieront arbitrairement les suspensions de cours, lorsqu'elles se trouveront en difficulté (la rentrée 1974 de l'enseignement secondaire n'a pu avoir lieu avant janvier 1975).

Après la vente du baccalauréat, cette rentrée fantai-

siste des lycéens résume bien la situation catastrophique de l'enseignement sous la « République ».

Les professeurs poursuivent leur grève partielle entamée l'année précédente : pour protester contre le bas niveau de leur salaire, qu'ils estiment au tiers de ce qui leur est dû, ils ne travaillent que huit heures par semaine, sur 24 imposées.

Lors de leur dernière entrevue avec Lon Nol, celui-ci leur a déclaré :

— Si les salaires ne couvrent pas vos besoins, vous avez assez de temps libre pour l'améliorer : allez donc pêcher dans le fleuve si vous n'avez pas suffisamment à manger.

Ils ne font donc que mettre ce sage conseil en pratique.

Les étudiants et élèves doivent lutter à plusieurs reprises contre l'enrôlement forcé : l'armée est trop souvent tentée de remplacer ses pertes humaines en puisant dans le réservoir de sang neuf que sont les écoles. Les ratissages de quartiers opérés de nuit ne les épargnent pas toujours.

Au même titre que le reste de la population, ils souffrent du manque de riz et des hausses de prix. Ils réclament des prix plus abordables pour le matériel scolaire, et des bourses.

Ils manifestent (on lit sur leurs banderoles « corruption + incapacité = famine du peuple », « opposition au pouvoir fasciste et à la contribution militaire »). Ils se heurtent aux barrages de police qui n'hésitent pas à tirer pour les disperser.

Les arrestations massives sont fréquentes.

Le 1er février 1974, on apprend que 4 lycéens arrêtés quelques jours plus tôt « se sont suicidés », c'est du moins ce que veulent faire croire les autorités. Mais

immédiatement, le scandale éclate et la vérité est rétablie : les 4 lycéens sont morts sous la torture, à la prison de Prey Sâr.

Au matin du 15 avril 1975, deux camions de la Prévôté militaire pénètrent dans l'enceinte de la faculté.

Les lycéens, étudiants, et professeurs qui occupent le bâtiment depuis cinq jours envisagent l'éventualité d'un affrontement. Les forces de l'ordre ne descendent pas des G.M.C., mais le colonel s'approche pour dire : « Il faut évacuer les lieux, car ici vous n'êtes pas en sécurité à cause des combats. »

Un étudiant répond :

« Ce n'est pas pour nôtre sécurité que vous venez, et nous connaissons vos raisons : c'est notre présence qùi vous gêne. Mais il est trop tard, aujourd'hui vous ne pourrez pas recommencer comme en 72, en 73 et comme l'année dernière. »

Mars-avril 1972, 17 mars 1973, mai-juin 1974 : trois périodes marquées par des affrontements entre lycéens, étudiants, professeurs et le gouvernement fantoche.

24 avril 1972. Au terme d'une lutte qu'il ne leur est plus possible de mener par la voie légale, un certain nombre d'étudiants et d'élèves occupent la Fac de Droit et prennent les armes pour se défendre. Le lendemain, la police les encercle dans l'espoir de les réduire par la famine. Mais les autres étudiants et élèves manifestent par milliers et attaquent les barrages de police. Le 27 avril, c'est la fusillade : près de 30 manifestants tués ou blessés. Les rescapés occuperont le monument de l'Indépendance pendant une semaine, après avoir défilé avec des cercueils symboliques pour protester contre la répression.

Nombreux sont ceux qui rejoignent alors les zones libérées.

17 mars 1973. Les enseignants tiennent un grand meeting à l'Ecole normale. Ils exigent des libertés démocratiques, l'augmentation des salaires et la baisse des prix, condamnent le pouvoir de Phnom Penh. La réponse ne se fait pas attendre : grenades et rafales de M.16. Deux professeurs sont tués.

Plusieurs enseignants n'auront d'autre recours que de rejoindre le maquis.

1er mai 1974. Les intellectuels rejoignent les ouvriers dans l'usine Chip Tong pour fêter le 1er mai; là des discours très violents sont tenus contre le régime.

14 mai 1974. Des centaines de banderoles fleurissent sur les murs : « Le crime du gouvernement actuel est le plus noir de l'histoire », « fascisme + militarisme = misère du peuple ».

En mars, les enseignants ont déclaré qu'ils ne font plus confiance au régime de Lon Nol : Ils dénoncent la corruption, l'oppression, les arrestations et les tortures.

Le 26, un dimanche matin, les hommes de la Police militaire procèdent à plus de cent arrestations au Lycée Yukantor en grève. Mais, au bout d'une semaine de manifestations aux portes de la prison centrale, les lycéens et enseignants arracheront une à une les libérations de leurs camarades ou de leurs collègues.

Le 4 juin, ils pénètrent dans le bâtiment du ministère de l'Education nationale pour exiger la mise en liberté des cinq derniers, puis emmènent avec eux le ministre et son conseiller au lycée Yukantor.

Nous avons assisté à cette « prise d'otages »; elle s'est déroulée sans aucun heurt jusqu'à l'intervention de la « P.M. » : des centaines de policiers donnant l'assaut au lycée, sous prétexte de « sauver » les deux per-

sonnalités. Il y a là des milliers de personnes qui se battent à coup de pierre contre les grenades lacrymogènes et les fusils mitrailleurs.

Et il faudra tout l'après-midi aux forces de police pour investir le bâtiment. On assiste encore à de très nombreuses arrestations.

Ce n'est pas la Police militaire qui va chercher les lycéens, mais des jeunes gens habillés eux-mêmes en lycéens : la « Police spéciale », mêmes procédés ici qu'ailleurs... Ils sortent de la masse des manifestants, tenant par la main leur prisonnier.

Dans les camions, les coups de pieds pleuvent. Reverra-t-on ces jeunes garçons qu'on embarque ?

On apprendra qu'ils sont d'abord gardés près du fleuve, dans le camp de Sosthène Fernandez. Puis que beaucoup sont morts à la suite des coups reçus. On les accusait du meurtre de Tach chia et Kéo Sankim (lors de l'affrontement, le ministre et son adjoint ont effectivement été abattus au cours des charges de police).

Les étudiants nient avoir été les auteurs de cet assassinat. Ils savent qu'ils s'agit d'un règlement de compte entre clans du gouvernement.

Dans un quotidien phnompenhois du 14 juin 1974, on peut lire :

« On a vu l'élève Kim Bun Chon, dit Thav, à la pagode Khnor Kar le 14 juin. D'après une information des forces de défense de cette région (bataillon N° 706), il est bien dit qu'on a arrêté cet élève soupçonné d'être un ennemi. Mais elle n'a pas révélé les raisons de cet assassinat. Selon le rapport de notre agent d'information qui est allé enquêter sur place, quelques jeunes gens de la caserne ont dévoilé que le décès de cet élève est dû au capitaine Kieng Reak qui a ordonné à un médecin nommé Thach Rène d'engorger cet élève avec l'eau du fleuve. Vers l'aube (3 heures), une personne est venue

demander : « est-il déjà mort ? ». Une autre personne se trouvant dans le cachot de cet élève a répondu : « Pas encore ».

Lorsque Kim Bun Chon a rendu le dernier souffle, on a transféré subrepticement son corps dans un autre cachot, tout petit. A 9 heures du matin, le 15 juin, le capitaine a ordonné à 5 de ses subalternes d'enterrer secrètement le corps. Lorsque la famille a découvert la dépouille, on a vu les traces suivantes sur le corps : à la poitrine, de profondes blessures ressemblant à des blessures laissées par des coups de poignards, alors que la joue gauche est entièrement fracassée et la bouche remplie de sable. »

15 avril 1975 (suite). Le colonel de la Police militaire quitte les étudiants en déclarant :

« Je comprends bien votre attitude. Si vous refusez d'évacuer la faculté, je n'ai pas non plus l'intention d'intervenir, je me contenterai de faire un rapport à mes supérieurs. »

Cette dernière tentative de se débarrasser du mouvement des intellectuels est donc menée sans conviction. La veille, le gouvernement aux abois (il change de président deux fois dans la semaine), avait essayé une arme plus violente : les hélicoptères.

Toute festivité à l'occasion du nouvel an khmer est formellement interdite. Malgré cela, 450 jeunes gens, professeurs, ouvriers et bonzes se rassemblent à la faculté pour suivre la cérémonie religieuse suivie d'un meeting. C'est alors que les hélicoptères interviennent : ils lancent deux roquettes, l'une au début, l'autre à la fin du meeting. Il y a quelques blessés parmi les participants et parmi les habitants de notre immeuble.

... Les mêmes hélicoptères qui tentent désespérément d'arrêter l'avancée des maquisards 2 kilomètres plus

loin. Raison de plus, pour les étudiants, de considérer leur université déjà comme une zone libérée. Cela se passait 6 jours avant le 20 avril, date limite après laquelle s'il ne s'était rien passé, ceux qui tenaient la Fac auraient dû rejoindre les maquis.

Ils s'étaient fixé un but plus audacieux encore : créer des « remous » dans la population, et pour cela tenir, quelque part dans la ville, un vaste Congrès populaire. D'ici le 20. Mais les circonstances ne leur en donnent pas le temps. Le 17, les maquisards les rejoignent.

★

Il n'y aura pas de Congrès populaire, mais il n'empêche que Phnom Penh craque de toutes parts.

La ville muette (même la Police militaire reste invisible), prête à sortir de ses gonds à l'heure prochaine où le cours des choses va changer, n'est-ce vraiment qu'apathie ?

★

16 avril, 9 heures. On entend soudain le vacarme des blindés qui passent à toute allure sur le boulevard de l'U.R.S.S. Coups de feu tout proches.

« Ils arrivent » crie-t-on au-dehors.

C'est l'effervescence : les gens, le long du chemin de fer se précipent hors des paillotes, vers notre immeuble en dur. Mais il y a le mur, les barbelés. Et pas moyen de les couper... Alors tranquillement, ils s'attaquent au mur, y creusant de grands trous.

Quelque chose vient de changer dans notre quartier, 24 heures avant que les maquisards n'y pénètrent.

CHAPITRE III

SUR LES PISTES DES ZONES LIBÉRÉES

« J'ai une mauvaise nouvelle à vous annoncer : tous les étrangers doivent se regrouper à l'ambassade de France en vue de leur départ. L'Organisation vient d'en décider ainsi et me charge de vous y conduire. »

Le responsable qui parle est arrivé tôt ce matin ; il a l'air ennuyé.

De notre côté impossible de se faire à l'idée de quitter la Fac pour l'ambassade où les conditions matérielles, la liberté et où la sécurité ne doivent pas être assurées comme ici, chez nous : la discussion sera longue et ne nous aura pas convaincus. On en reste là.

Mais dans l'après-midi, alors qu'avec les Martinie nous terminons un plantureux repas, installés comme nos nouveaux voisins sous l'immeuble, trois nouveaux cadres nous apportent d'autres arguments.

« Il y a deux raisons pour lesquelles l'Organisation a décidé de prendre en charge votre départ. Actuellement nous ne sommes pas sûrs de pouvoir assurer entièrement la sécurité des étrangers. D'autre part vous n'êtes pas ici de manière officielle, bien que nous fassions clai-

rement la différence entre nos amis étrangers et certains collaborateurs de l'ennemi parmi eux, qui sont plutôt malveillants à l'égard de la Révolution cambodgienne. C'est avec joie que nous vous accueillerons à nouveau dans quelque temps, mais vous devez d'abord retourner en France. Je puis vous dire que nous regrettons beaucoup de vous créer toutes ces difficultés... »

A cela, rien à objecter. Une heure et demie plus tard, nous sommes prêts. Mais les deux Jeeps qui devaient nous accompagner ne suffisent pas à transporter tous nos bagages. Ils vont chercher un G.M.C. [1].

Il n'y a pas loin de la Fac à l'ambassade. Nous mettrons cependant vingt bonnes minutes à y parvenir : sur le boulevard de l'U.R.S.S., il faut s'arrêter à un poste de garde, où le chauffeur va rendre compte de son itinéraire et sans doute de sa cargaison peu habituelle.

Cela nous laisse encore un peu de temps pour discuter à l'arrière avec le cadre du Comité de Phnom Penh qui a tenu à nous accompagner.

« Tu allais souvent en zone libérée ?

— Une fois par mois.

— Et tu passais toujours au même endroit ?

— Dans les derniers mois, oui, par la route n° 4. »

Nous arrivons devant l'ambassade. Nos compatriotes sont nombreux, massés assez loin derrière les grilles ou au premier étage du bâtiment central. Ils ne nous pardonnent pas l'aide que nous apportent visiblement les maquisards, ni les rapports amicaux que nous entretenons avec eux sans penser à nous dissimuler (les adieux sont chaleureux). Ils ne pardonnent pas non plus à Jean-Pierre de s'être présenté en veste et en pantalon noirs :

1. Gros camion.

Il lui faut se déshabiller avant d'entrer : pas d'uniformes militaires dans l'ambassade ! Devant la porte nous devons extirper des valises nos passeports et les remettre au directeur de l'Alliance française.

Enfin nous obtenons le droit de franchir la grille, non sans difficultés d'ailleurs.

C'est seulement là que nous prêtons attention aux commentaire lancés du bâtiment. On nous traite de « collabos », et nous lance bien d'autres injures auxquelles il vaut mieux ne pas répondre.

Nous nous attendions bien sûr à un accueil plutôt froid, mais sans penser à être insultés de la sorte. Qu'est-ce qui pouvait susciter tant de hargne ?

« Vous ne savez pas les drames qu'on a vécu ces jours derniers, a bien voulu expliquer quelqu'un.

— Quels drames ? »

Nous apprenons que des centaines de Khmers ont cru pouvoir s'enfermer dans l'ambassade, dès le 17 avril; les maquisards ont demandé qu'ils en sortent. Il y avait Sirik Matak, l'un des « sept traîtres » recherchés.

D'autre part, la loi cambodgienne a été appliquée ; elle marque la différence entre deux types de mariages mixtes : si l'homme est khmer et la femme étrangère, chacun conserve sa nationalité d'origine, tandis qu'une Khmère mariée à un étranger acquiert la nationalité de son mari.

Ainsi, les Cambodgiennes purent rester à l'ambassade avec leur mari français, alors que, suivis ou non de leur femme française, les Cambodgiens durent rejoindre la campagne avec les autres Phnompenhois.

Mais plusieurs étrangers durent laisser partir les femmes khmères avec lesquelles ils vivaient sans union légale ; de même certaines Françaises préférèrent, pour elles-mêmes et leurs enfants, retourner en France plutôt que de partager la nouvelle vie de leur mari.

Il y eut donc bien, en effet, quelques séparations fa-

miliales. Mais devait-on pour autant traiter les maquisards de « criminels » et de « nazis », comme certains se crurent autorisés à le faire ?

En fait bien plus que la douleur, certes réelle, des séparations (mais, on vient de le voir, certaines qui dépendaient d'un choix personnel, auraient pu être évitées) c'est la peur qui engendrait l'agressivité chez les pensionnaires de l'ambassade.

Peur de rester là pendant des semaines, abandonnés de tous : « Plus personne ne s'inquiète de nous. Maintenant il n'y en a que pour le Vietnam, on est passé au second plan, on peut moisir... »

Peur de manquer de vivres, Et bientôt, quand nous serons assurés de partir, peur du voyage en camion : « Qu'est-ce que ça cache ? Et si on a la chance de s'en tirer, ils pilleront au moins nos bagages. » Jusqu'à la peur de recevoir un coup de B.40 [1] dans l'ambassade...

Cependant, tous ne partageaient pas cet esprit largement répandu. Certains employaient même leur inactivité à observer les compatriotes dont l'attitude souvent hystérique (il ne faut pas se le cacher) faisait l'objet de nombreux commentaires et sarcasmes. Ceux qui conservaient ainsi leur sang-froid, loin d'imaginer des arrière-pensées aux combattants du Front, virent simplement dans ce moyen de transport original qui nous était proposé l'occasion inespérée de revoir ou de découvrir la campagne et surtout les zones libérées du Cambodge.

Au milieu de l'affolement général, un tel point de vue passait pour une grande naïveté ; c'était faire preuve d'une confiance aveugle à l'égard de ces « buffles sauvages » dont notre sort allait dépendre entièrement. Mais à l'expérience, c'est celui qui s'est avéré le plus juste.

1. B.40 : Bazooka de conception soviétique et de fabrication chinoise, dont le projectile perfore à une température de 6 000 degrés.

Bien sûr, pendant ce voyage, on n'a pas toujours mangé à des heures régulières, on s'est couché tard et levé très tôt ; le soleil et les pluies torrentielles alternèrent sur les camions non bâchés. Ce régime ne convenait guère aux plus anciens d'entre nous. Bien sûr, le convoi a pris du retard : nous avons voyagé ainsi plus de trois jours au lieu de deux.

Mais, pour ceux du moins qui ne partageaient pas la mauvaise humeur, quelle occasion de découvertes ce fut !

Loin de nous expédier comme des voleurs, des gens indésirables qu'on refuse de voir mêlés plus longtemps aux affaires du pays, voilà qu'on nous offrait la possibilité de voir ce pays, tel qu'il était, avec ses réussites et ses difficultés sans jamais nous cacher les aspects les moins flatteurs. Certains ont vu dans cette façon de nous faire voyager, un souverain mépris pour les occidentaux, qui auraient pu prétendre à plus d'égards ; nous y avons vu au contraire le gage d'une très grande considération et d'une confiance que nous ne méritions peut-être pas entièrement. Et cela sans jamais nous demander de contrepartie, sans même aucun contrôle d'identité : Américain, Français, Soviétique, chacun se promenait comme bon lui semblait dans les villages, et discutait s'il le désirait, le plus librement du monde avec les habitants ou les Phnompenhois rencontrés sur la route.

29 avril. Nous partons demain matin à 3 heures. Les listes des participants au premier convoi s'allongent sur un tableau. Une foule est massée devant l'affichage. Ailleurs, dans l'obscurité du parc ou dans les salles climatisées de la résidence, on boucle les dernières valises.

Les camions étaient annoncés pour 21 heures. Et on ne les attend pas très longtemps : le premier franchit

la porte de l'ambassade. C'est un camion chinois d'un modèle encore jamais vu à Phnom Penh ; en parfait état, bien qu'il porte les stigmates des longs convois de nuits sous les feuillages, à l'abri des repérages. Puis un deuxième arrive, et successivement, vingt-trois autres, la moitié américains, la moitié chinois. Ils se serrent les uns derrière les autres, effectuant des manœuvres complexes entre les bâtiments. Les conducteurs semblent bien connaître leur affaire (nous apprendrons par la suite qu'ils sont tous chauffeurs de profession). Sans s'attarder, ils quittent l'ambassade ; ils seront de retour à l'heure prévue.

3 heures. Rassemblement. Chaque liste, constituée par les responsables français, reçoit son camion dans l'ordre. Certains ont été pourvus de fauteuils capitonnés, de canapés hétéroclites. Les autres, sont équipés de traditionnels bancs de bois, le long de la ridelle ; malles, valises et paniers encombrent le centre. Au moment de sortir, on répond à l'appel des noms : le vice-consul, le proviseur du lycée Descartes contrôlent les partants. Une ou deux personnes, non prévus dans le premier convoi, et qui tentaient de s'y joindre, doivent descendre.

6 heures et demie. Précédée par une jeep, — notre poste de commandement —, la longue file des camions s'ébranle, presque aussi imposante que les deux ou trois cents combattants qui, au même moment, remontent l'un derrière l'autre le boulevard Monivong, venus du nord, sans doute. Certains nous saluent au passage. Sortis des villas luxueuses qu'ils occupent en face de Calmette, de petits groupes en noir balaient le trottoir, tandis que les médecins khmers nous font signe de la main, à la porte de l'hôpital.

Place de la Gare, se tient un meeting d'autres combattants, assis à même le sol. Chose inédite à Phnom

Penh, de même que le drapeau rouge déployé sur la tour de contrôle, à Pochentong. Seules quelques carcasses de bombardiers et d'avions civils rappellent le temps passé.

20 km encore à l'extérieur de Phnom Penh, et nous voici en pleines rizières abandonnées, tachées de larges plaques noires et de thnauts [1] calcinés. Le convoi vient de quitter la route n° 4, pour s'engager au carrefour de Thnal Totung sur la voie royale qui mène à Oudong, l'ancienne capitale. Déjà nous pénétrons dans les maquis du F.U.N.K., les plus exposés puisqu'en bordure de la route.

Ni maison, ni bunker, pas même d'abri, mais, ici et là sous les maigres bouquets d'arbres, des trous individuels creusés dans la terre, tout juste suffisants pour dissimuler quatre ou cinq combattants aux yeux des avions-mouchards et des bombardiers. Traces encore chaudes de la guérilla.

Le long de la piste, des groupes de Phnompenhois, que l'on reconnaît à leur chargement d'effets personnels et de provisions, se sont arrêtés pour le repas. Ils considèrent notre convoi bigarré avec une franche curiosité :

« Où allez-vous comme ça ?

— A Battambang, pour rejoindre la frontière.

— Et après, vous rentrez en France ?

— Oui. Et vous, vous êtes partis depuis longtemps ?

— Dix jours déjà.

— Où allez-vous exactement ? »

Un jeune homme prend la parole :

« Moi, je retourne chez moi, près de Pursat, que j'ai quitté il y a cinq ans.

— Qu'est-ce que tu faisais à Phnom Penh ?

— Je suis instituteur.

1. Palmiers à sucre.

— Tu es content de retourner à Pursat ?

— Bien sûr, je vais retrouver ma famille qui a été dispersée. Il y a longtemps que je voulais retourner là-bas. »

Nous traversons Oudong, dont il ne reste plus grand-chose. Seuls sont demeurés debout les stupas [1] des tombeaux royaux sur la colline.

A quelques kilomètres de la ville désolée commence un important réseau de pistes, larges et rectilignes, qui ne figurent pas toujours sur les cartes d'état-major américaines [2]. On a peine à croire que certaines n'existaient pas avant la guerre, mais c'est pourtant vrai. D'ailleurs, comme nous pourrons le voir à maintes reprises, des groupes y travaillent encore, réparant ici un pont endommagé, construisant là une autre digue, prolongeant ailleurs la piste dans une direction nouvelle, aménageant plus loin un détour provisoire qui permettra la reconstruction d'une passerelle jugée insuffisante.

Parmi les groupes, où rien ne permet de distinguer les simples villageois des combattants qui participent ensemble à ces travaux, beaucoup de femmes nous interpellent joyeusement ; leur attitude sans complexe nous fait penser, par opposition, à celle plus réservée des jeunes Phnompenhois à qui l'éducation interdit presque la parole, ou encore au sérieux des « neari padivoat », les jeunes filles révolutionnaires entrées à Phnom Penh le 17 avril.

Nous interrogeons une jeune paysanne :

« Quel âge as-tu ?

— Cent ans, répond-elle, espiègle.

— Comment se fait-il que tu ne sois pas encore morte ?

1. Sortes de flèches d'une trentaine de mètres.
2. Ces cartes ont été établies à partir de photos aériennes prises par les Américains dès les années 1950.

— J'attendais la victoire des forces de libération. »

Nous nous sommes arrêtés à Smaeth pour y prendre un délicieux repas de riz et de viande. Pendant sa préparation, nous visitons le village, apparemment réduit à deux ou trois grandes maisons que l'on pourrait croire abandonnées. C'est là pourtant que nous avons rencontré la jeune fille centenaire et ses parents. A notre arrivée, elle a fait remarquer : « Quand on entre dans la maison, on ôte son chapeau, par politesse. »

Jean-Pierre a donc retiré sa casquette. Longuement nous parlons du village :

« Combien êtes-vous d'habitants ?

— Une centaine de familles. »

Etonnement de notre part. Elle explique :

« Vous ne voyez pas les maisons, parce qu'il n'en reste que deux au bord de la route. Toutes les autres ont été détruites par les bombes et reconstruites sous les arbres. Elles sont moins grandes et moins confortables qu'avant, mais vu d'avion, il est impossible de les trouver.

— Vous avez été bombardés souvent ?

— Mais bien sûr ! depuis que le village a été libéré en 1971, les avions sont venus régulièrement. Regarde le trou devant la maison, ça vient d'un F. 105. Si tu te promènes dans le village tu en trouveras d'autres. Et plus loin, vers la forêt, plein de trous que l'on doit aux B. 52. Ici c'était la « Région militaire spéciale » et on a été gâtés.

— Il y a eu sûrement beaucoup de victimes parmi les habitants...

— Peu de personnes, mais beaucoup de bétail.

— Comment cela ?

— Parce que les gens se cachaient. »

Elle nous explique comment on repère l'avion-mouchard, la fusée qu'il lance au sol pour marquer la cible ; il reste ensuite deux minutes pour courir se mettre à

l'abri avant que les avions n'arrivent (pratique dont on nous avait déjà parlé).

Mais voilà qu'arrive un jeune homme armé, sans doute un milicien, venu rendre une visite amicale. Il s'asseoit avec nous.

« Et à lui, tu ne dis pas d'enlever sa casquette ? demande Jean-Pierre en guise de revanche.

— Mais si. »

Et à son tour le combattant se découvre.

Nous continuons :

« C'est possible de cultiver le riz pendant la guerre ?

— Oui, on a fait deux récoltes. Mais la terre est très pauvre et mal arrosée. La guerre a retardé un peu la construction des canaux et de la digue, mais ils seront bientôt terminés. On a décidé de faire trois récoltes cette année.

— Vous y arriverez, tu en es certaine ?

— Bien sûr, tu vois, les autres coopératives qui ne sont pas comme nous dans la région militaire spéciale l'ont déjà fait.

— Tu as dit une « coopérative » ?

— Oui, beaucoup de villages sont devenus des coopératives [1] pendant la guerre, et nous aussi on essaye de produire tout ce dont on a besoin. Mais maintenant que la guerre est finie, on pourra circuler entre les provinces, et le ravitaillement sera plus facile.

— Vous allez quand même continuer à produire tout ce que vous consommez ?

— Oui c'est encore important, mais bientôt on pourra échanger des marchandises. »

Inutile de nous prévenir que le repas est prêt : déjà se presse une foule compacte et batailleuse autour de celui qui procède à la distribution. Cela tourne bientôt

1. On en compte 30 000 en avril 1975.

à la bagarre. Les piles d'assiettes qu'on vient d'apporter sont renversées et piétinées.

Les villageois observent la scène, de loin. Elle ne semble pas les surprendre outre mesure. Ils laissent même les étrangers piller toutes les noix de coco du village. Nous quitterons Smaeth avec le sentiment de n'avoir pas fait honneur à son hospitalité, et d'avoir donné de nous-même une image bien peu flatteuse.

Quelques kilomètres plus loin, le ciel s'est tout à coup obscurci, annonciateur de la mousson. Les camions s'arrêtent aux premières gouttes, en plein milieu de la piste. C'est le déluge.

Avisant une paillote isolée sur le côté de la route, nous courons nous y abriter avec d'autres « compagnons » de voyage. C'est une de ces maisons camouflées sous un bouquet d'arbres, sans autre confort que celui d'être invisible pour les avions et d'avoir survécu aux bombardements.

Une vieille dame l'habite avec quelques enfants : « Je n'ai jamais eu tant de monde à la maison », remarque-t-elle en riant.

Près de nous, une femme de planteur rétorque : « Elle n'a qu'à sortir, si ça la dérange ! »

Un autre ajoute aussitôt : « Regardez comment ils vivent là-dedans. C'est beau les zones soi-disant « libérées » : l'âge de pierre ! »

Nos compatriotes n'en finiront pas de nous étonner...

Amleang. Nous roulons depuis plusieurs heures à la lumière des phares, sans aucune idée de l'endroit où nous nous trouvons sur la carte. Peut-être au nord-ouest d'Oudong ? Nos vêtements sont déjà secs lorsque les camions ralentissent sous un énorme bouquet d'arbres qui camoufle un nouveau village. Au hasard des torches, on aperçoit un visage, une paire de sandales, un AK 47. Nous pouvons nous installer où bon nous semble. Déjà

certains sont montés chez les habitants. Les autres se précipitent sous la pagode. Les nattes ont tôt fait de recouvrir la terre battue, mosaïque de corps fatigués qui n'attendront pas qu'on serve le repas pour sombrer dans le sommeil, sous l'œil doré d'un Bouddha qui semble jouir ici de toutes les faveurs traditionnelles ; les bouquets de fleurs un peu partout en témoignent.

Un autre bâtiment s'illumine : c'est l'école, aujourd'hui transformée en une magnifique salle de conférence.

Nous nous installons dans une grande maison de bois, bientôt rejoints par quelques-uns de nos accompagnateurs qui, dans l'obscurité, tendent leurs hamacs entre les piliers.

1er mai. Le signal est donné de reprendre nos places dans les camions. Il est trois heures, mais nous ne démarrerons pas avant l'aube. Il y a sans doute un véhicule à réparer, ou des discussions sur le chemin à prendre. Cela nous laisse le temps d'admirer Amleang à la lumière du jour, découvrant ce qui fut un lieu de rendez-vous dans les maquis et que les bombardements n'ont pu atteindre : camouflée sous les cocotiers, la grande place est entourée de maisons construites en bois selon la plus pure tradition architecturale cambodgienne. Devant chacune d'elle, un buisson dissimule la jarre où l'on puise l'eau pour se doucher. Le convoi reprend la piste empruntée la veille mais en sens inverse. De nuit, nous aurions pu la prendre pour une route désertique, mais il n'en est rien : de chaque côté, des paillotes s'éveillent. Les paysans, les gamins dont les vêtements contrastent avec les haillons kaki auxquels nous étions habitués à Phnom Penh, interrompent leurs activités pour nous saluer. Nombreuses sont les charrettes qui doivent descendre dans la rizière pour faire place au convoi. Nous remontons plusieurs colonnes de travailleurs qui se rendent aux champs accompagnés des

airs révolutionnaires ou des informations que diffuse un transistor porté en bandoulière.

Derrière les palmes des thnots, le soleil se lève sur les rizières inondées.

En était-il ainsi chaque matin de la vie quotidienne en zone libérée avant que ne cessent les combats ? On peut l'imaginer.

8 heures. Nous entrons dans une forêt claire. De grands trous dans la piste se sont transformés en piscines dont la remontée s'avère délicate. Pour les conducteurs, c'est l'occasion de prouver leur habileté et la puissance de leurs machines, tant chinoises qu'américaines ; pour nous, à l'arrière c'est une partie de plaisir. Nous traversons des régions de pleine végétation ainsi que des terres récemment défrichées qu'une barrière délimite. Au milieu d'un marais s'étend à perte de vue une nouvelle digue en construction ; parmi ceux qui y travaillent, des bonzes en tenue safran sont là pour « montrer l'exemple... »

10 heures. Arrêt prolongé à Krang Lovie pour le déjeuner. On se baigne, on passe d'une maison à l'autre pour saluer les habitants. Certains viennent de s'installer, venus de Kompong Chhnang. Ils parlent déjà de repiquage.

La cloche qui sert sans doute à rassembler les équipes de travail est faite, tout comme les bacs à fleurs, d'un container de bombes à billes... objet devenu familier.

L'un de nos compagnons de voyage attire notre attention sur d'étranges caisses rectangulaires dont suinte un liquide indéfinissable.

« Ça ne serait pas des cercueils ?

— Il n'y a qu'à aller voir... »

Le couvercle relevé découvre un épais sirop doré : du sucre de palme (au moment de partir une femme

en offrira 2 kg à Jean-Pierre, c'est un véritable délice). Et nous qui allions prendre une fabrique de sucre pour la maison d'un croque-mort qui aurait fait collection de cadavres !... Idée d'autant plus saugrenue que les morts sont traditionnellement incinérés au Cambodge.

Plus loin, par contre, près de la gare de Krang Lovie nous verrons un cimetière de 900 tombes de combattants tués vers 1971, méticuleusement entretenues : elles étaient abritées par un toit dont il ne reste que les montants, à la suite d'un bombardement récent. En face, s'étendent les carcasses calcinées d'un train qui n'a plus quitté la gare depuis 1970. Plus rien ne pousse, pas même des bambous.

★

Un Khmer remonte à pied le convoi arrêté.

« Où vas-tu ? lui demandons-nous.

— A Phnom Penh.

— Quoi faire ?

— Chercher ma femme et les enfants.

— Mais il n'y a plus personne d'autre que les combattants là-bas...

— Ah bon ? mais je dois retrouver ma famille !

— Il y a longtemps que tu marches ?

— Dix jours, j'étais à Pursat depuis le 12 avril.

— Qu'y faisais-tu ?

— Des marchandises à vendre, et puis les événements sont arrivés ; maintenant je dois rejoindre ma famille.

— Bien sûr, mais pas à Phnom Penh !

— En ce cas, elle est peut-être chez mes parents, à Kompong Cham ?...

— Tu peux circuler facilement ?

— Mais oui, personne ne m'en empêche, seulement on me demande souvent où je vais.

— Alors, bonne route ! »

Kompong Chhnang. Tard dans la soirée. L'armée de libération a remplacé l'ancien gouverneur, les militaires et les prostituées installés autrefois dans la salahket. C'est là que nous passerons la nuit, soit dans des lits, soit par terre, heureux de se trouver au sec après la pluie diluvienne que nous venons une seconde fois de traverser.

Kompong Chhnang est un centre artisanal de poterie où l'on fabrique essentiellement des marmites en tous genres (marmite se dit « Chhnang »).

Huit mois plus tôt, un ami français visitant le chef-lieu de province y avait fait une rencontre significative : l'officier de l'armée de Lon Nol qui l'accompagnait, lui montra de loin un Occidental qui semblait ici chez lui :

« C'est M. T... un Américain, arrivé il y a quelques mois.

— Que fait-il ici ?

— Il travaille pour la C.I.A. Venez je vais vous le présenter... »

Mais, à la surprise de l'officier khmer et de notre ami, l'Américain s'était éclipsé sitôt qu'il avait aperçu ce dernier.

2 mai. Des abords de la ville dont le convoi s'éloigne, nous garderons l'image verdoyante des jardins de cocotiers longeant la route et des rizières lumineuses à l'époque des jeunes pousses. Image d'abondance aussi : les nombreuses décortiqueries de riz dont l'entrée est encombrée de sacs ventrus, font entendre le bruit de leurs machines. Aujourd'hui ce sont les maquisards qui, en l'absence des habitants, en surveillent le fonctionnement.

Les camions s'arrêtent à plusieurs reprises, nous permettant ainsi d'aller visiter les jardins abandonnés et de rapporter mangues et noix de cocos.

A dix kilomètres de là, le paysage change totalement.

Nous sommes toujours sur la route n° 5 qui, de Kompong Chhnang à Pursat, fut longtemps plus ou moins contrôlée par les militaires de Phnom Penh.

Leur présence se limitait en fait à la route, mais l'on ne peut manquer d'en remarquer les vestiges aujourd'hui déserts : fortins, camps retranchés, barbelés et terrains minés. Après l'intermède réconfortant des zones libérées, cette vision de désolation nous remet tout à coup en mémoire, avec une acuité nouvelle, la laideur des environs de Phnom Penh.

Se retrouver sans transition en plein désert militaire nous rappelle aussi toute la réalité de ces camps exposés où vivaient des soldats non préparés ; le plus souvent ils étaient accompagnés de leurs femmes, réduites à faire la cuisine au pied d'une haie d'obus pour se protéger du vent, et de leurs gosses qu'on voyait traîner en haillons, mal nourris, misérables, près des pièces d'artillerie qui faisaient voler les tympans.

Janvier 1975. Le jeune militaire qui vient de monter (il fait du stop pour traverser Phnom Penh car il n'a pas de quoi payer les 30 riels du taxi-bus) rentre chez lui à Tuol Kork, pour deux jours, après trois mois d'absence. Il ne « travaille » pourtant qu'à 20 km de Phnom Penh. D'habitude, les militaires ont droit à une permission tous les mois ou tous les deux mois, mais en ce moment les combats sont rudes, et les troupes en nombre insuffisant. Il y a eu un accrochage cette nuit : sa position a reçu onze obus, et ses deux copains sont morts.

« Tu es marié ?

— Pas encore.

— Si tu te maries, tu emmèneras ta femme avec toi ?

— Pas où je suis, en ce moment c'est trop dangereux. Mais ceux qui ont une femme et des enfants à Phnom

Penh c'est encore plus difficile pour nourrir la famille que lorsqu'ils vivent tous ensemble dans le camp.

— Combien gagnes-tu ?

— 20 000 riels à peu près.

— Tu es nourri dans les camps ? »

Il rit : il n'y a pas d'intendance dans l'armée de Lon Nol.

Novembre 1970. Dépêche de l'*Associated Press* :

« Argent de poche...

Taing Kauk. La grande offensive cambodgienne que l'on attend depuis plus d'une semaine, a encore été retardée vendredi par un facteur inattendu : les soldats n'ont pas été payés. « Ce n'est pas que les soldats refusent de se battre s'ils ne sont pas payés, mais nous estimons que les hommes doivent avoir un peu d'argent de poche avant d'attaquer » a dit un officier au quartier général de Taing Kauk, à 90 kilomètres au nord de Phnom Penh. Le lieutenant-colonel Littaye Suon Aime, qui commande l'une des brigades en position d'attaque sur la route n° 6, déclare pour sa part, que « ses hommes, payés ou non, sont impatients d'aller au combat ». Les soldats cambodgiens ne reçoivent pas de rations. Ils sont bien payés selon les normes asiatiques, et doivent se procurer eux-mêmes leur nourriture. Leur femme et leurs enfants partagent leur bivouac. Plusieurs officiers supérieurs ont été envoyés à Phnom Penh pour ramener des fonds : ils devaient être de retour ce samedi ou dimanche... » (*Le Monde,* 1-2 novembre 1970).

★

Sur les affiches racoleuses de la République, l'avenir promis aux jeunes soldats s'annonçait pourtant radieux. Auprès de la liste des avantages financiers qui s'allon-

geait sur toute une page (de la solde aux pensions versées à la famille en cas de mort sur le front, en passant par la prime allouée pour chaque accouchement de la femme), s'étalaient différents appels au devoir (telle l'affiche où le vieillard envoie son petit-fils défendre les valeurs morales de la société traditionnelle) et voisinaient paradoxalement avec l'image mille fois reproduite d'une beauté provocante entre un civil et un militaire, déclarant au premier : « Je coucherai avec toi lorsque tu porteras le même uniforme [1]. »

Les conseils prodigués par Lon Nol furent de la même veine : « En outre, il est recommandé à tous nos compatriotes de s'engager nombreux dans l'armée... Et une fois dans l'armée, nos compatriotes ont intérêt à apprendre les sciences occultes pratiquées par nos ancêtres, et qui pourront elles aussi, nous permettre d'échapper au feu de l'ennemi et d'avoir d'emblée raison de celui-ci.» (22 mai 1970)

Bien payés, choyés, admirés et rendus invincibles par quelques amulettes ou foulard magique... C'était là peut être le sort des supérieurs hiérarchiques qui bâtissaient des fortunes tout en fuyant les combats. Mais les simples soldats et même des sous-officiers, ne purent confondre longtemps les discours et la réalité, faite de soldes irrégulières, de mauvais traitements, de complet dénuement en cas de blessure, de défaite. Et cela pour quoi ? Beaucoup l'ignoraient ; ils s'étaient engagés pour repousser une « invasion Nord-Vietnamienne-Vietcong » et voilà qu'ils ne trouvaient en face d'eux que des Khmers, « des frères de l'autre côté ». Ils s'étaient engagés à 14 ou 15 ans dans une armée victorieuse. Et

1. Toutes ces affiches, signées d'un nom khmer, ressemblent d'une manière frappante à celles qui fleurissaient au même moment au Laos et au Vietnam signées respectivement d'un nom lao et vietnamien. Il s'agit en fait du même dessinateur, du même papier, de la même imprimerie.

voilà qu'à presque 20 ans ils se retrouvaient à la recherche d'un ennemi insaisissable, dans l'attente de combats improbables.

Du côté de leurs chefs, tout avait une odeur de corruption.

« Il y a longtemps que je ne tire plus qu'en l'air ! » nous confiait un militaire découragé.

Oudong, mars 1974. Pour que le matériel laissé sur place lors de la prise d'Oudong par les maquisards ne tombe pas aux mains de « l'ennemi », l'aviation a bombardé consciencieusement canons, chars et munitions, tuant en même temps une centaine de ses hommes blessés restés sur place.

★

Le 2 mai à 11 heures, nous atteignons Pursat, destination du premier convoi. De nouveaux véhicules nous attendent : des cars pour les voyageurs, des camions bâchés pour les bagages. De nouveaux chauffeurs aussi, venus de Battambang.

« Ça fait deux jours que nous sommes là. On avait préparé un camion de porc et de poulet avec des légumes et des fruits. Mais maintenant, tout est gâché ! » nous disent-ils avec une pointe de regret.

Ce sont là leurs premières paroles. Avant même que nous prenions nos bagages pour les changer de véhicules, ils ont déjà sauté dans les camions et font passer malles et valises d'un convoi à l'autre. De même, avant que nous saisissions une machette pour ouvrir une noix de coco, l'un d'eux se précipite pour le faire à notre place.

Nous sommes stupéfaits. Quelles sortes d'hommes sont-ils donc pour nous témoigner autant d'égards, pour nous avoir attendu comme une délégation importante, alors

qu'au contraire nous sommes renvoyés dans notre pays ?

Se méprendraient-ils sur notre compte ?

Oublieraient-ils leurs chants révolutionnaires qui fustigent aussi bien l'ancien colonialisme (français) que le nouveau (américain) ?

Ont-ils oublié les œuvres d'art pillées, le caoutchouc usurpé, les pierres précieuses passées en fraude ?

La guerre d'Indochine s'est-elle effacée de leur mémoire, avec son cortège d'asservissement et de répression ?

Certainement pas !

Ces hommes nous accueillent simplement comme on accueille le visiteur dans les campagnes cambodgiennes. Entre les chants anticolonialistes de la radio et leurs rapports concrets avec les résidents étrangers dont ils ont la charge, il y a leur dignité d'hôtes, leur hospitalité légendaire qui exclut toute « haine de l'étranger ». D'autant plus chaleureuse qu'elle contraste avec la réserve des maquisards occupés à leur « travail » dans la capitale, dont, avec le recul, nous comprenons mieux la difficile réalité.

Les maquisards de ces provinces — Pursat ou Battambang — n'ont pas connu les combats épuisants, meurtriers de la Région militaire spéciale. La forme des luttes était ici bien différente : à deux pas des chefs-lieux encore tenus par Lon Nol, on pouvait suivre une école d'éducation politique. Manger à sa faim ne posait jamais de problème : on se trouvait dans le « grenier » du Cambodge, presqu'entièrement épargné par les bombes, bien loin des trous individuels où il fallait tenir plusieurs jours avec un unique boudin de riz.

Chacun avait lutté à la place qui lui revenait, mais, tandis que les uns avaient gardé toute leur disponibilité pour fêter comme il se devait la victoire, les autres sont entrés à Phnom Penh épuisés, marqués par le souvenir douloureux de leurs camarades disparus les jours pré-

cédents, et confrontés à de lourdes tâches dans la capitale. Du moins est-ce ainsi que nous comprenions les différences existant entre eux.

Une femme de planteur, qui a retrouvé toute son assurance à l'approche de la frontière, surveille pointilleusement le transport de ses valises : on l'entend crier des ordres aux maquisards qu'elle ne parvient pas à traiter autrement que comme elle traitait autrefois ses coolies. Mais le révolutionnaire à qui s'adressent les remontrances, en français bien sûr, feint de n'y rien comprendre.

Dans les villas de Pursat, tout est demeuré en place ; on trouve parfois un portrait de Sihanouk, remis en évidence le jour de la libération : témoignage d'un attachement profond ou simple geste de circonstance ? Mais les habitants n'y sont plus.

A 5 heures le convoi démarre. La route, déjà mauvaise avant Pursat, devient épouvantable. Nous regretterons vite les pistes entretenues des zones libérées, ainsi que les G.M.C. et les camions chinois, autrement mieux adaptés aux chaos que nos cars dont la suspension laisse à désirer. Nous roulerons jusqu'au lendemain matin, sauf quelques arrêts pour une réparation ou un repas. A Battambang, les décortiqueries fonctionnent aussi la nuit.

3 mai à 7 heures. Deux camionnettes remontent le convoi, l'une remplie d'oranges, l'autre de noix de coco décortiquées. Pour boire le lait, il n'y a qu'à soulever le couvercle pratiqué dans la coque. Abondante distribution. Jusque dans les moindres détails, l'attention de nos hôtes n'aura pas faibli.

Les rizières traversées ici se font plus grandes : on reconnaît parmi les rares concentrations de terres du Cambodge la propriété d'In Tam [1] qui vient de fuir en

1. L'un des sept condamnés par le G.R.U.N.K.

Thaïlande. Ici et là des paysans poussent leur charrue, mais plusieurs tracteurs préparent aussi la terre.

10 heures à Poïpet. Cette ville frontière longe une route où s'échelonnent les boutiques de souvenirs artisanaux. Bien que restées intactes, leurs portes demeurent fermées, sauf quelques-unes. Seule la pharmacie a vu ses rayons vidés. Des dizaines de mobylettes s'alignent dans les ridelles de quelques camions.

A 300 mètres de la Thaïlande flotte le drapeau rouge. Nous allons sortir du Cambodge sans aucun contrôle, ni d'identité, ni sur le contenu de nos valises, ni même, comme certains en avaient agité la menace, sur les films et pellicules rapportés. Par contre, à peine débarqués en Thaïlande, les militaires et douaniers s'empareront de nos bagages pour les fouiller minutieusement. Puis, tout au long de la route pour Bangkok, nous serons arrêtés par des barrages de police. C'est la fin du voyage et le retour dans le « monde libre » !

Chacun rassemble fébrilement ses affaires. Il faut en arrêter qui déjà pensent à l'avenir et se sont précipités dans les boutiques dont ils ressortent, chargés non seulement de paniers tressés pris aux étalages, mais aussi de machines à calculer, de piles électriques, etc.

Le chef du convoi, ancien instituteur, membre de l'A.M.C.E.K. [1], nous glisse à l'oreille : « Ces Français qui sont là, ils ne pensent qu'à leurs valises et à leurs paniers... »

Au moment de partir, un correspondant de l'A.F.P. s'approche de lui et le remercie chaleureusement :

« Nous sommes très contents de ce voyage.

— Je vous en prie : nous nous sommes engagés à

1. Amicale d'enseignants khmers.

vous ramener à la frontière par nos propres moyens et nous l'avons fait. »

Lorsque le journaliste s'éloignera, le responsable nous demandera : « Mais pourquoi avez-vous donc décidé de faire l'« embargo sur les informations » ? Il faut, au contraire, raconter tout ce que vous avez vu depuis le jour de la victoire ! Dites la vérité. »

La dernière image que nous garderons des « petits hommes noirs » dont la « dureté » a défrayé la chronique française tout un temps, est celle des maquisards portant nos bagages jusqu'au milieu du pont qui marque la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge.

Tel fut le « dramatique exode des séquestrés de Phnom Penh [1] ».

1. *L'Aurore*, 9 mai 1975.

CHAPITRE IV

PERSPECTIVES

« Le rideau de bambou est encore plus hermétique que le rideau de fer [1] », mais on sait tout de même qu'« une chappe de barbarie xénophobe s'abat sur le royaume khmer [2] » : voilà « des hordes de paysans qui pénètrent dans la ville [3] », décidés à « prendre leur revanche sur les choses comme sur les hommes [4] ». « Tous les officiers de Lon Nol jusqu'au grade de sous-lieutenant doivent être tués, ainsi que leurs épouses [5]. »

« Ce que font les Khmers rouges (qui mêlent la barbarie asiatique au fanatisme révolutionnaire [6], est un génocide pur et simple [7] » : « C'est plus qu'une révolution, c'est une éradication totale et absolue comme seuls les grands cataclysmes préhistoriques ont pu en faire subir à la planète [8]. »

---

1. *L'Aurore*, 28 avril 1975.
2. *Le Journal du Dimanche*, 11 mai 1975.
3. *Paris-Match*, 10 mai 1975.
4. *France-Soir*, 10 mai 1975.
5. *Newsweek*, 4 mai 1975 (rapporté par *Le Point*).
6. *Minute*, mai 1975.
7. *Le Figaro*, 12 mai 1975.
8. *France-Soir*, 10 mai 1975.

« Cambodge lunaire [1] »... « Seuls rôdent dans la ville déserte, les soldats glissant silencieusement sur leurs sandales de caoutchouc [2] », « fourmis rouges [3] » qui ne reconnaissent même plus « les droits humains élémentaires » et réserveront aux Français « le sort odieux » que l'on connaît [4]

« Ah ! nous sommes bien mal récompensés de notre hâte à reconnaître le G.R.U.N.K... [5]. »

C'est là un premier type de discours que nous offrait la presse française après la libération de Phnom Penh. Discours qui prouve par la seule vertu terrorisante des mots, et naît au point de rencontre des vieilles idées sur le « péril jaune » remis à neuf, avec celles du péril communiste.

La hargne de nos journalistes était à la mesure de l'importance de la victoire cambodgienne.

Trois semaines seulement après le 17 avril, *France-Soir* se plaisait à écrire : « Cambodge 1975, ou plutôt Cambodge année zéro. »

Année zéro, oui, pour les nostalgiques du colonialisme, qui ont senti pour la deuxième fois la giffle de Dien Bien Phu dans la défaite américaine en Asie — d'autant plus déshonorante qu'elle constitue un terrible précédent historique, l'exemple le plus dangereux, à n'en pas douter, pour le monde impérialiste : un petit pays sous-développé a réussi, avec ses sept millions d'habitants (que l'idée reçue du colonialisme présente infailliblement comme « gentils, mais paresseux »), à faire plier définitivement la plus grande puissance mondiale et sa formidable machine de guerre. En l'espace de cinq ans !

1. *Ibidem.*
2. *L'Aurore,* 9 mai 1975.
3. *Le Nouveau Journal,* 10 mai 1975.
4. *Le Monde,* 2 mai 1975.
5. *L'Aurore,* 29 avril 1975.

Plus qu'à l'aide matérielle qu'il reçut de l'extérieur, le Cambodge doit sa victoire à l'étroite coordination, bien sûr, de sa propre lutte avec celles du Vietnam et du Laos, et surtout à l'unanimité populaire dans la détermination à lutter, sur laquelle repose la profonde cohésion du Front uni national du Kampuchea (F.U.N.K.) ; dans ce Front très large se trouvent représentées sans exception toutes les couches de la population.

Le temps où les Cambodgiens, dans leur grande majorité, n'avaient d'autre horizon que le village, la pagode et la rizière, d'autres problèmes que celui de préserver leur récolte contre l'avidité des commerçants ou de l'administration, ce temps est encore très proche. Mais aujourd'hui, l'expérience de chacun déborde très largement les limites du village, et le concept de nation est devenu une réalité quotidienne pour tous.

Préparé par les luttes pour l'indépendance, éduqué à l'école des B. 52, le peuple khmer est un peuple qui va très vite. Non par une sorte de volontarisme qui brûlerait délibérément les étapes, mais de par son identité propre, ses conditions historiques particulières.

Il présente en effet des structures socio-économiques caractéristiques dont les traits les plus importants doivent être mis en évidence, sous peine de méconnaître l'originalité de la lutte cambodgienne par rapport à celle de ses voisins dans la « guerre d'Indochine », et de tomber dans l'erreur si souvent commise qui consiste à aborder la question du Cambodge sur la base des réalités vietnamiennes généralement mieux connues.

Au Cambodge, pays essentiellement agricole, neuf habitants sur dix sont des paysans. Mais, alors que le problème du partage des terres et les différents rapports de force entre paysans pauvres et féodaux jalonnent toute l'histoire du Vietnam, la question de la propriété foncière fut toujours réglée au Cambodge par l'abon-

dance des terres, plus ou moins fertiles, et par le principe selon lequel on n'a jamais pu disputer à personne la parcelle qu'il cultive réellement, puisque, en droit, toutes les terres appartiennent au roi.

Ainsi les grandes propriétés sont presque totalement inexistantes au Cambodge. A l'époque coloniale toutefois, des Français se taillèrent quelques domaines étendus, où des Khmers les remplacèrent après l'indépendance ; mais la couche de féodaux nationaux qui naissait ainsi, très tardivement d'ailleurs, n'allait jamais connaître qu'une existence restreinte, tant en nombre qu'en activité économique.

De même, la bourgeoisie nationale précapitaliste restera toujours d'une extrême faiblesse. Elle se réduit avant la guerre à quelques petits patrons d'entreprises, ou à des sociétés d'import-export, qui ont tendance, le plus souvent, à abandonner à l'Etat ou aux investissements étrangers un secteur industriel très peu développé.

Quant à la bourgeoisie compradore [1], d'origine chinoise ou sino-khmère, la plus développée, elle se condamnait elle aussi à une vocation exclusivement commerciale, puisqu'elle plaçait à l'étranger les capitaux réalisés en territoire khmer.

Ainsi, en dehors des masses paysannes et des salariés (quelque 300 000 personnes), les féodaux, la petite et moyenne bourgeoisie khmère, les commerçants plus ou moins riches ne représentaient, avec les fonctionnaires, intellectuels et membres de la cour, qu'une très faible proportion de la population au Cambodge : soit 5 %, parmi lesquels se recrutaient les hommes du pouvoir, qui se rangèrent massivement dès avant le coup d'Etat du 18 mars 1970 du côté de la droite pro-américaine.

Il n'existe donc au Cambodge, aucun élément, ni so-

1. Bourgeoisie compradore = bourgeoisie commerçante.

cial, ni économique, qui permette d'envisager l'existence d'une troisième force.

Dès lors, on ne s'étonnera pas devant le soutien quasi-unanime de la population khmère au Gouvernement royal d'Union nationale, dont il ne fait aucun doute qu'il constitue le seul gouvernement légal du pays. « Cinq ans de guerre américaine ont soudé le Cambodge traditionnel et populaire [1] » et ont ainsi créé les conditions d'une lutte menée sans négociation ni compromis, contre un noyau de personnages manœuvrés par Washington.

Aujourd'hui où cette poignée de dirigeants corrompus a disparu — et avec elle, c'est tout une catégorie sociale qui disparaît —, fort de l'expérience des zones libérées où, depuis plusieurs années déjà, fonctionne une organisation collective basée sur les traditions agricoles communautaires du pays, le F.U.N.K. parle d'instaurer dans tout le Cambodge une société *sans classes*, où il n'y aura ni riches ni pauvres, une société où il n'y aura ni exploiteurs ni exploités...

C'est plus que n'en peuvent supporter ceux que déjà dérangeait la victoire des Cambodgiens sur l'impérialisme américain.

Car il ne faut pas s'y tromper :

Lancer des cris d'alarme sur la « destruction de tout ce qui peut rappeler la société occidentale » ou, à l'inverse, sur les traditions nationales que les « Khmers rouges » seraient en train de briser ; décréter qu'ils « arrachent l'homme à tout son passé » pour mieux « le ramener à ras de terre », ou que « xénophobes » ils ont fermé à jamais le pays au monde extérieur ; bref, décider qu'on en est depuis le 17 avril 1975 au « Cambodge année zéro », ce n'est rien d'autre en somme que crier au scandale devant un peuple qui affirme ses capacités à réunir immédiatement les conditions favorables à l'af-

1. Cf. *Témoignage Chrétien*, mai 1975.

faiblissement des contradictions entre la société d'hier et celle de demain, favorables à la disparition des classes sociales.

Car c'est là, en fait, que le bât blesse fondamentalement, et non pas du côté des autodafés de machines à laver (objets qui jamais n'existèrent à Phnom Penh), ni de la civilisation khmère que beaucoup ne connaissaient que dans la mesure où ils en pillaient les œuvres d'art, ni même du bien-être des Cambodgiens qui importaient peu durant la guerre aux moralisateurs d'aujourd'hui.

Tout cela n'est que prétexte à jeter l'anathème sur la révolution cambodgienne, sans avoir à nommer le grief essentiel, comme pour l'exorciser.

Certaines exclamations toutefois sont d'une limpidité éloquente :

« Pourquoi cette remontée à l'envers de l'histoire ? Aucune révolution marxisante n'avait pu ou osé aller jusque là... » (*La Croix,* 11 mai).

« Ce qui nous apparaît comme la suppression d'une société est pour les Khmers rouges la création d'une société » (*La Croix,* 30 mai) [1].

Certains se retranchent derrière une prétendue opposition entre le « jusqu'au-boutisme pur et dur » du Cambodge et le « communisme orthodoxe » du Vietnam : analyse fallacieuse des deux révolutions. Car ce n'est un mystère pour personne d'une part que les pays d'Indochine ont coordonné leurs luttes contre le colonialisme : même ennemi, buts semblables à atteindre ; d'autre part que la pratique devait et doit encore s'appliquer à trois réalités radicalement différentes.

D'où le principe fondamental selon lequel la libération de chaque pays devait être l'œuvre de son propre peuple.

1. Il faut d'ailleurs rendre cette justice aux journalistes de *La Croix :* ils furent les seuls à parler d'une façon aussi claire.

Ceux qui opposent ainsi gratuitement le Cambodge au Vietnam, ne le font pas sans arrière-pensée : il faut, à toute fin, brouiller les cartes, et tenter de faire passer l'idée d'une division — qui se veut profonde — entre le G.R.P. et le F.U.N.K. ; et de là, glisser par assimilation à l'idée de divisions à l'intérieur même du F.U.N.K. et, pourquoi pas, du G.R.P.

C'est ainsi qu'aujourd'hui où l'écho des « massacres » s'est éteint avec les espoirs déçus de ceux qui criaient : « Mais attendez qu'ils parlent, et vous aurez les récits des sévices et des atrocités à verser au dossier de l'épuration [1] » le second type de discours qui a pris la relève est de loin le plus pernicieux : fondé sur les apparences, il ignore délibérément l'évolution historique et lance une succession de points d'interrogation qui grèvent aussi bien le présent que le devenir de la révolution cambodgienne.

Les apparences ? Le G.R.U.N.K. et le F.U.N.K. sont deux organisations distinctes : qui sait s'il n'existe pas entre elles une lutte acharnée pour le pouvoir ? Les positions respectives de l'U.R.S.S. et de la Chine sur le Cambodge, et le rôle qu'a joué cette dernière dans le soutien matériel au F.U.N.K., ajoutés aux « options pro-chinoises de Sihanouk », ne dessinent-ils pas un avenir tout tracé de dépendance du nouveau Cambodge par rapport à Pékin ? Le prince Sihanouk n'est pas rentré au Cambodge le 17 avril, ni les jours, ou les semaines suivantes : quelle méfiance cela cache-t-il du côté des « Khmers rouges » ? (il y eut même des voix pour prédire que le prince ne rentrerait jamais dans son pays !...). Comment une révolution peut-elle s'accommoder d'un personnage traditionnel, féodal, qui a, en son temps, fait la chasse aux révolutionnaires ?

La réalité est tout autre. Il faut se reporter en mars

1. *L'Aurore*, 8 mai 1975.

1970 : Sihanouk destitué, trahi par tous ses proches, par ses amis (notamment la France), se retrouve seul. Et c'est finalement le peuple qui, confirmant la légitimité de son chef d'Etat, parce que celui-ci n'a jamais trahi la cause de son pays, parce qu'il est toujours resté nationaliste, lui demande de jouer ce rôle de chef de l'Organisation du Front.

Dès lors, il était quelque peu plaisant de voir les observateurs mettre en doute le retour du prince au lendemain du 17 avril. Et plus encore après que les 311 délégués du Congrès spécial, réunis les 25-26-27 avril au Cambodge, aient confirmé le programme de mai 1970 qui définit la place de Norodom Sihanouk : il est Président du F.U.N.K. et chef de l'Etat. Ni moins, ni plus.

Si le contexte révolutionnaire est nouveau, le fait que le prince détienne son pouvoir du peuple n'est pas nouveau en soi : Wilfred Burchett écrivait déjà en 1957 :

« Il est clair que Sihanouk est parfaitement conscient de ne rien pouvoir faire sans le peuple, mais de tout pouvoir faire avec le peuple [1]. »

Ce peuple des paysans, des travailleurs, a tout donné, tout sacrifié pour se libérer ; il a payé le prix de la guerre et de la révolution ; il a forgé un pays nouveau, réalisé des progrès inouïs : les deux récoltes, parfois trois, retrouvées après des siècles, l'infirmerie dans chaque village... autant de bonds en avant, réalisés en pleine guerre, et qui forcent à s'incliner.

La victoire acquise, cette tâche gigantesque n'est pas terminée et les efforts n'ont pas pris fin le 17 avril. Bien au contraire. « L'affaire du Mayaguez » est là pour en témoigner, survenant quelques jours plus tard pour ajouter encore aux destructions de cinq années, celle

1. W. BURCHETT : *En remontant le Mékong* (*Mekong upstream*), Hanoï, 1957.

du port et de la raffinerie de Sihanoukville, et ajouter aux menaces celles de Kissinger qui, heureusement, vit repousser sa proposition de bombarder toutes les villes cambodgiennes à cette occasion [1].

Les difficultés, sans aucun doute, furent immenses et le demeurent.

Il fallut tout d'abord nettoyer dans les villes les rues jonchées d'armes, de munitions et d'inimaginables détritus ; les hôpitaux encombrés de cadavres, véritables foyers d'épidémies ; chasser les rats des hôtels, etc. Sortir du fleuve les barges coulées qui en obstruaient le cours [2], pour reprendre au plus vite la navigation. Reconstruire les fabriques, les usines endommagées soit par les combats, soit, surtout, par les sabotages de dernière heure, et rouvrir immédiatement leurs portes (pour une soixantaine d'entre elles, c'est-à-dire le plus grand nombre, c'est aujourd'hui chose faite, quatre mois seulement après la libération).

A la campagne, il fallait faire disparaître les camps militaires, déminer, remblayer les rizières trouées de bombes et, tâche la plus urgente, irriguer : construire pour ce faire toutes les digues, les barrages, les canaux nécessaires, en un temps record.

Dans le même temps, il fallait aussi rester vigilant à l'intérieur comme aux frontières : à l'ouest, 600 kilomètres communs avec la Thaïlande, où se sont réfugiés certains généraux de Lon Nol qui cherchaient à recréer des foyers de combat ; au sud, le golfe du Siam, sillonné de certains « bateaux de pêche » bourrés d'armes.

Il fallut régler le problème des étrangers demeurés à Phnom Penh ; tâche délicate et combien coûteuse... Le nouvel Etat, dont la plupart des membres partici-

1. Cf. l'interview de Kissinger à l'hebdomadaire anglais *Parade*, 23 juin 1975.
2. Plus de 300 bateaux ont été coulés sur 90 km.

paient à la reconstruction et à la bataille de la production, devait être mis en place.

Absorbé par ces tâches prioritaires, le Cambodge a décidé, dans un premier temps tout au moins, de les mener à bien sans l'aide de personne, en comptant sur ses propres forces ; c'est pourquoi il nous est apparu, à nous, observateurs étrangers qui jugeons d'abord un pays à la rapidité qu'il met à nouer des relations avec le monde extérieur, et pour qui tout silence est immédiatement suspect, comme déterminé à un repli sur soi intraitable, animé d'une « haine farouche » pour l'étranger (particulièrement pour l'« Occident »), et d'un désir impérieux de cacher à la face du monde le « désordre » qui aurait caractérisé sa révolution.

Nombreux sont ceux qui ont aussi donné dans la confusion entre la manière spécifiquement cambodgienne (au sens où elle constituait la réponse appropriée aux conditions du pays) de résoudre les problèmes urgents, tel le problème agricole, par une mobilisation générale dans les rizières, avec un « retour au passé » typique.

« Retour au passé » en un sens, si l'on pense aux deux et trois récoltes annuelles, qui nous renvoient directement à l'époque angkorienne — et ce n'est pas un hasard si le programme du F.U.N.K. de mai 1970 s'ouvre justement sur le rappel de la civilisation d'Angkor dans ce qu'elle a de plus positif. Et il n'y a aucun hiatus entre ce rappel fondamental et les décisions prises en avril 1975, qui développent le contenu du même programme : « transformer rapidement le Kampuchea pour le faire passer du stade agricole sous-développé au stade agricole développé, puis du stade agricole développé au stade industriel, pour devenir enfin un pays agricole et industriel moderne ».

On est loin du « retour au passé ». Un paysage déjà préfigure l'image de ce nouveau Cambodge qui, résolument tourné vers l'avenir, n'en délaisse pour autant

aucun des moyens traditionnels de production : les dizaines de barrages en béton que l'on élève aujourd'hui voisinent avec les belles norias, ces grandes roues de bois reconstruites par centaines sur les rivières des zones libérées, en plein cœur de la guerre.

CHAPITRE V

« L'EAU JAILLIT SELON LA VOLONTÉ DU PEUPLE »

> Nous, nous avons défendu le Cambodge contre l'invasion des Américains ; (...). On a pu bâtir Angkor, on peut en bâtir un nouveau. Mais ce nouvel Angkor, ce sont les digues, les canaux, les usines qui feront un Cambodge prospère et donc indépendant...
>
> SIHANOUK. 12 novembre 1975.

11 juillet 1975. La mission du G.R.U.N.K. en France publie une photo sans précédent : deux rizières séparées par une diguette, décor banal. Mais dans la première, une équipe de paysans coupent à la faucille les gerbes de riz mûr, tandis que des attelages de bœufs labourent la seconde.

N'importe quel Cambodgien aura beau interroger sa mémoire pour y retrouver une telle image : ni lui, ni son père, ni même son grand-père ne pourraient se vanter d'avoir vu les rizières donner deux fois dans une année. Il faut, pour faire naître un tel souvenir, remonter à presque mille ans en arrière, à Angkor.

Comme à l'époque angkorienne, trois mois après la fin d'une guerre dont le pays est sorti profondément dévasté, il n'y a déjà plus de morte-saison au Cambodge. Les résultats sont là : la récolte d'octobre 1975 s'annonce très abondante — deux tonnes à l'hectare au lieu de 1,3 tonne (chiffres d'avant 1970). L'an prochain, les exportations pourront commencer.

Cependant que, d'après les Américains, le nouveau pouvoir devait s'écrouler, écrasé par l'immense problème alimentaire qu'eux-mêmes connaissent bien pour n'avoir pu le résoudre, malgré les 30 à 40 000 tonnes de riz qu'ils faisaient parvenir chaque mois à Phnom Penh.

Comment en est-on arrivé là ?

Il faut bien constater que les choses furent menées magistralement : jamais depuis cinq ans le problème de la production ne fut séparé des problèmes de la lutte.

« Pour faire la guerre, il faut du riz et pour faire du riz, il faut de l'eau » répétait-on dans toute la zone libérée.

C'est pourquoi, dès son arrivée dans les campagnes, la population de Phnom Penh s'est employée non seulement à défricher des lopins de forêt, ou à labourer des rizières défoncées, mais encore, et massivement, à construire des barrages, à mettre en œuvre les mille façons de maîtriser l'eau, à la diriger là où le paysan veut la mener.

A la libération, le problème essentiel était de nourrir le peuple, « d'assurer son existence dans l'immédiat et pour l'année suivante ».

Rien ne pouvait être improvisé.

Rien n'a été improvisé. Les paysans des zones libérées avaient préparé, depuis longtemps déjà, l'accueil des populations urbaines (dans la mesure où la réussite matérielle et politique de la mobilisation générale dépen-

dait de cet accueil, il constituait pour les populations déjà libérées une tâche historique à accomplir).

Dès lors, la bataille de l'eau allait gagner une ampleur proportionnelle aux trois millions de personnes venues ou revenues s'installer sur la terre et qui découvraient à cette occasion combien la campagne avait changé.

Il ne faut pas chercher ailleurs d'explications aux deux récoltes qui, apparues en pleine guerre, se généralisent depuis quelques mois et permettent d'en espérer d'autres encore [1].

En 1976, la moitié des terres cultivables seront irriguées, et les années 77-78 verront la solution de tous les problèmes d'irrigation sur l'ensemble du territoire. « Nous nous sommes accordé trois ans pour la reconstruction », disent les dirigeants du pays. Après, il y aura des plans de développement. Et d'ici 15 ans, nous pensons nous donner un niveau de vie parmi les plus élevé d'Asie. »

L'exemplaire bataille du riz — bien du peuple le plus précieux, à tel point qu'il constitue l'étalon de la monnaie nouvelle — fonde s'il en était besoin le caractère profondément réaliste de ces prévisions [2].

Mais la période qui s'ouvre est plus importante peut-être, que celle d'Angkor : le peuple est maître du pays. Il a conquis non seulement l'indépendance nationale, mais encore sa propre libération.

---

1. Trois ou quatre récoltes en perspective, selon la terre et les cultures.

2. SIHANOUK à Paris (octobre 1975) : « Nous voulons choisir une voie que nous estimons bonne pour le tiers-monde ; à savoir réussir à sortir du sous-développement par nous-même, et ça, c'est possible. Pour l'industrialisation, par exemple : nous aurons des machines que nous achèterons nous-mêmes à la France, à l'Allemagne, etc. avec l'argent que nous aurons gagné en exportant notre riz en particulier ; car à l'heure actuelle, le riz c'est de l'or ; alors nous voulons faire beaucoup d'or, c'est-à-dire beaucoup de riz. »

Pour s'en faire une première idée, il n'est qu'à écouter les déclarations de Norodom Sihanouk lors de son dernier passage à Paris, le 10 octobre 1975. En effet, parce qu'il est mieux placé pour traduire les transformations advenues au Cambodge durant son absence, et plus empreint de la sensibilité occidentale que d'autres porte-parole du F.U.N.K. (eux passent rapidement sur les choses qui dans leur esprit ne font pas problème, et abordent de préférence les véritables questions politiques de leur pays), le Prince Sihanouk s'est montré le plus loquace au sujet de l'organisation de la société ou de la vie quotidienne :

« C'est la société à une classe et c'est très bien comme ça. Voyez-vous il n'y a plus de riches, mais pas de pauvres non plus. Il n'y a plus de propriété individuelle; seul l'Etat est propriétaire pourrait-on dire. Mais c'est un Etat sérieux non corrompu qui assure la justice sociale. » « Il n'y a pas de propriété privée. C'est un peu le système des communes populaires chinoises. Ça ne veut pas dire que les rizières, les maisons soient à personne. Prenez un village : il y a des maisons, des rizières, des poulaillers. Ils appartiennent à la communauté ; mais telle famille occupe telle maison, cultive telle rizière. On peut dire que la famille possède la maison. ou on peut dire que l'Etat possède la maison et que la famille en a reçu l'attribution [1]. »

Comment exerce-t-on le pouvoir ?

« A chaque échelon : village, commune, district, etc., il y a un comité (anka) qui décide en fonction des besoins et des intérêts du village, de la commune, etc. : combien il faut garder de riz pour la commune, combien il faut en donner à l'Etat... Au sommet, l'Etat redistribue

1. Cette dernière formulation est finalement assez proche de l'organisation ancestrale qui voulait que toutes les terres reviennent au roi.

le riz à ceux qui ne travaillent pas à la campagne ; le reste, on l'exporte. Et puis il y a un Comité central qui fixe les grandes orientations dans tous les domaines... »

Bien sûr parmi les trois millions de « Phnompenhois », s'il en était deux millions cinq cent mille à préférer la vie paysanne au désœuvrement de la capitale, d'autres évidemment ne sont pas très contents, mais vivent comme tout le monde. D'ailleurs, chacun peut, s'il en fait le choix, retourner s'installer à Phnom Penh [1] et 100 000 personnes (militaires, techniciens, ouvriers, fonctionnaires, bonzes) ont très tôt regagné la capitale qui, selon les prévisions, doit atteindre prochainement 300 à 400 000 habitants pour respecter les proportions naturelles de la ville [2].

Les opinions de tous les Cambodgiens sont respectées, mais non les activités antinationales. Cela a coûté trop cher au Cambodge dans le passé.

★

On ne saurait comprendre ce qui se passe actuellement au Cambodge, sans partir de l'idée essentielle qu'il s'agit d'un pays aux conditions radicalement différentes de tous les autres, aussi bien en Asie qu'ailleurs, sans y chercher, donc, aucun parallèle, si peu avoué soit-il, aucune réponse même lointaine à nos propres questions d'occidentaux.

A cette seule condition, on pourra saisir (en partie) la signification de la révolution khmère, en mesurer les aspects profondément novateurs.

La donnée première que l'on doit garder à l'esprit chaque fois que l'on examine la question du Cambodge,

1. Cf. l'interview de Ieng Sary à *Newsweek*, le 4 septembre 1975.
2. 150 000 habitants à l'Indépendance en 1953 et 5 à 600 000 en 1970.

c'est le degré aigu de destruction qu'a subi pendant cinq années un pays agricole déjà arriéré.

On a peine à imaginer l'équivalent des 7 bombes d'Hiroshima qui, chaque mois, s'abattait sur le pays ; ou encore les 240 000 tonnes larguées rien qu'entre février et août 1973.

600 000 personnes ont été tuées, 600 000 autres blessées, éliminées de la vie active. Les populations des campagnes ont consenti d'énormes sacrifices pour chasser les Américains, tandis que la population des villes contrôlées par Lon Nol a souffert par millions de la famine, et se trouvaient au moment de la Libération dans un état lamentable. Pendant cinq ans, les familles furent séparées et éparpillées dans tout le pays — ce qui signifiait, outre le drame affectif et moral que cela représente en Asie plus qu'ailleurs, la destruction de milliers d'unités de production.

Au lendemain immédiat de la guerre donc, deux solutions se présentaient : recourir à l'aide des pays amis, ou bien faire soi-même le maximum. La première de ces deux solutions était la plus facile, mais les Cambodgiens l'ont repoussée jugeant que pour l'avenir la deuxième présentait beaucoup plus d'avantages : « notre devise, c'est compter sur ses propres forces. Il se peut que ce faisant, nous avançions moins vite que certains autres pays qui bénéficient de beaucoup d'aides étrangères. Mais (...) nous avons une mentalité de paysans, nous nous méfions de ce qui peut se cacher derrière les aides étrangères [1] ».

Se nourrir, se vêtir, ils considèrent que c'est leur propre affaire, une question de dignité nationale. Mais, faut-il le répéter ? L'aide des pays amis interviendra, — intervient déjà — à son heure.

1. SIHANOUK à Paris, octobre 1975.

Il est donc une autre donnée essentielle à toute réflexion sur la Révolution khmère, et que fait admirablement comprendre le film présenté pour la première fois en septembre 1975 : « Peuple héroïque » : l'inébranlable volonté, affirmée au Congrès spécial tenu au lendemain de la Libération, de ne compter que sur soi-même ; au niveau national bien sûr, mais aussi au niveau local.

Concrètement, qu'est-ce que cela veut dire ?

Déjà pendant toute la guerre, c'était compter sur des milliers de mains armées seulement de pioches pour édifier une digue ; sur les cratères de bombes, pour faire pousser les jeunes hévéas ; sur les ruines et rien d'autre, pour reconstruire les usines de caoutchouc systématiquement détruites ; sur les avions américains pour couler des piles de marmites rutilantes ou des machines-outils, « bel acier que nous envoie l'ennemi » ; sur les cocotiers pour produire des tonnes de savon, en rassemblant sous le même toit une vingtaine de ces râpes à coco qui servent quotidiennement à la cuisine familiale ; sur les touffes de bambou pour faire le papier ; sur les plantes, les racines diverses pour fabriquer les médicaments qui font actuellement défaut, et que l'on transporte dans des bouteilles de Coca ou de Pepsi-Cola.

Au niveau local, le moindre village s'employait à subvenir à tous ses besoins, afin de n'importuner ni le village, ni la région voisine ; afin de pallier les moyens de transport extrêmement limités. Afin de ne pas perdre de temps. Là où se déroulaient les combats, la population se chargeait de nourrir seule les combattants.

Les conditions d'autosubsistance ayant changé avec l'arrêt de la guerre, sans doute ce principe connaît-il aujourd'hui une application plus nuancée. Il contribue cependant dans une large mesure à la reconstruction immédiate du pays.

L'idée fait son chemin que cette devise : « ne compter que sur ses propres forces » n'a rien d'un quelconque repli sur soi, ni d'isolationnisme. Les nombreuses démarches et négociations du vice-Premier ministre Ieng Sary, ou du prince Norodom Sihanouk, envers les pays socialistes comme envers le monde capitaliste ne laissent à ce sujet aucune ambiguïté.

D'un côté, la solidarité bien connue entre les trois pays d'Indochine va pouvoir connaître de plus amples développements, à l'heure où chacun d'entre eux est maître de sa destinée (bien qu'ils ne connaissent pas les mêmes problèmes, ne l'oublions pas).

D'un autre côté, le Cambodge développe avec des pays comme la Thaïlande, le Japon ou la France une politique d'ouverture qui devrait laisser atterrés et confus tous ceux qui, n'ayant pas compris que « lorsque la maison est incendiée, on la reconstruit avant de faire des invitations », criaient quelques mois plus tôt au crime d'isolationnisme.

Mais loin de méditer leur aveuglement premier, ceux-ci se lancent immédiatement dans une fuite en avant plus désespérée s'il se peut : « Eclatement du front indochinois », clament-ils à l'occasion des accords khméro-thaïlandais. Le fait que des rapports de bons voisinage soient indispensables à un pays qui veut pouvoir mener tranquillement sa renconstruction, comme le fait que la Thaïlande se soit engagée à s'opposer à toute installation de bases étrangères sur son territoire, ne les incite en aucune façon à nuancer leur jugement.

Il leur faudrait pourtant bien se convaincre, s'ils veulent un jour parler sérieusement du Cambodge ou des rapports de force existant en Asie, que dans ces accords c'est la Thaïlande qui a changé, sans pour autant que les Cambodgiens ne s'engagent à quoi que ce soit : il n'y a même pas d'ambassade Thaï à Phnom Penh.

L'exemple de la Thaïlande montre que si l'on accepte de respecter la réalité nouvelle du Cambodge, il n'y a pas plus d'obstacle à la réouverture des relations avec ce pays qu'avec aucun autre. Phnom Penh ne peut évidemment pas encore recevoir tout de suite toutes les ambassades, étant donné les faïbles moyens dont elle dispose. En octobre-novembre 1975 sont déjà rouvertes les ambassades du Vietnam, de Cuba, de Corée et de Chine, en décembre, celles du Laos et de la Yougoslavie. L'Algérie sera représentée dès qu'elle aura réglé les conditions matérielles de sa présence. La Suède a fait accréditer son ambassadeur à Pékin.

Malheureusement, la France, elle, n'est pas de ceux qui ont changé. Accroché qu'il demeure à sa politique néo-colonialiste, le Quai d'Orsay prend le Kampuchéa, petit pays brisé par la guerre, pour une proie facile. Il accroît sa pression sur les « réfugiés » khmers en leur refusant une carte de travail s'ils ne se déclarent pas « réfugiés politiques », et tente sur le G.R.U.N.K. des pressions plus ambitieuses: le prince Sihanouk n'était pas sitôt sorti de l'Elysée le 11 octobre dernier que la presse française se déchaînait dès le 13. Lorsqu'il était à Paris qui ne courait après le chef de l'Etat, le suivant parfois jusqu'à New-York ! Qu'en est-il résulté ? La chaîne de télévision T.F.1 détient des heures d'interview enregistrées. Combien ont-été utilisées ? Censure totale.

Il n'empêche que les journaux ne seront pas restés muets. Pour la seconde fois, ils ont parlé, mais de tout autre chose que du Cambodge.

Comparant le prince Sihanouk à Franco — « Ce n'est pas le général Franco qui parle ainsi des condamnés à mort, c'est Sihanouk », *l'Aurore* fait feu la première, suivie, le 11 justement, de *La Croix*, autre « spécialiste » des questions cambodgiennes depuis mai, qui s'interroge : « Restera-t-il un peuple pour bénéficier de cette révolution ? »

Puis, trouvant leur source unique dans un communiqué de l'A.F.P. et un article de la *Far Eastern Economic Review,* tous reprendront de concert. Les titres présentent une grande similitude, mais le contenu des « informations » varie selon les développements imaginés par les uns et les autres. Il s'agit beaucoup de quelques personnalités ralliées dans les deux dernières années au G.R.U.N.K. et qui, de Pékin où elles résidaient, refusèrent de regagner Phnom Penh lorsque Norodom Sihanouk le leur proposa. Mais cette poignée de corrompus qui avaient rejoint Sihanouk pour préparer l'avenir, espérant ainsi faire surface et récupérer certains privilèges [1], devient ainsi pour la presse française « les quelque cinquante membres de la suite du prince », ce qui n'est pas tout à fait faux si l'on compte leur progéniture, et les jeunes qui tiennent à terminer leurs études à l'étranger avant de rentrer dans leur pays — ce en quoi ils sont tout à fait libres... Et peu importe qu'ils se soient distingués en refusant de rentrer au Cambodge, pour les journaux français, de *L'Aurore* au *Monde,* il s'agit « des personnes qui ont accompagné Sihanouk à Phnom Penh ».

Seconde source pour cette campagne : les contes des réfugiés cambodgiens en Thaïlande, à qui l'on fait dire n'importe quoi, comme le constatera honnêtement un journaliste (Patrice de Beer, *Le Monde,* 8 novembre 1975).

Enfin, pour l'exemple et le divertissement, voici les titres parus pendant la semaine du 13 au 18 octobre 1975, agrémentés de quelques citations :

13 octobre. « Dans Phnom Penh ville morte, tous les habitants ont dû abandonner leur nom. » (*Le Figaro.*)
« Sihanouk à Pékin : un roi sans divertissement. » (*Le Quotidien de Paris.*)

1. S'il ne s'agit pas, tout simplement, de traîtres envoyés à Pékin pour diviser le front au moment voulu.

« En regardant vers la campagne, il y avait un énorme tas de cadavres, rien que des officiers avec leurs galons (...), une armée d'éperviers et de corbeaux volaient autour d'eux. » (*L'Aurore.*)

14 octobre. « Déçus par le nouveau régime, quelque 50 Cambodgiens ont refusé de rentrer dans leur pays. »

« Tous les habitants auraient changé de nom. Cette mesure a même frappé l'un des fils du prince Sihanouk, le prince Sihamoni, qui a perdu son nom et s'est vu attribuer celui de camarade Pom. » (*Le Monde.*)

« Ils ont perdu jusqu'à leur nom. » (*France-Soir.*)

15 octobre. « Cambodge : le calvaire d'un peuple. » (*Le Figaro.*)

« La vie dans le Cambodge rouge », titre annoncé par *L'Aurore* dans le numéro précédent, est devenu « La vie dans l'enfer rouge. »

« Les déportés, comme des animaux cherchent des racines, de baies, voire des escargots, pour compléter leur pitance. »

« On a fait fusiller 24 filles qui marchaient en faisant des manières. » (*L'Aurore.*)

« Les pagodes et les mosquées sont transformées en grenier à riz où pullulent porcs et volailles. » (*Le Figaro.*)

16 et 17 octobre. La plupart des journaux publient de concert des appels en faveur des réfugiés d'Indochine. (*L'Aurore, Le Monde, Le Figaro, Le Quotidien de Paris.*)

18 octobre. « Sihanouk dupé par les Khmers rouges. » (*L'Aurore, Le Quotidien de Paris, Le Figaro.*)

Pour Michel Droit sur France Inter, « nous savons maintenant que depuis la chute de Phnom Penh (...) l'eau

des rizières est pour longtemps polluée par les cadavres en putréfaction ».

Puis les hebdomadaires enchaînent :

« Cambodge, la terreur et la vertu. » (*Le Nouvel Observateur.*)

« Sihanouk, chef d'Etat sans peuple. » (*Le Point,* 20 octobre.)

« Sihanouk dans le cercle rouge. » (*Le Point,* 3 novembre.)

La Croix entre à nouveau en jeu avec retard, comme pour mieux faire, sous la plume d'un de ces prêtres dépités qui ne retiennent ni leur haine ni leur mépris : « Les Khmers, sous une douceur apparente, cachent une cruauté légendaire. » « Les enfants ont comme mission d'espionner les paroles des adultes pour les rapporter à l'Ankar. » (24 et 25 octobre.)

Les différents thèmes journalistiques s'articulent trop bien, à partir d'une certaine date, à la fois entre eux et avec la politique plus que réticente au même moment du Quai d'Orsay, pour ne pas désigner immédiatement le maître d'œuvre de l'ensemble : le gouvernement français; il a usé une fois de plus du seul moyen de pression dont il puisse disposer massivement envers le Cambodge.

Pour quelles raisons ?

A des fins de politique intérieure, bien sûr, mais surtout pour infléchir en faveur de la France, le rapport des forces qui existe aujourd'hui entre elle et le Cambodge, pour imposer des relations privilégiées à sens unique ; tout comme on prétend arracher des privilèges pétroliers à l'Algérie par l'interruption unilatérale des accords de coopération, le chantage et les campagnes racistes anti-arabes.

Il faudra pourtant bien un jour, que la France se décide à mener une politique à la hauteur de ceux à

qui elle s'adresse ; et, de même, que le peuple français réagisse aux campagnes néo-colonialistes qu'il subit sans presque broncher.

Car on peut se faire illusion sur la possibilité de se ménager des moyens pour l'avenir, en organisant de l'étranger des ressortissants khmers, isolés, dont on espère qu'ils deviendront, une fois retournés dans leur pays, les défenseurs des intérêts français au Cambodge.

On peut ébranler pour un temps la confiance et le soutien de ceux qui furent solidaires contre l'agression américaine, avec des communiqués de presse, ou à force de mettre en parallèle leurs propres aspirations d'Occidentaux et les réponses des Cambodgiens aux questions qui leur sont spécifiques.

Mais il ne faut pas espérer assurer une fois de plus sa domination sur un pays rompu aux complots autrement plus subtils et ambitieux des Américains, et qui sait d'autant mieux aujourd'hui où il va.

Lorsque le Cambodge sera devenu un pays moderne et développé — et gageons que cette époque où il aura atteint le second stade de développement qu'il s'est fixé n'est pas si lointaine qu'on ne le pense — il sera temps de découvrir la justesse des positions aussi bien intérieures qu'extérieures du F.U.N.K., pour tous ceux qui en 1975 refusent d'en mesurer la juste signification.

Comme il sera temps aussi de considérer le peuple cambodgien d'un autre œil que celui du colonisateur, du protecteur pour qui « le khmer » représentera éternellement un « Asiatique » à secourir...

C'est le sens de sa détermination à être souverain, à mener seul les affaires du pays, sans aucune pression étrangère d'où qu'elle vienne, ni bons conseils. Car le Cambodge n'a pas besoin d'« aide », telle qu'on l'entendait jusqu'à présent. De soutien, oui. Et qu'on le considère enfin d'égal à égal.

ANNEXES

I

COMMUNIQUE DE PRESSE DU CONGRES NATIONAL SPECIAL

DES REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS POPULAIRES DU KAMPUCHÉA, DES TROIS CATÉGORIES DES FORCES ARMÉES POPULAIRES DU KAMPUCHÉA, DES BONZES, DU F.U.N.K. ET DU G.R.U.N.K.

(25-27 avril 1975)

Les 25, 26 et 27 avril 1975, un Congrès national spécial s'est tenu sous la présidence de M. Khieu Samphan, vice-premier Ministre, Ministre de la Défense nationale du G.R.U.N.K. et Commandant en Chef des F.A.P.L.N.K.

Ont participé au Congrès national spécial 311 délégués comprenant 125 représentants des organisations populaires du Kampuchéa, 112 représentants des trois catégories des F.A.P.L.N,K., 20 représentants des bonzes, 41 représentants des organisations du F.U.N.K. et 13 membres du G.R.U.N.K.

Le Congrès national spécial a procédé à l'examen de la grande victoire historique remportée par la nation et le peuple du Kampuchéa qui ont totalement défait la guerre d'agression extrêmement barbare des impérialistes américains, totalement anéanti le régime des traîtres Lon Nol, Sirik Matak, Son Ngoc Thanh, Chéng Héng, In Tam, Long Boret, Sosthène Fernandez et libéré totalement le Kampuchéa après cinq années et un mois de lutte vaillante, opiniâtre, résolue, au cours de laquelle, faisant preuve d'héroïsme sublime et consentant d'immenses sacrifices, ils ont enduré des difficultés de toutes sortes.

A l'issue de trois jours de discussion minutieuse, le Congrès national spécial a pris à l'unanimité la décision suivante :

1. Le Congrès national spécial estime que cette grande victoire historique est due à la grande solidarité de toute la nation sous la bannière de la grande union nationale du F.U.N.K. Cependant, le Congrès national spécial est unanime à souligner le rôle prépondérant joué par le peuple, notamment les ouvriers, les paysans pauvres, les paysans moyens-pauvres et les autres couches de travailleurs de la campagne et des villes, qui représentent plus de 95 % de toute la nation du Kampuchéa, qui ont supporté le poids le plus lourd de l'immense fardeau de la guerre de libération nationale et populaire, qui ont consenti les plus lourds sacrifices aussi bien en vies qu'en biens et en sentiments pour servir le front, sans répit, lui dédiant qui des enfants, qui des maris, par dizaines et centaines de milliers. A ces immenses sacrifices, s'ajoutent ceux consentis par les trois catégories des F.A.P.L.N.K. qui ont combattu vaillamment, nuit et jour, en saison sèche comme en saison des pluies, endurant des difficultés de toutes sortes et souffrant de mille privations tant en vivres, en médicaments, vêtements, qu'en munitions, faisant front aux impérialistes américains qui sont les impérialistes les plus puissants et les plus barbares du monde.

Ainsi, cette grande victoire historique est due à la grande solidarité de toute la nation. Le Congrès national spécial tient cependant à souligner particulièrement le rôle prépondérant joué par les masses pauvres et les F.A.P.L.N.K. issues de ces masses pauvres.

2. Le Congrès national spécial représente authentiquement la volonté et les intérêts de toute la nation et de tout le peuple. De l'avis unanime de tous les délégués au Congrès, le peuple et les F.A.P.L.N.K. ont supporté le poids le plus lourd de l'immense fardeau de la guerre de libération nationale et populaire. En conséquence, le Congrès déclare solennellement reconnaître et respecter la volonté de tout le peuple et de toutes les F.A.P.L.N.K. d'avoir

un Kampuchéa indépendant, pacifique, neutre, souverain dans son intégrité territoriale, non aligné, et de vivre dans une communauté nationale où règnent le bonheur, l'égalité, la justice et une démocratie véritable, où il n'existe ni riche ni pauvre, ni classe exploiteuse ni classe exploitée, en un mot, une société où tout le peuple vit dans la concorde et l'harmonie, dans la grande union de toute la nation et où tout le monde s'adonne aux travaux de production, d'édification et de défense nationales.

3. Le Congrès national spécial est unanime à considérer Samdech Norodom Sihanouk, Chef de l'Etat, Président du F.U.N.K., comme une personnalité éminemment patriote, ayant activement contribué à la lutte de libération nationale du Kampuchéa. En cette qualité, le Congrès national spécial confirme Samdech Norodom Sihanouk dans son rôle de Chef de l'Etat et de Président du F.U.N.K., dans la nouvelle étape de l'histoire du Kampuchéa et dans la nouvelle société du Kampuchéa.

Le Congrès national spécial est également unanime à considérer Samdech Penn Nouth comme une personnalité éminemment patriote, ayant activement contribué à la lutte de libération nationale du Kampuchéa. En conséquence, le Congrès national spécial est unanime à le confirmer dans ses fonctions de Premier Ministre du G.R.U.N.K. et de Président du Bureau politique du Comité central du F.U.N.K., dans la nouvelle étape de l'histoire du Kampuchéa et dans la nouvelle société du Kampuchéa.

Quant aux autres personnalités patriotes qui ont apporté leur contribution à la lutte de libération nationale, le Congrès national spécial décide de leur attribuer des récompenses en conformité avec leur contribution et leur mérite concrets.

4. Concernant la politique étrangère, le Congrès national spécial réaffirme l'adhésion du Kampuchéa à la politique d'indépendance, de paix, de neutralité, de non-alignement, son opposition résolue à toute présence de base militaire étrangère sur le territoire du Kampuchéa, sa détermination de lutter résolument contre toute ingérence étrangère dans

les affaires intérieures du Kampuchéa, contre tout acte de subversion et d'agression étrangère à l'encontre du Kampuchéa, qu'il soit d'ordre militaire, politique, économique, culturel, social, diplomatique ou qu'il revête la forme soi-disant « humanitaire ». En aucune façon, le Kampuchéa ne s'ingère dans les affaires intérieures d'aucun autre pays, n'agresse aucun autre pays ni ne se livre à la subversion dans aucun autre pays. Le Kampuchéa respecte sans réserve le principe selon lequel chaque pays jouit de toute sa souveraineté et dispose du droit de décider lui-même de ses propres affaires. En même temps, le Kampuchéa déploie tous ses efforts pour renforcer sa solidarité avec les peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine, les peuples du monde entier, ainsi qu'avec le peuple américain épris de paix et de justice, afin de s'entraider mutuellement dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néo-colonialisme pour l'indépendance, la paix, la démocratie, la justice et le progrès véritable dans le monde.

Le 28 avril 1975

KHIEU SAMPHAN
Vice-premier Ministre, Ministre
de la Défense nationale du G.R.U.N.K.
Commandant en Chef des F.A.P.L.N.K.

II

INTERVIEW DE M. KHIEU SAMPHAN

VICE-PREMIER MINISTRE
ET COMMANDANT EN CHEF DES F.A.P.L.N.K. AU REPRÉSENTANT DE L'AGENCE D'INFORMATION DU KAMPUCHÉA,
LE 12 AOÛT 1975.

Voici le texte intégral :

Question: *Nous avons libéré totalement notre pays le 17 avril 1975. Depuis, quelles sont, dans l'ensemble du pays, la situation au point de vue politique, économique et les conditions de vie du peuple ?*

Réponse : Je suis très heureux que le représentant de l'Agence d'Information du Kampuchéa soulève le problème politique d'actualité.

Vous savez parfaitement que notre peuple et notre armée populaire ont mené la lutte avec un courage extraordinaire et ont libéré totalement et définitivement notre patrie bien-aimée. Mais, tout de suite après la libération, nous devons répondre à mille et un problèmes urgents. Ces problèmes sont les séquelles laissées par l'impérialisme américain et ses valets. Durant plus de 5 années, l'impérialisme américain et ses valets, à l'extérieur du pays, ont mené une guerre de destruction sans précédent, la plus barbare, la plus cruelle contre la nation et le peuple du Kampuchéa. Notre économie était, en grande partie, détruite, les usines, rizières, champs, voies de communication, écoles, hôpitaux, maisons d'habitation, pagodes des villes ou des campagnes étaient, en grande partie, anéantis.

Nos compatriotes, par millions, étaient racolés de force et enfermés dans des camps de concentration dans Phnom Penh et dans les autres villes sous contrôle provisoire de l'ennemi. Les victimes n'avaient pas de nourriture, le choléra les décimait impitoyablement, des familles étaient douloureusement séparées et éparpillées dans tout le pays.

Immédiatement après la libération, le G.R.U.N.K., le F.U.N.K., tout le peuple et toute l'armée populaire se lancent avec détermination pour résoudre tous ces problèmes, séquelles de la plus sauvage guerre de destruction et d'agression de l'impérialisme américain et ses valets.

Comment résoudre ces problèmes ?

D'une part, les populations à la campagne avaient consenti tous les sacrifices pour vaincre la guerre d'agression et de destruction des impérialistes américains et de leurs laquais, et ont souffert pendant de longues années. D'autre part les populations des villes, par millions, qui venaient d'être libérées, souffraient de la famine du fait de l'ennemi et étaient dans un état lamentable. Ce problème est d'une gravité sans précédent, nous devons le résoudre sans perdre un seul instant, car c'est une question vitale pour notre nation et notre peuple.

Nous avons pu rassembler toutes les forces : celles de tout notre peuple et de toute notre armée pour lutter et vaincre cette nouvelle situation extrêmement grave, en s'appuyant sur notre profond patriotisme, sur l'esprit d'être indépendant et souverain, d'être maître de la situation et de ses décisions, d'avoir confiance en ses propres forces, de tenir fermement entre les mains sa destinée et celle du pays.

Après plus de 3 mois de lutte opiniâtre, nous avons pu résoudre fondamentalement ce problème. Nous avons ravitaillé en vivres tout le peuple dans tout le pays. Ce n'est pas de l'abondance, mais nous avons pu régler ce problème vital : notre peuple a de quoi vivre normalement et travaille avec dynamisme pour relever l'économie.

C'est une très grande victoire que nous avons remportée dans un laps de temps si court. Parallèlement, nous avons organisé des forces pour développer la production dans le pays tout entier en vue de résoudre les problèmes de la vie dans le présent immédiat ainsi que pour l'avenir. C'est

pour cette raison que nos cadres, depuis les ministres jusqu'aux échelons de communes et villages, ainsi que notre armée, depuis les cadres supérieurs jusqu'aux combattants et combattantes participent avec enthousiasme à la production de concert avec le peuple de toutes couches et classes sociales. Nous cultivons à la fois le riz hâtif et le riz lourd (riz de la saison des pluies). Nous pratiquons également d'autres cultures : bananiers, patates, manioc..., pour assurer la vie du peuple dans l'immédiat et pour l'année suivante.

Dans l'ensemble, notre peuple et notre armée sont très heureux. Tous comprennent profondément la ligne pour relever l'économie, édifier et défendre le pays. Ils voient clairement la voie de dignité à suivre, ils saisissent la grandeur et l'importance des travaux productifs et, de plus, ils possèdent un optimisme rayonnant et une certitude absolue dans l'avenir radieux qu'ils n'avaient jamais espéré, même en rêve.

D'après ces résultats obtenus, je peux prévoir que dans un an ou deux, nous pourrons nous suffire largement au point de vue économique et spécialement au point de vue nourriture, riz et autres céréales. Nous avons la certitude de nous suffire à 100 % en produits agricoles et nous pouvons en exporter une partie. Ainsi, nous pouvons déjà améliorer progressivement le niveau de vie du peuple.

En même temps, nous avons réparé rapidement les voies de communication. Jusqu'à mi-juillet, nous avons fini la réparation des principales routes, en particulier, les routes nationales 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7. Quant aux routes de moindre importance, elles sont, dans l'ensemble, également ouvertes au trafic. Nous avons résolu fondamentalement les problèmes du sel, de tissus et d'instruments aratoires divers pour servir le peuple, quoique tout ne soit pas encore parfait.

Quant aux voies de chemin de fer, nous en sommes déjà maîtres dans une grande mesure et notre armée est en train de terminer les travaux de réparation sur les derniers tronçons. L'ensemble des voies fluviales est également ouvert à la navigation. Nous avons remis en marche un grand nombre d'usines et d'ateliers, malgré les énormes

dégâts et destructions causés par l'ennemi. Nous attachons une grande importance aux usines et ateliers dont la production sert les besoins immédiats du peuple.

Les hôpitaux et les écoles ouvrent leur portes les uns après les autres.

En résumé, le peuple et l'armée populaire ont lutté et vaincu de multiples difficultés en étant indépendants et souverains et en faisant preuve d'un haut sens de responsabilités.

Maintenant, nous avons résolu, pour l'essentiel, toutes les difficultés et notre patrie connaît une profonde métamorphose. La tendance de l'évolution de la situation va vers une amélioration continuelle. Je peux assurer que nous n'aurons jamais ni crise économique, ni chômage, ni inflation, ni montée des prix.

Question : *M. le vice-premier Ministre, pourriez-vous nous parler de la sécurité dans le pays ?*

Réponse : Comme je viens de vous le montrer, le peuple et l'armée révolutionnaire ont résolu, pour l'essentiel, les problèmes de la vie. Ils sont résolus dans une atmosphère de grande solidarité et de large union. Parallèlement, notre peuple et notre armée révolutionnaire mènent un mouvement de combat impétueux pour relever l'économie et pour édifier et défendre le pays, en étant indépendant et souverain, en comptant sur ses propres forces et en tenant fermement entre les mains sa destinée, pour l'honneur et la dignité nationale et pour un avenir radieux. Ainsi, la situation politique dans le pays étant favorable et très stable, la paix et la sécurité règnent parfaitement dans le pays.

Question : *Voudriez-vous, M. le vice-premier Ministre, nous donner des précisions sur la politique étrangère du G.R.U.N.K. ?*

Réponse : Nous avons une politique étrangère très claire et très nette : c'est la politique d'indépendance, de neutralité et de non-alignement. Nous avons toujours appliqué cette politique, dans le passé, dans le présent comme dans l'avenir. Nous appliquerons toujours scrupuleusement cette po-

litique. Particulièrement vis-à-vis des pays voisins nous avons une politique de paix et d'amitié basée sur les cinq principes de la coexistence pacifique. Dans nos relations mutuelles, nous nous basons sur la non-ingérence dans les affaires intérieures, la non-agression, l'égalité et les intérêts réciproques. Nous avons l'esprit d'initiative pour agir suivant ces principes et nous accueillons chaleureusement toutes les activités dans le monde qui ont des objectifs conformes à ces principes.

Question : *Récemment, les impérialistes américains et leurs valets mènent des propagandes calomnieuses contre le Kampuchéa, agissant d'une façon injuste et lâche, M. le vice-premier Ministre, quelle est votre opinion ?*

Réponse : Les impérialistes américains et une poignée de leurs valets ont mis en marche leur machine de propagande pour nous faire du tort, pour calomnier le Kampuchéa intentionnellement selon des plans prévus d'avance. Il n'y a là rien d'extraordinaire. C'est un comportement qui correspond à leur nature, les impérialistes américains et leurs valets ne changeront jamais. Ils étaient l'ennemi de la nation et du peuple du Kampuchéa, nous amenant à lutter contre eux pour ne pas être leurs esclaves.

Ainsi, les peuples du monde entier, qui sont amenés à lutter contre eux de cette manière, sont aussi calomniés par les impérialistes américains et leurs valets. Ceux-ci, avant, nous qualifiaient de rebelles, maintenant, ils utilisent les mots les plus ignobles contre nous pour tromper l'opinion mondiale. En réalité, la lutte de la nation et du peuple du Kampuchéa est juste et montre clairement que la nation et le peuple du Kampuchéa sont dans la justice et la dignité, alors que les impérialistes américains et les traîtres bafouent la justice et la dignité.

C'est pourquoi les nations et les peuples du monde soutiennent notre lutte. C'est la raison pour laquelle nous avons vaincu les impérialistes américains. La lutte entre nous et les impérialistes américains, qui dure des années, est la preuve concrète que les impérialistes américains sont des agresseurs. Ils ont essuyé une défaite extrêmement honteuse au Kampuchéa, mais ils ne veulent pas reconnaître

leur défaite. Ils rêvent et croient encore qu'ils peuvent causer des dommages à notre peuple. Ils nous insultent et nous donnent des leçons comme à un animal sauvage. Ils se prennent pour des défenseurs de l'humanité et d'une certaine morale, mais, en vérité, ils sont ceux qui ont fait le coup d'Etat qui a renversé le Kampuchéa indépendant et neutre, et qui ont déclenché la guerre d'agression contre notre nation et notre peuple d'une façon extrêmement sauvage et cruelle. Ils sont, avec leurs armes de destruction massive de toutes sortes, les assassins de notre peuple.

Au cours de ces cinq ans, le peuple du Kampuchéa, de même que le monde entier, ont compris la véritable nature des impérialistes américains. C'est pourquoi l'opinion internationale ne croit pas à leurs propagandes calomnieuses, au contraire, elle nous soutient encore davantage après notre victoire totale.

Les impérialistes américains ressentent une hargne furieuse contre notre peuple qui les a vaincus et qui a libéré entièrement son pays. Ils n'abandonnent jamais leurs projets de nous causer des dommages et de nous agresser sous toutes les formes. Ils agressent aussi les nations et les peuples du monde épris d'indépendance, de paix et de justice. C'est pourquoi, nous devons rehausser notre vigilance révolutionnaire et nous unir avec les nations et les peuples du monde entier pour contrecarrer, en temps voulu, toutes leurs noires manœuvres et tous leurs actes de fureur et de destruction.

Je saisis cette occasion pour exprimer mes félicitations les plus chaleureuses à notre peuple et à notre armée héroïques.

Je m'incline devant l'héroïsme révolutionnaire et le noble esprit de sacrifice de nos cadres, combattants et combattantes qui sont en train de lever la bannière de combat pour vaincre tous les obstacles avec un haut esprit de responsabilité, en comptant sur leurs propres forces en toute indépendance et souveraineté.

Je voudrais également saisir cette occasion pour remercier profondément tous les peuples du monde, y compris le peuple des Etats-Unis, et tous les pays du monde qui ont aidé et soutenu la nation et le peuple du Kampuchéa.

III

INTERVIEW DE M. IENG SARY,
VICE-PREMIER MINISTRE DU G.R.U.N.K.
ACCORDÉE
A JAMES PRINGLE, CHEF DU BUREAU DE L'AMÉRIQUE LATINE DE « NEWSWEEK »
(4 SEPTEMBRE 1975)

« NOUS NE COPIONS PERSONNE »

La Conférence des nations non alignées de la semaine dernière à Lima (Pérou) était l'occasion inattendue de la première d'un film. En effet, à la réception donnée par les Cambodgiens, les délégués et les journalistes ont été invités à assister à la projection d'un film extraordinaire, intitulé « Peuple héroïque », qui aurait été tourné dans la campagne cambodgienne pendant les dernières semaines de la guerre et dans la capitale Phnom Penh, immédiatement après sa prise par les Khmers rouges. Certaines séquences sont d'une qualité presque comparable aux films de Fellini, avec des routes jonchées de voitures abandonnées ou montrant l'ambassade américaine désertée. Bien qu'il n'y ait aucune image de la reddition des troupes de Lon Nol ou sur la population vaincue de Phnom Penh, le film a manifestement transmis le message selon lequel le nouveau Cambodge est devenu une société disciplinée et spartiate.

Ce qui était significatif c'est que le film a donné au monde extérieur la première vision du Cambodge depuis

la victoire des Khmers rouges en avril. En effet, la présence à Lima du vice-Premier Ministre Ieng Sary, nouvellement nommé, considéré comme l'un des deux ou trois plus hauts dirigeants du nouveau régime de Phnom Penh, indique clairement que le nouveau Cambodge est maintenant prêt à émerger de son voile de mystère pour chercher à étendre ses relations internationales. C'est peut-être dans cet esprit que M. Ieng Sary a accordé, la semaine dernière, au directeur du bureau de *Newsweek* pour l'Amérique latine, James Pringle, une interview exclusive.

Ci-dessous, leur entretien :

M. PRINGLE : *Pourquoi vos forces ont-elles évacué la population de Phnom Penh après la prise de la capitale le 17 avril ?*

M. IENG SARY : Il y avait deux raisons et, la première c'était les vivres. Nous avions estimé la population de Phnom Penh à 2 millions d'habitants, mais nous en avions trouvé presque 3 millions quand nous y étions entrés. Auparavant, les Américains avaient amené, chaque mois, de 30 000 à 40 000 tonnes de vivres à Phnom Penh. Nous manquions de moyens pour transporter dans la capitale la même quantité de vivres. Aussi, la population doit-elle aller chercher les vivres là où ils se trouvaient. Et nous devions nourrir cette population tout en préservant notre indépendance et notre dignité sans demander l'aide d'un quelconque pays.

Question : *Quelle était la deuxième raison ?*

Réponse : Nous avions découvert un document ennemi révélant tous les détails d'un plan secret politico-militaire de la C.I.A. américaine et du régime de Lon Nol pour provoquer les troubles après notre victoire. Ce plan comporte trois points :

1. Nous ne serions pas capables de résoudre le problème des vivres pour la population : l'ennemi ferait fomenter des troubles par ses agents infiltrés dans la population ;
2. De nombreux soldats de Lon Nol, qui se sont soumis, cachaient en réalité des armes. Ils avaient projeté de nous attaquer après que nous ayions pris Phnom Penh ;

3. Ils avaient prévu de corrompre nos combattants et d'émousser leur esprit combatif par les filles, l'alcool et l'argent.

Question : *La ville de Phnom Penh est-elle toujours vide d'habitants ?*

Réponse : Non, environ 100 000 personnes sont revenues et d'autres vont le faire progressivement. Les écoles, les hôpitaux et les usines ont repris au fur et à mesure leurs activités. Les gens peuvent revenir à Phnom Penh s'ils le souhaitent ; ils peuvent aussi rester à la campagne. Notre peuple tout entier est en train de travailler jour et nuit pour reconstruire le pays. Le Cambodge ressemble à un immense chantier.

Question : *Avez-vous résolu le problème des vivres ?*

Réponse : La population dispose suffisamment de vivres. Ce n'est pas l'abondance, mais c'est suffisant. Et il y a la perspective d'une bonne récolte de riz cette année.

Question : *Quand Sihanouk rentrera-t-il au Cambodge et en quelle qualité ?*

Réponse : Au début de septembre, après une visite à Hanoï avec Khieu Samphan (vice-premier Ministre). Il pourrait rester au Cambodge ou se rendre à l'étranger en tant que représentant du G.R.U.N.K. (Gouvernement Royal d'Union Nationale du Kampuchéa).

Question : *Le Cambodge reprendra-t-il son siège à l'O.N.U. à la prochaine session ?*

Réponse : Je n'ai pas d'instruction, à ce sujet, de mon gouvernement mais je vais me rendre à New York pour la session économique spéciale (de cette semaine) avant l'Assemblée générale des Nations Unies.

Question : *Projetez-vous de rencontrer le Dr Kissinger ou d'autres fonctionaires du Département d'Etat américain pendant votre séjour aux Etats-Unis ?*

Réponse : Je n'ai pas d'instruction à ce sujet.

Question : *Pensiez-vous qu'en capturant le bateau américain* Mayaguez, *en mai dernier, vous risqueriez des représailles armées américaines ?*

Réponse : Je n'étais au courant de la capture du « Mayaguez » qu'au moment où j'ai *écouté* les nouvelles de la « Voix d'Amérique ». Nous avions convoqué à Phnom Penh le commandant local et ce dernier a confirmé la capture du bateau par nos combattants. Nous décidâmes de relâcher immédiatement le « Mayaguez ». Le commandant local est retourné la nuit même à Sihanoukville, et l'équipage du bateau a été libéré. Mais nous n'avions diffusé la nouvelle par notre radio que le lendemain matin. Ce matin-là, les Américains ont bombardé Ream et Sihanoukville.

Question : *Pensez-vous que la décision prise par le commandant local est juste en capturant le bateau ?*

Réponse : Le « Mayaguez » était manifestement dans nos eaux territoriales et, bien que nos combattants ne fussent pas des techniciens, ils avaient découvert à bord un matériel radio indiquant que le « Mayaguez » était un bateau-espion. Aussi leur décision de capturer le bateau était-elle juste.

Question : *Est-ce que votre gouvernement respecte la religion bouddhiste au Cambodge ?*

Réponse : Nous respectons les croyances religieuses de chacun. La population jouit de la liberté de croyance mais elle doit respecter les lois de l'Etat. Les pagodes au Cambodge sont ouvertes.

Question : *Qu'est-il advenu des officiers du régime de Lon Nol ?*

Réponse : Actuellement, ils participent à la production agricole. Nous les applaudirons s'ils sont sincères et s'ils peuvent participer à la vie cambodgienne. Dans notre administration nous utiliserons les personnes de l'ancien régime qui sont sincères.

Question : *L'ancien Premier ministre Long Boret est-il mort ou vivant ?*

Réponse : Mort ou vivant, il est un traître, et était déjà condamné par le peuple et le Congrès.

Question : *Accepterez-vous l'aide d'autres pays ?*

Réponse : Nous avons encore beaucoup de problèmes au Cambodge du fait des ravages de la guerre. Par exemple, nous n'avons pas encore un service postal international. Nous accepterons l'aide sans condition des pays amis. Mais, nous maintiendrons notre position d'indépendance et défendrons notre souveraineté. Notre révolution est basée sur notre caractère national cambodgien. Nous ne copions personne.

IV

CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS DU CAMBODGE (1954-1975)

Dates *Evénements*

1954 : Signature des Accords de Genève sur l'Indochine (20 juillet).

Création du pacte militaire OTASE. Les Etats-Unis proposent au Cambodge « le parapluie protecteur » de l'OTASE (septembre).

Le roi Norodom Sihanouk déclare que le Cambodge restera non aligné et pratiquera une politique de stricte neutralité (décembre).

1955 : Foster Dulles arrive à Phnom Penh pour demander au Cambodge d'accepter le « parapluie protecteur » de l'OTASE (février).

Adhésion du Cambodge aux 10 principes de Bandoung et aux 5 principes de la coexistence pacifique (mars).

Abdication du roi Norodom Sihanouk et création du Mouvement « Communauté Socialiste Populaire » (Sangkum Reastr Niyum) présidé par le prince Norodom Sihanouk.

Les Etats-Unis accordent au Cambodge « une aide économique et militaire » (mai).

Le Cambodge refuse le « parapluie protecteur » de l'OTASE (août).

Succès du Mouvement « Sangkum Reastr Niyum » aux élections (septembre).

1956 : Fuite de Son Ngoc Thanh en Thaïlande pour y créer, avec l'aide financière et matérielle de la C.I.A., le mouvement fasciste « Khmers Serei ».

Le Cambodge reconnaît la République populaire de Chine et accepte l'aide économique chinoise.

Occupation par les troupes thaïlandaises des temples Preah Vihear, à l'instigation des Etats-Unis.

Les Etats-Unis font effectuer le blocus économique du Cambodge par les autorités de Saïgon et de Bangkok.

1957 : La politique de neutralité et de coexistence pacifique est approuvée à l'unanimité par le 14e Congrès national (janvier).

Promulgation de la loi sur la neutralité khmère (novembre).

1958 : Les troupes des autorités de Saïgon encadrées par des « conseillers » américains, envahissent les régions frontalières de la province de Stung-Treng. Les Etats-Unis interdisent au Cambodge d'utiliser les armes fournies par l'aide militaire américaine pour résister à cette agression. La détermination du peuple khmer obligea les agresseurs à se retirer.

Assassinat de Nop Bophan, directeur du journal progressiste *Pracheachon* (*le Peuple*).

La Thaïlande mène une violente campagne contre la neutralité khmère : le Cambodge rompt les relations diplomatiques avec la Thaïlande.

1959 : Découverte du complot contre la sûreté de l'Etat fomenté par Dap Chhuon-Sam Sary, à l'instigation de la C.I.A. et des autorités de Saïgon : Dap Chhuon

fut tué, Sam Sary en fuite, rejoint Son Ngoc Thanh (février).

Tentative d'assassinat de Leurs Majestés le roi et la reine par la C.I.A. : explosion d'une bombe piégée cachée dans un cadeau à leur destination, tuant 3 personnes dont le Chef du protocole.
Tentative d'assassinat du prince Norodom Sihanouk par la C.I.A.

Après engagement de cesser toutes activités subversives, les relations diplomatiques furent rétablies avec la Thaïlande.

1960 : Par un référendum national, le peuple kmer apporte son soutien unanime à la politique de paix, d'indépendance nationale et de neutralité dirigée par le prince Norodom Sihanouk.

1961 : Les autorités de Saïgon accentuent les répressions contre les Khmers du Sud-Vietnam.

Le gouvernement thaïlandais recommence sa campagne contre la neutralité khmère : les relations sont à nouveau rompues.

Le Cambodge participe à la 1re Conférence des Pays non alignés à Belgrade.

1962 : Découverte de l'affaire Labak ; détournement des fonds publics au profit d'activités subversives ; Op Kim Ang, actuel membre actif de la clique Lon Nol-Sirik Matak est impliqué dans cette affaire.

Le Cambodge participe à la Conférence de Genève sur le Laos réunie à l'initiative du prince Norodom Sihanouk. Il propose que les Etats praticipant à cette Conférence déclarent reconnaître ses frontières dans les limites actuelles. Les Etats-Unis, la Thaïlande et les autorités de Saïgon refusent et multiplient les violations du territoire cambodgien.

Il y eut 126 violations terrestres, 17 violations maritimes et 164 violations aériennes causant 18 tués et 23 blessés.

1963 : Devant la multiplication des violations du territoire cambodgien, les répressions exercées par les autorités de Saïgon contre la minorité khmère et les moines bouddhiques au Sud-Vietnam, le Cambodge rompt les relations diplomatiques avec les autorités de Saïgon.

Accentuation des activités subversives des « Khmers Serei » et des propagandes de Saïgon et de Bangkok contre la neutralité khmère.

Lon Nol accentue les répressions contre les anciens résistants et les intellectuels patriotes, nationalistes et progressistes. Plusieurs centaines de ceux-ci décident de passer à la lutte clandestine.

Le Cambodge renonce à l'« aide économique et militaire » américaine et décide d'entreprendre des réformes économiques et financières. Le Pentagone appelle à une intervention armée au Cambodge.

Il y eut 140 violations terrestres, 23 violations maritimes et 272 violations aériennes du territoire cambodgien, causant 17 tués et 21 blessés.

1964 : Application des réformes économiques et financières : nationalisation du commerce extérieur et du réseau bancaire.

Découverte de l'entreprise de sabotage économique et financier dirigée par Song Sak, agent de la C.I.A. et ami intime de Sirik Matak. Fuite de Song Sak à Saïgon grâce à Lon Nol et Sirik Matak.

Les violations de la souveraineté du Cambodge par les forces américaines et sud-vietnamiennes de Saïgon augmentent en nombre et en intensité. Les Etats-Unis refusent de s'engager à respecter la neutralité khmère.

Le Cambodge rappelle sa mission diplomatique de Washington.

Il y eut 255 violations terrestres, 24 violations maritimes et 412 violations aériennes du territoire cambodgien, causant 46 tués et 85 blessés.

1965 : Le Cambodge rompt les relations diplomatiques avec les Etats-Unis (mai).

Réunion à Phnom Penh de la 1re Conférence des Peuples indochinois convoqués sur l'initiative du prince Norodom Sihanouk.

Augmentation du nombre des violations du territoire khmer : 335 terrestres, 10 maritimes et 621 aériennes causant 22 tués et 52 blessés.

1966 : Campagne de dénigrement contre le prince Norodom Sihanouk dans le but de l'obliger à ne pas désigner de candidats du « Sangkum Reastr Niyum » aux élections législatives.

Résultats des élections législatives : majorité de députés réactionnaires partisans de Lon Nol grâce aux truquages et corruptions électorales. Investitures du premier gouvernement Lon Nol.

Il y eut 287 violations terrestres, 27 violations maritimes et 1 018 violations aériennes causant 25 tués et 101 blessés.

1967 : Par suite d'une provocation organisée par Lon Nol, des paysans se révoltent à Samlaut et à Stung Kragnoung (province de Battambang). Lon Nol fit massacrer plusieurs centaines de paysans (mars).

Lon Nol accuse les députés progressistes d'être les instigateurs de cette révolte, demande la levée de leur immunité parlementaire et leur comparution devant le Tribunal militaire.

Les députés Khieu Samphan et Hou Yuon rejoignent les bases de la résistance khmère, suivis par plusieurs centaines d'intellectuels (avril).

Manifestation populaire contre le gouvernement Lon Nol.

Démission du gouvernement Lon Nol (mai).

Etablissement des relations diplomatiques avec la République démocratique du Vietnam (juin).

Le député Hu Nim rejoint les bases de la résistance avec plusieurs dizaines d'intellectuels (septembre).

Les Etats-Unis, les autorités de Saïgon et de Bangkok continuent à dénigrer la neutralité khmère et accusent le Cambodge d'abriter des « sanctuaires » de la résistance vietnamienne. Le commandement américain réclame le « droit de poursuite » au Cambodge.

La Commission internationale de Contrôle est « convaincue de la sincérité et du véritable désir du gouvernement cambodgien de préserver sa neutralité et son intégrité territoriale et que le Cambodge a rempli les dispositions des Accords de Genève ».

Il y eut 216 violations terrestres, 17 violations maritimes et 1 635 violations aériennes causant 47 morts et 110 blessés.

1968 : Mission américaine dirigée par M. Bowles pour le rétablissement des relations diplomatiques : échec (janvier).

Lon Nol réussit à revenir au pouvoir en qualité de 3e vice-premier ministre (mai).

Démission des Samdech Penn Nouth et Son Sann, conseillers auprès du Chef d'Etat.

Les Etats-Unis accusent le Cambodge d'abriter des « sanctuaires » de la résistance du peuple vietnamien (septembre).

Il y eut 305 violations terrestres, 21 violations maritimes et 781 violations aériennes causant 85 tués et 184 blessés.

1969 : Les Etats-Unis déclarent : « reconnaître et respecter la souveraineté, l'indépendance, la neutralité et l'intégrité territoriale du Cambodge » : les relations diplomatiques sont rétablies (avril).

La Mission du Front national de Libération du Sud-Vietnam est élevée au niveau d'ambassade (mai).

Epandage des produits chimiques par les forces amé-

ricaines sur 70 000 hectares de plantations au Cambodge (avril et mai).

Lon Nol devient Premier Ministre (août).

Réouverture de l'ambassade des Etats-Unis à Phnom Penh.

Lon Nol prépare le retour de « l'aide américaine ». Soumission « spontanée » avec armes, de plusieurs milliers de soldats du mouvement fasciste « Khmers Sérei » financé et encadré par la C.I.A. (septembre).

Lon Nol entreprend la dénationalisation de l'économie khmère et prépare l'entrée des capitaux privés étrangers.

Il y eut 155 violations terrestres, 26 violations maritimes et 247 violations aériennes causant 58 tués et 124 blessés.

18 mars 1970 : Alors que le prince Sihanouk se trouve en France, un coup d'Etat fomenté par la C.I.A. a lieu à Phnom Penh. Un régime fantoche, baptisé « République », dont Lon Nol et Sirik Matak assument la direction est installé dans la capitale. Washington espère ainsi couper les arrières de la résistance au Sud-Vietnam où le corps expéditionnaire américain va d'échec en échec.

19 mars 1970 : Le prince Sihanouk apprend sa destitution à son arrivée à Moscou, puis se rend à Pékin.

20 mars 1970 : Première entrée de troupes saïgonnaises au Cambodge.

23 mars 1970 : Le Front Uni National du Kampuchéa (F.U.N.K.) est créé. Le prince Sihanouk annonce la formation d'un gouvernement d'union nationale et d'une armée de libération.

26 mars 1970 : Ceux qui vont devenir les chefs de la résistance, Khieu Samphan, Hou Yuon, Hou Nim, déclarent soutenir la proclamation du prince Sihanouk.

8 avril 1970 : Début des massacres de Vietnamiens résidant au Cambodge sur ordre du général Lon Nol. Des milliers de corps assassinés, mutilés, flottent sur le Mékong.

24-25 avril 1970 : Conférence des peuples indochinois.

30 avril 1970 : Invasion du Cambodge par 110 000 soldats américains et sud-vietnamiens. « Si nous prenons cette décision, ce n'est pas pour élargir la guerre au Cambodge, mais pour mettre fin au conflit du Vietnam », déclarera M. Nixon (le 9 mai 70).

5 mai 1970 : Création du Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge (G.R.U.N.K.).

4 juin 1970 : M. Nixon affirme que « tous les objectifs militaires » ont été atteints au Cambodge par ses forces. Le G.R.U.N.K. occupe les temples d'Angkor.

23 juin 1970 : L'aviation américaine étend ses zones de bombardement : les B. 52 interviennent.

30 juin 1970 : Fin de l'invasion américaine — mais intensification des raids aériens — qui est un échec et a provoqué de violentes manifestations aux Etats-Unis.

10 août 1970 : Le G.R.U.N.K. contrôle la moitié du pays.

23 août 1970 : Les Etats-Unis étendent à tous le pays leurs zones de bombardement. Le prince Sihanouk déclare : « Nous contrôlons les deux tiers du royaume. »

Début novembre 1970 : Echec de l'opération « Victoire totale » (« Chenla 1 ») lancée par les Sud-Vietnamiens et les fantoches cambodgiens.

26 janvier 1971 : Washington admet la présence d'« instructeurs américains » au Cambodge. De 1971 à 1973, la situation militaire connaît une évolution rapide. La tactique des forces de libération consiste à encercler

les garnisons ennemies dans les villes et à les attirer au dehors, selon un plan coordonné, pour les affaiblir une à une.

En décembre 1971, une « vaste opération » baptisée « Chenla 2 », montée sur ordre de l'ambassade américaine, se solde par l'écrasement des unités « d'élites » de l'armée Lon Nol.

Désormais, cette armée est incapable d'une action offensive. Elle est sans cesse transportée d'un point à un autre, au gré des initiatives des forces de libération, et usée à la meule de la résistance.

A partir de 1972, l'aviation américaine se livre à des bombardements parmi les plus intenses de la guerre d'Indochine, autour de Phnom Penh et le long du Mékong. Sans résultat évident. Les bombardements prennent fin le 15 août 1973 sur décision expresse du Congrès américain.

Une à une, les routes sont coupées autour de la capitale qui est isolée de Saïgon — sauf par le Mékong —, du port en eau profonde de Sihanoukville, et de la riche région rizicole de Battambang. Phnom Penh devient un camp retranché. Le F.U.N.C. et le G.R.U.N.K. contrôlent plus de 90 % du territoire.

Mars-avril 1972 : Les étudiants multiplient les manifestations contre le régime. La répression fait des dizaines de victimes.

4 juin 1972 : « Election » du maréchal Lon Nol comme président de la République : la majorité des Phnompenhois se sont abstenus.

Fin décembre 1972 : Bombardements américains sur Hanoï et Haïphong.

27 janvier 1973 : Accord de Paris sur le cessez-le-feu au Vietnam.

21 février 1973 : Intensification des raids aériens au Cambodge.

Février-mars 1973 : Le *New York Times* révèle que les raids américains au Cambodge ont commencé clandestinement en 1969. Washington reconnaît qu'il y a eu 3 630 attaques camouflées dans les rapports sur les raids au Vietnam, et que 26 Américains sont morts au Cambodge depuis 1967 lors d'actions secrètes.

15 août 1973 : Arrêt de raids aériens sur le Cambodge.

10 octobre 1973 : L'U.R.S.S. reconnaît le G.R.U.N.K.

1974 : Les forces de libération préparent la phase finale du combat : elles coupent dès janvier tous les axes routiers menant à la capitale qu'elles bombardent violemment.

Mai-juin 1974 : Grandes manifestations étudiantes et lycéennes à Phnom Penh, réclamant le départ de Lon Nol.

28 novembre 1974 : L'O.N.U. vote une résolution d'inspiration américaine invitant les « parties cambodgiennes » à négocier.

1er janvier 1975 : Début de l'offensive généralisée du F.U.N.K. autour de Phnom Penh et sur le Mékong.

14 janvier 1975 : Le Mékong — seule voie de ravitaillement de l'armée de Lon Nol — est coupé.

1er avril 1975 : Fuite de Lon Nol.

12 avril, 9 h. L'ambassadeur américain regagne les Etats-Unis.

17 h. La France reconnaît le G.R.U.N.K.

17 avril 1975 : Libération de Phnom Penh.

Septembre 1975 : M. Ieng Sary se rend à la Conférence des pays non alignés à Lima puis à l'O.N.U. Il fait deux fois escale à Paris, lors de la deuxième, il présente le film *Peuple héroïque*.

Octobre 1975 : Le Prince Norodom Sihanouk en se rendant à la scession de l'O.N.U. fait deux fois escale à Paris, la seconde, il est reçu par le président Giscard d'Estaing.

30 décembre 1975 : Le gouvernement français fait poser des scellés sur l'ambassade du Cambodge à Paris ainsi que sur la résidence de l'ambassadeur. Les hommes du ministère de l'Intérieur pénètrent dans les locaux.

5 janvier 1976 : Promulgation de la nouvelle constitution cambodgienne qui a été adoptée par le III[e] Congrès national qui s'est tenu le 14 décembre 1975 à Phnom Penh, et ratifiée par le Conseil des ministres du G.R.U.N.K. du 3 janvier 1976. Cette nouvelle constitution qui prend effet à partir du 5 janvier 1976 stipule le nom officiel du Cambodge nouveau : Kampuchéa démocratique.

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE PREMIER. — *Bref aperçu historique* 7

CHAPITRE II. — *Dans les rues de Phnom Penh* .. 16

CHAPITRE III. — *Sur les pistes des zones libérées* .. 90

CHAPITRE IV. — *Perspectives* 113

CHAPITRE V. — « *L'eau jaillit selon la volonté du peuple* » 124

ANNEXES

Communiqué de presse du Congrès national spécial (25-27 avril 1975) 139

Interview de M. Khieu Samphan (12 août 1975) .. 143

Interview de M. Ieng Sary (4 septembre 1975) 149

Chronologie des événements du Cambodge (1954-1975) 154

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

ACHEVE D'IMPRIMER
LE 6 FEVRIER 1976
PAR L'IMPRIMERIE GOUIN ET Cie
95460 EZANVILLE

N° d'édition : 1666
Dépôt légal : 1er trimestre 1976
N° d'impression : 2026

Phnom penh libérée

17 avril 1975 : Phnom Penh est libérée après cinq ans d'une guerre atroce. En cinq jours, la ville se vide de ses trois millions d'habitants. Pour le monde occidental, c'est le scandale : "Jamais aucune révolution n'avait osé aller jusque-là..."
Les auteurs qui ont vécu l'entrée des "Khmers rouges" à Phnom Penh n'avaient pu, jusqu'ici, dire librement ce qu'ils avaient vu. Aujourd'hui, ils accusent !

Jérôme Steinbach est ingénieur chimiste diplômé de l'Ecole Normale Supérieure de chimie de Montpellier.
Jocelyne, sa femme, est institutrice. C'est comme coopérants qu'ils sont partis au Cambodge en 1973.
Ils y ont vécu des événements historiques et, de retour à Paris, découvrent, horrifiés, les titres de la presse françaises... Leur témoignage est ignoré... Il fallait que la vérité fût dite, d'autant qu'aujourd'hui la révolution cambodgienne est insuffisamment comprise.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7502 00678751 1

éditions sociales

ISBN 2-209-05189-4/1215-3-76-1300

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1er mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XXe siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en vertu d'une licence confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1er mars 2012.

Avec le soutien du

CNL Centre national du livre